

UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Les adolescents recevant des services au Centre jeunesse de la Montérégie en vertu de la

Loi sur le Système de Justice Pénale pour Adolescents :

Profil délictuel et caractéristiques du passage à l'acte violent.

par

Chloé Gaumont

Mémoire présenté à la Faculté d'éducation

En vue de l'obtention du grade de

Maître ès arts (M.Sc.)

Programme de maîtrise en psychoéducation

Février 2010

© Chloé Gaumont, 2010

v-795



Library and Archives  
Canada

Published Heritage  
Branch

395 Wellington Street  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

Bibliothèque et  
Archives Canada

Direction du  
Patrimoine de l'édition

395, rue Wellington  
Ottawa ON K1A 0N4  
Canada

*Your file Votre référence*  
ISBN: 978-0-494-61495-2  
*Our file Notre référence*  
ISBN: 978-0-494-61495-2

#### NOTICE:

The author has granted a non-exclusive license allowing Library and Archives Canada to reproduce, publish, archive, preserve, conserve, communicate to the public by telecommunication or on the Internet, loan, distribute and sell theses worldwide, for commercial or non-commercial purposes, in microform, paper, electronic and/or any other formats.

The author retains copyright ownership and moral rights in this thesis. Neither the thesis nor substantial extracts from it may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

#### AVIS:

L'auteur a accordé une licence non exclusive permettant à la Bibliothèque et Archives Canada de reproduire, publier, archiver, sauvegarder, conserver, transmettre au public par télécommunication ou par l'Internet, prêter, distribuer et vendre des thèses partout dans le monde, à des fins commerciales ou autres, sur support microforme, papier, électronique et/ou autres formats.

L'auteur conserve la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protège cette thèse. Ni la thèse ni des extraits substantiels de celle-ci ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans son autorisation.

---

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms may have been removed from this thesis.

While these forms may be included in the document page count, their removal does not represent any loss of content from the thesis.

Conformément à la loi canadienne sur la protection de la vie privée, quelques formulaires secondaires ont été enlevés de cette thèse.

Bien que ces formulaires aient inclus dans la pagination, il n'y aura aucun contenu manquant.

■ ■ ■  
**Canada**



UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE

Faculté d'éducation

Les adolescents recevant des services au Centre jeunesse de la Montérégie en vertu de la

Loi sur le Système de Justice Pénale pour Adolescents :

Profil délictuel et caractéristiques du passage à l'acte violent.

Chloé Gaumont

A été évaluée par un jury composé des personnes suivantes :

Robert Pauzé, Ph.D. Président du jury

Nadine Lancôt, Ph.D. Directrice de recherche

Robert Pauzé, Ph.D. Codirecteur de recherche

Marc Tourigny, Ph.D. Autre membre du jury

Luc Touchette, Ph.D. Autre membre du jury

Mémoire accepté le 8 janvier 2010



## SOMMAIRE

Au cours de la dernière décennie, l'implantation d'un nouveau cadre légal pour les adolescents contrevenants a entraîné plusieurs bouleversements dans le milieu juridique et au sein des établissements desservant les jeunes délinquants. Afin d'évaluer l'impact de ces transformations législatives sur le type de clientèle desservie et d'adapter les services à la nouvelle réalité il importe de décrire la clientèle desservie selon différentes caractéristiques telles que l'âge, le sexe, le type d'infraction et les mesures imposées. La nouvelle Loi s'étant imposée en réponse à un désir d'intervenir de façon plus ciblée auprès des adolescents ayant commis des gestes de violence, une attention particulière a été portée à l'égard de ces jeunes afin d'établir ce qui les distingue au point de vue socio-judiciaire mais aussi ce qui caractérise les événements de violence auxquels ils ont participé.

Le but de cette recherche est de décrire les caractéristiques socio-judiciaires de la clientèle desservie au Centre jeunesse de la Montérégie sous la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents, en ciblant particulièrement les adolescents ayant commis des infractions graves contre la personne. Le premier objectif vise à tracer un portrait de l'ensemble de la clientèle référée en vertu de cette Loi en décrivant les caractéristiques sociodémographiques ainsi que le statut juridique de ces adolescents. Le second objectif vise à vérifier si les adolescents ayant commis un délit de violence grave se distinguent de ceux n'ayant pas commis d'infraction de violence grave, si on les compare en termes d'âge, de sexe, de type et de durées de mesures imposées. Finalement, le dernier objectif consiste à décrire le contexte du passage à l'acte des infractions graves avec violence commises par les adolescents et de décrire des profils d'événements.

Pour ce faire, des analyses descriptives et comparatives ont été effectuées sur différentes variables socio-judiciaires de 613 adolescents recevant des services au Centre jeunesse de la Montérégie. La clientèle a ainsi pu être décrite en termes d'âge, de sexe, de types de délits commis, de fréquence et de variété des délits et des mesures. Ensuite certaines comparaisons portant sur ces variables ont permis d'identifier la façon dont

certains groupes se distinguent en fonction du genre et du type de délits. De cette façon, nous avons pu identifier que les infractions contre les biens sont les délits les plus fréquemment commis par les adolescents, suivis du voies de fait simple, ce qui va dans le même sens que les données nationales. Certaines différences sexuelles ont également pu être mises en évidence telles que le fait que les adolescentes, qui représentent une minorité de la population, sont plus jeunes en moyenne et commettent significativement moins de délits en nombre et en types que leurs homologues masculins. Elles se voient aussi plus souvent imposées des sanctions extra-judiciaires que les garçons pour lesquels les peines dans la communauté sont plus fréquemment ordonnées.

Afin de mettre en lumière le caractère spécifique des infractions de violence, les adolescents de l'échantillon ont été regroupés en fonction de la perpétration ou non de délits violents. Les résultats indiquent que les adolescents violents sont plus âgés, leurs actes délictuels sont plus fréquents et plus variés et, par conséquent, ils sont jugés plus lourdement. L'analyse de 52 événements de violence perpétrés par ces adolescents a permis d'identifier deux profils d'événements distincts grâce à l'analyse des classes latentes; le premier se caractérisant par ses motifs proactifs, sa visibilité et l'implication de tiers tandis que le second type, davantage impulsif est perpétré en solo dans des endroits privés. Trois catégories de victimes ont aussi pu être identifiées de la même façon.

Cette étude présente l'avantage d'avoir une utilité sur le plan clinique, administratif et scientifique. L'étude du contexte entourant les événements impliquant de la violence chez les adolescents est originale par son caractère novateur. Les connaissances générées permettront une meilleure compréhension des caractéristiques de la clientèle contrevenante manifestant ou non des comportements délictuels de violence et contribuera ainsi à l'adaptation des services en fonction des caractéristiques de la clientèle.

## RÉSUMÉ

Cette étude vise à décrire les caractéristiques sociodémographiques et judiciaires de 613 adolescents recevant des services d'un centre jeunesse en vertu de la Loi sur le système de justice pénal pour adolescents, suite à la commission d'un délit. Cette étude a permis d'explorer certaines tendances selon lesquelles certains groupes se démarquent en termes d'âge, de sexe et de mesures judiciaires, et ce, en fonction du type de délit commis. Dans un deuxième temps, des analyses ont été effectuées à partir des informations concernant les caractéristiques du contexte du passage à l'acte d'un sous-échantillon d'adolescents reconnus coupables d'infractions de violence grave (n=52 événements). Ces analyses ont permis de distinguer deux types d'événements qui se distinguent par rapport au contexte de l'infraction et de décrire trois groupes de victimes appréhendées dont les membres se regroupent par la présence de certaines similitudes observées.

**Mots clés :** Délinquance, adolescence, violence, contexte du passage à l'acte, différences sexuelles, caractéristiques socio-judiciaires.





## TABLE DES MATIÈRES

<b>LISTE DES TABLEAUX .....</b>	<b>13</b>
<b>LISTE DES FIGURES.....</b>	<b>15</b>
<b>REMERCIEMENTS .....</b>	<b>19</b>
<b>INTRODUCTION .....</b>	<b>21</b>
<b>PREMIER CHAPITRE .....</b>	<b>23</b>
<b>1. CHANGEMENT DE LOI.....</b>	<b>24</b>
1.1 Motivations et raisons invoquées .....	24
1.2 Différences entre le Canada et le Québec.....	27
1.3 Énoncés de principe de la LSJPA.....	29
1.4 Conséquences anticipées .....	30
<b>2. PORTRAIT DE LA CLIENTÈLE SOUS LSJPA AU QUÉBEC ET AU CANADA.....</b>	<b>34</b>
2.1 Causes entendues .....	34
2.2 Type d'infractions.....	35
2.3 Type de mesures .....	36
2.4 Caractéristiques sociodémographiques.....	37
<b>3. PORTRAIT DE LA CLIENTÈLE EN MONTÉRÉGIE .....</b>	<b>39</b>
<b>4. CARACTÉRISTIQUES du CONTEXTE délictuel .....</b>	<b>41</b>
4.1 Âge des victimes.....	43
4.2 Sexe des victimes .....	43
4.3 Relation avec la victime .....	44
4.4 Motifs .....	45
4.5 Lieu de commission de l'infraction.....	46
4.6 Utilisation d'une arme .....	46
4.7 Blessures physiques.....	47
4.8 Présence de complices .....	47
4.9 État d'intoxication .....	48
<b>5. Profil des événements .....</b>	<b>49</b>
<b>6. PROBLÉMATIQUE .....</b>	<b>49</b>

6.1 Analyse critique des écrits.....	50
6.2 Objectifs de l'étude.....	52
6.3 Pertinence scientifique et sociale de l'étude.....	52
<b>1. MÉTHODOLOGIE.....</b>	<b>55</b>
1.1 Participants .....	55
1.2 Source des données.....	56
1.3 Variables.....	57
1.3.1 Variables socio-judiciaires .....	57
1.3.1 Identification des adolescents ayant commis un délit de violence grave ....	59
1.3.2 Variables du contexte du passage à l'acte .....	60
1.4 Stratégies d'analyse.....	62
1.5 Limites de l'étude .....	63
<b>TROISIÈME CHAPITRE.....</b>	<b>65</b>
<b>1. Résultats .....</b>	<b>65</b>
1.1 Portrait de la clientèle.....	65
1.1.1 Description de l'échantillon .....	65
1.1.2 Informations sur les délits.....	66
1.1.3 Informations sur les mesures .....	71
1.2 Comparaison des adolescents selon la présence d'un délit de violence.....	76
1.2.1 Description des groupes selon les types de délits commis.....	76
1.2.2 Différences identifiées entre les quatre groupes.....	76
1.3 Caractéristiques du contexte délictuel.....	79
1.3.1 Description du contexte du passage à l'acte.....	79
1.3.2 Caractéristiques se rapportant à l'agresseur .....	80
1.3.3 Caractéristiques propres au contexte de l'infraction .....	81
1.3.4 Caractéristiques se rapportant à la victime.....	85
1.3.5 Conséquences et réactions suite à l'agression .....	87
1.4 Profil des événements.....	89
1.4.1 Variables se rapportant au délit .....	89
1.4.2 Victime .....	91
<b>QUATRIÈME CHAPITRE.....</b>	<b>93</b>
<b>1. Faits saillants.....</b>	<b>93</b>
1.1. Caractéristiques délictuelles .....	93
1.2 Caractéristiques sociodémographiques.....	94
1.3 Caractéristiques socio-judiciaires de l'intervention.....	94
1.4 Différences sexuelles.....	97
1.4.1 Prédominance des adolescents.....	97
1.4.2 Nature des délits et genre.....	98
1.4.3 Mesures imposées et genre.....	99

1.5 Caractéristiques du contexte délictuel .....	100
1.5.1 Type d'arme.....	100
1.5.2 Caractéristiques de l'environnement .....	100
1.5.3 Complicité et intoxication .....	101
1.5.4 Victimes appréhendées .....	102
1.6 Profil des événements .....	103
1.6.1 Types d'événements .....	103
1.6.2 Types de victimes .....	105
<b>2. Conclusion .....</b>	<b>105</b>
2.1 Limites de l'étude .....	105
2.2 Apport au plan scientifique.....	107
2.3 Apport au plan clinique .....	107
2.4 Pistes d'ouverture pour des recherches ultérieures .....	108
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>111</b>
<b>ANNEXE A .....</b>	<b>117</b>



## LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Fréquence et variété des délits selon le sexe .....	66
Tableau 2: Prévalence de délits selon le sexe.....	67
Tableau 3: Nombre moyen de délits commis par catégories et au total parmi les jeunes ayant commis chaque type de délit.....	69
Tableau 4: Fréquence et variété des mesures selon le sexe.....	71
Tableau 5: Prévalence des mesures selon le sexe.....	72
Tableau 6: Nombre moyen de mesures imposées par catégories parmi les jeunes ayant reçu ce type de mesure. ....	73
Tableau 7: Caractéristiques socio-judiciaires selon la nature des infractions retenues .....	78
Tableau 8: Prévalence selon les catégories de mesures.....	79
Tableau 9: Prévalence des délits ayant donné lieu à un RPD.....	81
Tableau 10: Prévalence des endroits où le délit de violence a eu lieu.....	82
Tableau 11: Prévalence des événements impliquant l'utilisation d'une arme.....	83
Tableau 12: Répartition des événements selon le niveau de préméditation .....	84
Tableau 13: Répartition des événements selon le motif de l'agression.....	85
Tableau 14: Sexe de la victime selon l'âge .....	86
Tableau 15: Type de liens entre la victime et l'agresseur .....	87
Tableau 16: Prévalence des événements ayant entraîné des blessures chez l'agresseur et la victime .....	88



**LISTE DES FIGURES**

Figure 1: Âge médian selon le délit.....	70
Figure 2: Durée médiane des mesures.....	74
Figure 3: Âge médian selon la mesure.....	75





À mon père et à ma mère...  
Qui ont semé en moi une graine de curiosité,  
m'ont fourni les opportunités de la faire germer  
et les moyens de la cultiver.



## REMERCIEMENTS

Je tiens tout d'abord à remercier ma directrice, Madame Nadine Lanctôt, grâce à qui la rédaction de ce mémoire a été rendue possible. Je suis reconnaissante pour cet accompagnement et pour la mise en place des ressources nécessaires à la réalisation de ce projet. Grâce à de judicieux conseils et à de précieux enseignements pratiques et théoriques, j'ai pu développer un sens de la rigueur et du travail bien accompli. Ces apprentissages me suivront tout au long de mon cheminement professionnel et je tiens à remercier Madame Lanctôt pour son soutien dans mes premiers pas dans le monde de la recherche. Je remercie aussi Annie Lemieux pour le précieux soutien dans la réalisation des analyses statistiques et Karine Roy pour le coup de main dans les cueilletes de données.

Je tiens également à souligner la contribution du Centre jeunesse de la Montérégie et du Groupe de Recherche sur les Inadaptations sociales de l'enfance (GRISE), qui ont permis la réalisation de ce projet de recherche grâce à une Alliance recherche université communauté (ARUC). Je désire donc remercier l'établissement, et plus particulièrement Lucie Charbonneau et Arlene Laliberté ainsi que toute l'équipe de la Direction des services professionnels et les personnes impliqués de près ou de loin dans ce projet, pour leur accueil, leur soutien pratique et technique et le partage de leur expertise permettant que ce projet se concrétise. Je tiens également à remercier le Centre jeunesse de Québec, Institut universitaire et la Plate forme informationnelle pour le bien-être des jeunes pour l'octroi de bourses facilitant la démarche de cueillette de données et de rédaction tout en encourageant la diffusion des résultats issus de cette recherche.

Finalement, je tiens à remercier mes parents, ma famille et mes amis qui m'ont soutenu tout au long de cette grande aventure. Chacun à leur façon, à force de patience, d'écoute, de conseils, d'encouragements, de discipline, d'humour, de petits plats, de bouffées d'air frais et de reconnaissance, ils ont grandement contribué à la réalisation de cet ouvrage, mais aussi à ce que ce travail m'aura permis de devenir. Tous et chacun, je vous remercie chaleureusement de m'offrir le privilège de vous avoir près de moi.



## INTRODUCTION

De l'école de réforme aux centres de réadaptation, les programmes et services offerts aux adolescents délinquants se sont transformés au fil du temps. Modulées par des changements législatifs et influencées par l'évolution de la problématique de la délinquance juvénile, ces transformations s'inscrivent dans une perspective allant d'une approche rééducative vers une approche plus répressive. À cet effet, le débat sociopolitique à savoir si une approche plus répressive devrait être utilisée à l'endroit de ces adolescents est encore d'actualité. La recension des écrits présentée au premier chapitre documente les transformations législatives des dernières décennies et leur impact sur la façon d'intervenir auprès des jeunes délinquants au Canada. Bien que le Québec se distingue des autres provinces par une philosophie d'intervention plus rééducative, l'implantation de la Loi sur le Système de Justice Pénale pour Adolescents (LSJPA) aura eu comme effet une transformation de la clientèle desservie dans les centres jeunesse du Québec, en réservant les peines les plus lourdes aux adolescents ayant commis les infractions les plus graves. Cette étude s'inscrit donc dans un contexte de changements. En ce sens, tracer un portrait actuel de la clientèle permettra de décrire la population auprès de qui les intervenants du Centre jeunesse de la Montérégie (CJM) interviennent, et de mieux connaître les adolescents à qui s'adresse l'offre de service. De plus, afin de mieux distinguer les caractéristiques propres à la clientèle ayant commis des infractions de violence grave, ces adolescents seront comparés selon leurs caractéristiques socio-judiciaires aux adolescents contrevenants n'ayant pas commis ce type d'infraction. Finalement, les caractéristiques du contexte du passage à l'acte des infractions de violence seront analysées afin de déterminer si certaines tendances peuvent être identifiées à travers les événements.



## **PREMIER CHAPITRE**

### **RECENSION DES ÉCRITS**

L'intervention auprès des adolescents contrevenants implique une multitude d'acteurs et d'organismes et se déroule dans un contexte légal spécifique. L'implantation d'une nouvelle Loi en ce domaine a entraîné des bouleversements au niveau du système judiciaire, social et politique, mais aussi au niveau de l'intervention auprès des adolescents contrevenants. Cette section présente d'abord le contexte entourant les récentes transformations législatives. Puis, un portrait de la clientèle desservie sous la Loi sur le Système de Justice Pénale pour les Adolescents (LSJPA) au Canada, au Québec et en Montérégie, permet de décrire la clientèle à qui s'adressent les programmes actuels. Par ailleurs, étant donné les orientations visées par la LSJPA concernant les adolescents ayant perpétré des infractions de violence, une recension de la littérature permet de situer l'état actuel des connaissances sur le contexte entourant le passage à l'acte violent chez les adolescents. Finalement, la dernière section présente la problématique à l'étude et les objectifs de recherche.

Pour effectuer cette recension des écrits, plusieurs sources de documentation ont été consultées selon les sujets traités. Tout d'abord, afin de documenter le contexte entourant l'implantation de la nouvelle Loi et ses conséquences, diverses publications gouvernementales, d'organismes publics et parapublics ont été consultées. Ensuite, les références utilisées pour tracer un portrait de la clientèle desservie au Canada et au Québec proviennent des publications de Statistiques Canada. Finalement, la thématique du contexte entourant le passage à l'acte délictueux a été explorée à partir de la base de données PsycINFO et ERIC à partir des mots clés « adolescent violence », « criminal event », « violent events » et « crime context ». Les articles retenus sont ceux traitant des adolescents ayant commis des délits de violence incorporant dans leur analyse des caractéristiques propres au contexte du passage à l'acte délictueux comme le motif, le lieu, les armes et les données concernant la victime.



## 1. CHANGEMENT DE LOI

Le 1<sup>er</sup> avril 2003, la LSJPA entrait en vigueur pour remplacer la Loi sur les jeunes Contrevenants (LJC), elle-même en vigueur depuis 1984 (Barreau du Québec, 1998). Bien que cette réforme législative était grandement attendue au Canada, le Québec s'y est vivement opposé. En effet, depuis le dépôt en 1998 de la « Stratégie de Renouvellement du système de justice pour les jeunes » présentée par la ministre de la Justice et procureure générale du Canada, Madame Anne McLellan, en vue de l'élaboration d'un nouveau projet de loi, plusieurs instances gouvernementales, juridiques, politiques et professionnelles ont milité contre ce projet de loi (Association des Centres jeunesse du Québec, 1998; Barreau du Québec, 1998; Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 1999). Les sections qui suivent présentent les raisons qui ont motivé ces transformations législatives, le contexte dans lequel elles ont pris place et finalement, la réalité du contexte québécois par rapport à ce changement de loi.

### 1.1 Motivations et raisons invoquées

La Loi sur le système de justice pénale pour adolescents (LSJPA) s'est implantée après presque 20 ans d'application de l'ancienne Loi (LJC). Les motifs justifiant la révision de la loi antérieure de même que ceux motivant la création d'une toute nouvelle loi sont issus d'une pression constante provenant du public et d'instances politiques en faveur d'une loi plus répressive à l'égard des jeunes contrevenants. Ces revendications proviennent de l'opinion publique, grandement influencée par les médias qui tendent à surestimer l'importance de la délinquance des adolescents au Canada et particulièrement l'ampleur de la violence chez les jeunes (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 1999; Howe et Covell, 2001). En revanche, l'opinion publique s'appuie également sur les statistiques officielles qui suggèrent une hausse de la violence chez les jeunes (Bala et Anand, 2004).

Les données canadiennes de la délinquance officielle révèlent que le taux global de criminalité juvénile est en baisse au pays depuis 1991. En effet, ce taux qui se situait à un peu moins de 500 jeunes accusés pour 10 000 jeunes en 1987, a grimpé au-delà de 600 en 1991 et a diminué graduellement jusqu'en 1997, où il s'est stabilisé au même taux initial connu en 1987 (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1999). Par la suite, après une nouvelle hausse de 1999 à 2003, le taux a régressé jusqu'en 2006 où il était de 6 % inférieur à celui de 1996 et de 25 % inférieur au sommet enregistré en 1991 (Taylor-Butts et Bressan, 2008). Malgré cette baisse du taux global de criminalité juvénile au cours des deux dernières décennies au Canada, une hausse du taux de crimes contre la personne a été observée entre les années 1985 et 1990 et entre les années 1996 et 2000 où il y a eu une augmentation substantielle des infractions avec violence comparativement aux infractions contre les biens qui étaient alors en diminution. En effet, sur l'ensemble des accusations répertoriées, les infractions de violence comptaient entre 1962 et 1987 pour moins de 10 % des accusations totales. Ce même taux a ensuite progressé, passant de 20 % en 1995 jusqu'à 30 % en l'an 2000. Au Canada, durant la décennie allant de 1997 à 2006, les crimes de violence perpétrés par des adultes ou des mineurs ont reculé de 4 %. Toutefois, pour cette même période, le taux de crimes violents chez les jeunes a augmenté de 12 % entre 1997 et 2006 mais de 30 % entre 1991 et 2006. En 1996, les adolescents ayant commis un crime violent représentaient le cinquième des adolescents accusés alors qu'en 2006, ils forment le quart de la population de jeunes accusés (Taylor-Butts et Bressan, 2008). Ces données témoignent d'une transformation de la délinquance juvénile au cours des deux dernières décennies. Cette délinquance, telle que rapportée par les statistiques officielles, serait de moins en moins de nature acquisitive et de plus en plus violente.

Plusieurs auteurs expliquent cette tendance à la hausse par l'augmentation des accusations de voies de fait simple. Le Code criminel définit cette infraction comme suit : « Commet des voies de fait, ou se livre à une attaque ou une agression, quiconque, selon le cas : a) d'une manière intentionnelle, emploie la force, directement ou indirectement, contre une autre personne sans son consentement » (Code criminel, 2010, chapitre C-46, article 265 (1)). Cette augmentation serait attribuable aux stratégies de « tolérance zéro » mises en

place dans les milieux scolaires pour contrer la violence. En effet, depuis le début des années quatre-vingt-dix, les écoles et la population en général tolèrent moins la violence et déclarent davantage ce type d'infraction à la police (Bélanger et Ouimet, 2006; D'Amours, 1995; Le Blanc, 2003; Savoie, 1999; Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998). En 2006, les adolescents accusés de voies de fait représentent 80 % des jeunes arrêtés pour un crime violent (Taylor-Butts et Bressan, 2008). En excluant le voies de fait simple du total des infractions avec violence, les taux de délits violents ont quand même bondi de 61 % depuis 1988 (Savoie, 1999). Donc, selon ces données, l'augmentation des accusations pour voies de fait simple n'explique qu'en partie l'augmentation du taux de criminalité de violence chez les jeunes. En effet, d'autres infractions appartenant à la catégorie des crimes contre la personne ont eux aussi connu une hausse durant les années quatre-vingt-dix, notamment, le voies de fait majeur et les vols qualifiés qui ont doublé en proportion (Savoie, 1999). Néanmoins, les tentatives de meurtre et les homicides ainsi que les agressions sexuelles graves sont demeurées stables (Bélanger et Ouimet, 2006; D'Amours, 1995).

Les sondages de délinquance auto-rapportée démontrent aussi une légère augmentation des délits contre les personnes et une faible diminution des infractions contre la propriété (Le Blanc, 2003). Donc, les données de la délinquance cachée corroborent celles de la délinquance officielle ce qui permet d'affirmer que la délinquance avec violence est un phénomène qui a pris de l'ampleur au cours des dernières années comparativement aux autres types de délinquance.

Le phénomène de la violence juvénile fluctue dans le temps et prend une ampleur différente selon les périodes. Par ailleurs, au cours d'une même année, ce phénomène varie également selon les régions. Au Canada, les crimes de violence commis par des adolescents augmentent d'est en ouest. En effet, le taux moyen de jeunes accusés de crimes de violence grave (homicides, tentatives de meurtre, agressions sexuelles graves ou armées, vols à main armée et voies de fait de niveau 2 et 3 est plus élevé dans les provinces à l'ouest du Québec (D'Amours, 1995; Savoie, 1999). D'ailleurs, le Québec se distingue du reste du Canada, et

ce, non seulement par rapport à la prévalence de la criminalité de violence, mais aussi par son approche en réponse à la problématique de la criminalité juvénile.

## **1.2 Différences entre le Canada et le Québec**

Plusieurs s'accordent pour affirmer que le Québec se positionne différemment du reste du Canada en matière de justice et d'intervention auprès des jeunes (Association des centres jeunesse du Québec, 1998; Bala et Anand, 2004; Barreau du Québec, 1998; Coalition pour la justice des mineurs, 1999; Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 1999; Trépanier, 2003, 2004). D'ailleurs, Trépanier (2004) qualifie la distinction qui sépare la position québécoise de celle du reste du Canada en ce qui a trait au traitement des jeunes contrevenants d'« Américanisation des perceptions ». Selon cet auteur, le Canada anglais est grandement influencé par la situation et les politiques américaine, ce qui serait à l'origine de ces divergences d'opinions. Le groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la justice applicable aux jeunes au Canada (1996, p. 5) souligne ce qui suit : « Il n'est pas possible de transposer ailleurs l'approche adoptée par le Québec en matière de justice pour les jeunes. L'approche utilisée par le Québec nous rappelle que la nécessité apparente de réformer la loi est tout autant, sinon plus, une question de valeurs, d'attitudes et de perceptions qu'un besoin réel ». Plusieurs faits soutiennent cette affirmation.

En premier lieu, les lacunes identifiées par le gouvernement fédéral par rapport au système de justice pour les jeunes ne représentent pas la réalité québécoise (Barreau du Québec, 1998). Par exemple, sous la LJC, le Québec est demeuré la province avec le taux le plus bas de recours à la mise sous garde et ce, pendant plusieurs années (Thomas, 2005). En effet, au cours de la dernière décennie, le Québec avait un taux d'incarcération des adolescents variant de 10,5 pour 10 000 jeunes de 12 à 17 ans pour l'année 1995-1996 à 3,9 en 2005-2006. Ce taux, correspond au nombre quotidien moyen de jeunes en détention provisoire, en garde fermée et ouverte. Ces taux sont demeurés au cours de cette période, les plus bas au pays et atteignent parfois la moitié de taux national, dont les maximums et

minimums enregistrés oscillent entre 18,7 et 7,5 pour 10 000 jeunes de 12 à 17 ans (Calverley, 2006; Milligan, 2008).

Dans le même ordre d'idées, le Québec était en 1997 la province pour laquelle le taux de jeunes accusés était le moins élevé au Canada avec 3765 jeunes pour 100 000 jeunes comparativement à 6885 pour l'ensemble du Canada (Taylor-Butts et Bressan, 2008). Cette différence peut en partie être attribuée à un plus faible taux de criminalité mais aussi à l'utilisation des programmes de mesures de rechange permettant que les jeunes obtiennent des mesures en lien avec les délits commis sans toutefois être accusés d'une infraction devant les tribunaux (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998). De plus, les jeunes accusés d'infractions avec violence sont moins nombreux au Québec que dans le reste du Canada puisque le Québec affichait en 2006 le taux le plus bas au pays avec 1110 jeunes accusés d'infractions avec violence pour 100 000 jeunes, comparativement à un taux s'élevant à 1528 pour l'ensemble du Canada (Taylor-Butts et Bressan, 2008).

Par ailleurs, bien que la Loi sur les jeunes contrevenants était de juridiction fédérale, son application pouvait différer d'un bout à l'autre du pays. Ces divergences s'expliquent par le fait que l'application de la loi ainsi que les programmes qui en découlent sont de juridiction provinciale (Trépanier, 2004). À ce titre, le Québec a souvent été un pionnier en matière de traitement et d'intervention auprès des jeunes contrevenants (Barreau du Québec, 1998). En effet, le Québec a instauré sous la LJC des mesures reflétant une approche plus rééducative que répressive en conformité avec la philosophie de la LJC. Par exemple, la création d'un tribunal spécialisé en matière de jeunesse, la mise en place d'un programme de mesures de rechange et le maintien de ressources déjà en place offrant des services de réadaptation privilégiant un mode d'intervention rééducative représentent quelques exemples concrets d'initiatives québécoises réalisées en réponse à la LJC (Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, 1999).

Pour l'ensemble des raisons énumérées précédemment, plusieurs groupes ont milité en faveur du maintien de la LJC au Québec. Tel est le cas de la Coalition pour la justice des

mineurs, formée de professionnels et d'organisations au service des jeunes, de la Commission des Droits de la Personne et des droits de la jeunesse, du Barreau du Québec et de l'Association des centres jeunesse du Québec. Tous sont intervenus et ont émis leurs opinions en faveur du maintien de l'ancienne loi et de son application au Québec. Ainsi, le gouvernement du Québec a saisi la Cour d'appel afin d'obtenir un renvoi visant à ce que la LSJPA ne s'applique pas au Québec (Trépanier, 2003). Suite à l'échec de cette démarche, le Québec a donc accueilli comme le reste du Canada, cette réforme législative et ses changements au printemps 2003.

### **1.3 Énoncés de principe de la LSJPA**

La LSJPA entraîne un nouveau cadre légal nécessitant des transformations allant parfois à l'encontre des pratiques d'intervention développées au Québec (Trépanier, 2003). Contrairement à cette nouvelle loi, la prémisse de base de la LJC privilégiait la « recherche d'un équilibre entre la nécessité de faire assumer aux jeunes contrevenants la responsabilité de leurs délits et de reconnaître leur vulnérabilité et leurs besoins spéciaux » (LJC, par. 3(1)). Cette philosophie propre à la LJC permettait de répondre aux besoins de réadaptation de l'adolescent en considérant sa situation globale et non pas uniquement la gravité du délit commis (Barreau du Québec, 1998). Ces valeurs de responsabilisation, jumelées à la reconnaissance des besoins de l'adolescent, permettaient l'application de mesures proportionnelles au délit tout en considérant les besoins de réhabilitation de l'adolescent.

Pour sa part, la LSJPA met davantage l'accent sur la responsabilité du jeune et la protection de la société (Barreau du Québec, 1998). Les principes de la LSJPA attribuent à l'infraction un caractère de primauté dans la prise de décision par rapport à la mesure appliquée. En effet, cette loi prescrit que la peine imposée soit proportionnelle à la gravité de l'infraction et au degré de responsabilité de l'adolescent par rapport à cette infraction (LSJPA, 2002). Ce principe, similaire à celui que l'on retrouve dans le Code Criminel fait préséance sur les autres principes, devenant ainsi le plus important dans le processus de détermination de la peine (Bala et Anand, 2004). En ce sens, les principes tels que celui

visant la peine la moins contraignante possible, celui voulant offrir les meilleures chances de réadaptation et de réinsertion sociale et finalement celui visant la responsabilisation, ne peuvent être considérés qu'en second lieu dans le processus de détermination de la peine. En ce sens, la LSJPA diffère de la loi antérieure et se distingue par son principe de proportionnalité selon lequel la « lourdeur » de la peine imposée doit correspondre à la gravité de l'infraction et par son principe d'harmonisation des peines selon lequel « la peine doit être semblable à celle qui serait imposée dans la région à d'autres adolescents se trouvant dans une situation semblable pour la même infraction commise dans des circonstances semblables » (LSJPA, 2002, chapitre 1, art. 38(2)b).

De plus, la LSJPA énonce dans son préambule certains principes tels que ; « [...] la société canadienne doit avoir un système de justice pénale pour les adolescents qui [...] limite la prise des mesures les plus sévères aux crimes les plus graves et diminue le recours à l'incarcération des adolescents non violents » (LSJPA, 2002, chapitre 1, préambule). Les principes de la loi indiquent que la mise sous garde sera réservée aux adolescents reconnus coupables d'infractions avec violence, récidivistes ou non, à ceux qui ont violé les conditions d'une ordonnance et à ceux dont le crime commis est passible de plus de deux ans d'incarcération chez les adultes et aux multirécidivistes (Trépanier, 2003).

#### **1.4 Conséquences anticipées**

En considérant ces énoncés de principe, ainsi que les critères permettant de recourir à une mesure de garde, il est pertinent de se questionner sur l'impact de l'avènement de ce nouveau cadre législatif sur le type de clientèle dorénavant desservie par les centres de réadaptation. En effet, ces changements législatifs sont susceptibles d'entraîner des changements sur le type de clientèle que l'on retrouve en garde fermée (Trépanier, 2003). La modification de la LJC avait entre autres comme objectif, la réduction du recours à la mise sous garde : « La LSJPA favorise le recours à des solutions de rechange au placement sous garde » (Thomas, 2005, p.2).

Selon certains auteurs, la LSJPA a entraîné une baisse importante du recours à la garde chez les jeunes contrevenants (Bala et Anand, 2004). Certaines données révèlent une baisse de clientèle allant de 20 à 50 % après les premiers mois de l'application de la loi dans les centres de détention et de garde de l'Alberta de l'Ontario et du Nouveau-Brunswick (Blackwell 2003 dans Bala et Anand, 2004). En 2006-2007, le nombre total de causes instruites par les tribunaux de la jeunesse était de 26 % inférieur au nombre de causes enregistrées en 2002-2003, soit la dernière année avant l'implantation de la LSJPA (Thomas, 2008). Puis, en 2003-2004, le taux d'incarcération des jeunes au Canada était en baisse de 30 % par rapport à l'année précédente et de 55 % par rapport à l'année 1994-1995. La première année d'implantation de la LSJPA semble donc avoir eu un impact notable sur le nombre de jeunes incarcérés au Canada. Au Québec, la diminution du nombre de placements sous garde entre les années 2002-2003 et 2003-2004 équivaut à une baisse de 26 % (Calverly, 2006). Finalement, le bilan des directeurs de la Protection de la jeunesse et des directeurs provinciaux pour l'année 2005-2006 (2006) révèle une baisse de près de 50 % du nombre de placements sous garde suite à l'application de la LSJPA comparativement aux trois dernières années d'application de la LJC. Néanmoins, il importera de vérifier si cette tendance se maintient sur une plus longue période suivant l'implantation de la loi (Bala et Anand, 2004). Le bilan des directeurs de la protection de la jeunesse (2008) indique que le nombre d'adolescents ayant un placement en centre de réadaptation suite à une peine de garde ouverte ou fermée continue de diminuer chaque année, atteignant 674 jeunes en 2007-2008, ce qui représente près de la moitié du nombre de jeunes sous garde sous la LJC en 2002-2003 (n=1583) (Les centres jeunesse du Québec, 2005).

Dans un autre ordre d'idées, la rigueur avec laquelle le principe de proportionnalité doit être appliqué pourrait avoir un impact sur la possibilité d'ordonner une mesure proportionnelle aux besoins du jeune. Désormais, il n'est plus possible d'imposer une mesure allant au-delà de ce que le type de délit commis entraînerait normalement en invoquant les besoins de réadaptation identifiés chez l'adolescent (Bala et Anand, 2004; Trépanier 2003). À cet effet, une étude comparant des dossiers traités sous la LJC avec les



dossiers sous la LSJPA durant les six premiers mois d'application a été effectuée par le Ministère de la Justice du Canada et a permis de démontrer cette dissemblance entre les deux lois quant aux types de mesures imposées et les motifs sous-jacents. Les données recueillies démontrent que le fait d'éprouver des problèmes sociaux ou psychologiques permettait de prédire l'imposition d'un placement sous garde sous la LJC, mais pas sous la LSJPA (Moyer, 2005).

Dans un effort visant la réduction du recours à l'incarcération pour les jeunes, la LSJPA vise la déjudiciarisation des adolescents ayant commis les infractions les moins graves et réserve les peines de garde aux adolescents ayant commis les infractions les plus graves (Bala et Anand, 2004; Calverly, 2006). Au Canada, certains jeunes qui auraient été détenus sous la LJC sont aujourd'hui relâchés sous la LSJPA (Bala et Anand, 2004). En effet, conformément aux objectifs de la LSJPA, au Canada en 2006-2007, 17 % de toutes les causes avec condamnation ont mené à un placement sous garde comparativement à 27 % en 2002-2003. Au Québec, pour les mêmes années cette proportion passe de 21 % à 11 %, demeurant l'une des provinces avec les taux de recours à la mise sous garde les plus bas au pays (Thomas, 2008). Le bilan des directeurs de la protection de la jeunesse et des directeurs provinciaux révèle une baisse de 50 % du nombre de placements sous garde en 2005-2006, suite à l'application de la LSJPA alors qu'une baisse de seulement 14 % du nombre d'adolescents soumis à une autre sanction judiciaire n'a été enregistrée (Les centres jeunesse du Québec, 2006). L'année précédente (2004-2005), le bilan révélait une augmentation de la proportion d'imposition de mesures de probation suite à l'application de la LSJPA. En effet, comparativement aux trois dernières années d'application de la LJC, les mesures de probation étaient plus fréquentes et plus exigeantes sous la LSJPA. Selon ces données, des jeunes qui antérieurement auraient pu connaître une mise sous garde, se retrouvent maintenant dans la communauté avec un suivi (Les centres jeunesse du Québec, 2006).

La nouvelle loi aura également un impact sur la durée de la garde devenant moins longue étant donné que la période de détention provisoire est considérée dans la

détermination de la peine. Qui plus est, lorsqu'il y a ordonnance de garde, seulement les deux premiers tiers sont passés dans un lieu de garde tandis que le troisième tiers correspond à la période de surveillance et se déroule dans la collectivité. Des changements dans la durée des mises sous garde ont été observés déjà depuis quelques années. En effet, cette tendance a été amorcée dans les années 90 et s'est poursuivie depuis. Entre 1985 et 2001, la durée moyenne des placements sous garde au Québec est passée de 121 à 61 jours en milieu fermé et de 120 à 33 jours en milieu ouvert. À ce sujet, le bilan des directeurs de la protection de la jeunesse et des directeurs provinciaux relève pour 2005-2006 non seulement une baisse du nombre de sentences avec peine de placement sous garde mais aussi une diminution de la durée moyenne des placements (Les centres jeunesse du Québec, 2006). Depuis l'implantation de la LSJPA, le nombre de jeunes ayant eu un placement sous garde d'une durée d'un mois et moins a baissé tandis que le nombre de jeunes ayant eu un placement sous garde d'une durée de 1 à 6 mois est passé de 27 % en 2002-2003 à 49 % en 2003-2004. Toutefois, les placements sous garde de plus de six mois sont en baisse en 2003-2004 par rapport aux années antérieures (Calverly, 2006).

En terminant, si les observations énumérées précédemment concernant la durée des placements et le type de clientèle s'avèrent exactes, la LSJPA aura un « impact sur la capacité des centres jeunesse d'entreprendre et de mener à terme des démarches de réadaptation avec des adolescents pour qui une période d'internat est nécessaire. » (Trépanier, 2003, p.72). La LSJPA définit un cadre législatif très différent de celui dans lequel les pratiques actuelles se sont développées. Par conséquent, les milieux d'intervention québécois devront adapter leurs services offerts à cette nouvelle réalité (Trépanier 2003). Pour ce faire, il est primordial de tracer un portrait de la clientèle desservie sous la LSJPA afin de décrire la situation actuelle, pour ensuite tenter de définir les caractéristiques propres à ces adolescents.

## 2. PORTRAIT DE LA CLIENTÈLE SOUS LSJPA AU QUÉBEC ET AU CANADA

### 2.1 Causes entendues

Les données des tribunaux de la jeunesse concernant tous les adolescents âgés entre 12 et 17 ans au moment de la commission d'une infraction ont été analysées pour en dégager certaines tendances (Thomas, 2008). Elles proviennent de l'Enquête sur les tribunaux de la jeunesse effectuée par le Centre canadien de la statistique juridique en collaboration avec les ministères provinciaux et territoriaux chargés des tribunaux de la jeunesse. Ces données recensent toutes les causes présentées devant les tribunaux de la jeunesse en 2006-2007, sous la LSJPA, relativement à des infractions au Code criminel et autres lois fédérales dont sont accusés des jeunes âgés de 12 à 17 ans au moment de l'infraction. Pour ce faire, l'unité primaire d'analyse est une cause incluant un ou plusieurs chefs d'accusation. Cette information ainsi recueillie nous renseigne sur les tendances canadiennes en matière de criminalité juvénile et nous permettent de tracer un portrait plus global de ce que représente ce phénomène à l'échelle nationale.

Durant l'année 2006-2007, sous le couvert de la LSJPA, un total de 56 463 causes ont été entendues par les tribunaux de la jeunesse au Canada, ce qui est 26 % inférieur au nombre de causes en 2002-2003, avant l'implantation de la LSJPA. Parmi toutes les personnes inculpées par la police en 2006, 14 % étaient des adolescents. Parmi ces causes, la majorité (60 %) ont mené à une condamnation, 22 % ont été rejetées, 16 % ont eu un arrêt de procédures et 1 % ont été acquittés. Au Québec, un total de 6653 causes ont été entendues par les tribunaux de la jeunesse en 2006-2007. Parmi ces causes, la majorité (72 %) ont mené à une condamnation, 6 % ont été rejetées, 16 % ont connu un arrêt de procédures et 6 % ont été acquittés.

## 2.2 Type d'infractions

Chez les adolescents, la grande majorité des causes entendues devant les tribunaux au Canada en 2006-2007 résultaient d'infractions au Code criminel (83 %). Les infractions au Code criminel peuvent être regroupées en quatre catégories. D'abord, les infractions contre les biens représentent 35 % des causes et regroupent principalement, l'introduction par effraction, le vol, la possession de biens volés et la fraude. Puis, la catégorie des infractions contre la personne représente 27 % des causes et comprend principalement l'homicide, le voies de fait, l'agression sexuelle et le vol qualifié. La catégorie des infractions contre l'administration de la justice regroupe 9 % des causes et comporte des infractions telles que le défaut de comparaître, un manquement à une ordonnance de probation ou un défaut de se conformer à une ordonnance. Les délits de la route en vertu du Code criminel représentent 3 % des causes. Finalement, une dernière catégorie regroupe toutes les autres infractions au Code criminel comme la prostitution, les infractions liées aux armes et le défaut de comparaître en cour et représente 8 % des causes entendues. La proportion des infractions n'appartenant pas à la catégorie des infractions au Code criminel (17 %) regroupent d'abord les infractions à la LJC ou à la LSJPA qui sont présentes dans 11 % des causes et correspondent souvent à un non-respect d'ordonnance. Puis, 5 % des causes appartiennent aux infractions relatives aux drogues et 2 % rassemblent des infractions à d'autres lois fédérales comme la Loi de l'impôt et la Loi de l'immigration (Thomas, 2008).

Au Québec comme au Canada, bien que les crimes de violence soient fortement médiatisés, les crimes contre les biens constituent la majorité des délits commis par les adolescents. Qui plus est, la majorité des jeunes arrêtés pour avoir commis des crimes de violence, sont accusés de voies de fait simple. Les voies de fait simple comptent pour 38 % des causes dans la catégorie des infractions contre la personne tandis que les voies de fait grave comptent pour 23 % des causes. Puis, les menaces représentent 14 % des causes dans cette catégorie d'infraction. Le vol qualifié atteint une proportion de 15 % et l'agression sexuelle représente une proportion de 5%. Finalement, en regroupant l'homicide et la

tentative de meurtre, on obtient une proportion inférieure à 1 % des accusations de crimes contre la personne entendues devant les tribunaux (Thomas, 2008).

Au-delà des prévalences, il est utile d'étudier les types de délits commis par un individu afin de déterminer si un profil de polyvalence ou de spécialisation prédomine chez les adolescents. Selon Carrington (2007), la spécialisation dans une forme de délit n'est pas caractéristique de la délinquance mais elle est plus courante chez les adultes que chez les adolescents. En effet, parmi une cohorte d'adolescents canadiens nés en 1987, la majorité (64,8 %) démontrait une versatilité dans les types de délits commis. Cet auteur a également établi un lien entre le nombre d'infractions et la polyvalence, en ce sens que plus un adolescent a commis de délits, plus il a de probabilités d'appartenir à la catégorie de délinquance « polyvalente ». Le Blanc (1999) soutient que les délinquants les plus actifs, qui commettent des délits contre les biens d'une certaine gravité sont, de façon générale aussi responsables de délits de violence. En ce sens, les adolescents violents sont également les plus délinquants et, selon cette prémisse, peu d'adolescents très délinquants ne sont pas violents et peu d'adolescents violents ne sont pas aussi délinquants. Les auteurs Loeber et Schmalin (1985) ont examiné la possibilité de catégoriser les jeunes délinquants dans différentes typologies en se basant sur la manifestation de certains comportements antisociaux, dont la commission d'infractions. Leurs résultats indiquent que les jeunes du groupe « versatile » impliqués à la fois dans des batailles et des vols commettent un nombre plus élevé de délits, ont davantage de contacts avec la police et ont un mode de vie délinquant plus marqué lorsque comparés aux jeunes « spécialisés » dans le vol ou la bagarre.

### **2.3 Type de mesures**

Au Canada, parmi les 34 065 causes ayant mené à une condamnation en 2006-2007, la peine la plus fréquemment imposée demeure la probation avec une proportion de 59 %. Au Québec, la situation est similaire puisque sur les 4761 causes ayant mené à une condamnation en 2006-2007, la majorité (67 %) résulte en une peine de probation. Les

autres peines dont, entre autres, la saisie et la présentation d'excuses représentent 34% des peines imposées au Canada et 36 % au Québec. Les travaux communautaires sont ordonnés plus fréquemment au Québec avec une proportion de 48 % comparativement à la moyenne nationale équivalent à 24 % des cas. Au Canada, la proportion des placements sous garde (17 %) dépasse celle du Québec puisque 11 % des jeunes québécois ayant eu une condamnation ont reçu une peine de garde. Finalement, la peine la moins souvent imposée au Canada et au Québec est l'amende avec des proportions de 6 % et 4 % respectivement. La somme des pourcentages des différents types de peines est supérieure à 100 % puisque plus d'une peine peut être ordonnée pour une même accusation. À cet effet, la majorité des causes (59 %) comptent plus d'une accusation (Thomas, 2008).

Les données analysées par le Centre canadien de la statistique juridique permettent de déterminer le type de mesure imposé pour chacune des catégories d'infraction pour l'année 2006-2007. D'abord, les infractions contre les biens ainsi que les infractions contre les personnes ont une répartition assez similaire quant aux mesures imposées. Ces catégories d'infraction ont donné lieu en majorité à une mesure de probation, en second lieu à une autre peine, comme par exemple, la saisie, la présentation d'excuses ou le remboursement, à des travaux communautaires en troisième lieu et à une peine de garde en dernier lieu. Puis, le défaut de se conformer à une ordonnance se conclut plus souvent par un placement sous garde que les autres catégories d'infractions (68 %). Les infractions liées à la drogue se soldent le plus souvent par une peine de probation (Thomas, 2008).

## **2.4 Caractéristiques sociodémographiques**

Certaines tendances se dégagent des données et nous permettent d'identifier quelles sont les principales caractéristiques sociodémographiques des jeunes canadiens comparaissant devant les tribunaux en 2006-2007. D'abord, les adolescents plus âgés comparaissent plus souvent devant les tribunaux que les adolescents plus jeunes. En effet, parmi les accusés comparaissant devant les tribunaux, les aînés sont représentés selon une plus forte proportion; 30 % avaient 17 ans, 26 % étaient âgés de 16 ans, 21 % avaient 15

ans et les jeunes de 14, 13, et 12 ans représentaient respectivement 13 %, 6 % et 2 % des causes (Thomas, 2008).

Les adolescents sont représentés d'une façon beaucoup plus marquée que les adolescentes puisque ces derniers représentaient 73 % des causes menées devant les tribunaux en 2006-2007 et ils prédominaient dans tous les groupes d'âges. Qui plus est, en considérant uniquement les causes avec condamnation, l'écart entre les deux groupes s'accroît car la proportion des adolescents s'élève à 81 % (Kong et AuCoin, 2008). Le traitement des adolescentes par le système pénal reflète un certain paternalisme puisque ces dernières font davantage l'objet d'interventions sous le couvert de la Loi de la Protection de la Jeunesse (LPJ) que sous la LJC ou la LSJPA. À cet effet, Lanctôt et Desai (2002) affirment que malgré qu'une attitude paternaliste à l'égard des adolescentes soit encore présente dans le système de justice qui intervient souvent en protection auprès des adolescentes contrevenantes, cette réalité repose également sur la nature des comportements adoptés par ces adolescentes qui requiert une intervention visant à les protéger. Les auteurs Kong et AuCoin (2008) rapportent qu'en 2003-2004, les placements sous garde des contrevenants reconnus coupables sont moins fréquents chez les adolescentes (16 %) que chez les adolescents (24 %) et sont, chez les adolescentes, d'une durée plus courte en moyenne, et ce, dans toutes les catégories d'infractions. Néanmoins, chez les adolescents et les adolescentes, la peine la plus souvent imposée demeure la probation avec 67 % et 65 % respectivement, suivie des peines autres, avec 38 % chez les deux groupes. Viennent ensuite les travaux communautaires avec 27 % chez les adolescents et 26 % chez les adolescentes, suivis du placement sous garde et finalement, de l'amende (5 % et 4 %).

Chez les adolescentes, le taux d'infractions augmente graduellement avec l'âge et atteint son point culminant à 15 ans pour ensuite diminuer tandis que chez les adolescents, le taux d'infractions culmine plutôt à 16 ans (Carrington, 2007; Kong et AuCoin, 2008). D'ailleurs, chez les adolescentes, le groupe d'âge le plus représenté est celui des 15-16 ans qui regroupe la moitié des accusations (Thomas, 2008). L'étude de Stevenson et ses

collaborateurs (1998) rapporte que malgré que les adolescentes soient moins souvent accusées que leurs homologues masculins, ces deux groupes sont généralement accusés de types semblables d'infractions. Toutefois, une différence dans la gravité relative des infractions a été identifiée. En 1997, l'infraction la plus courante était le vol de moins de 5000 \$, autant chez les adolescents (20 %) que chez les adolescentes (33 %), suivi du voies de fait simple chez les adolescentes (14 %) et de l'introduction par effraction chez les adolescents (16 %). Au troisième et quatrième rang des infractions les plus commises, les adolescentes ont été reconnues coupables, respectivement, du défaut de comparaître (9 %) et de l'introduction par effraction (6 %) tandis que chez les adolescents, le voies de fait simple (8 %) précède le méfait (7 %). Dans un autre ordre d'idées, le taux d'adolescentes inculpées d'infractions graves avec violence ainsi que de voies de fait simple a plus que doublé entre 1986 et 2005 mais demeure toutefois inférieur à celui des adolescents. Cette augmentation, qui suit la même tendance chez les adolescents que chez les adolescentes est attribuable à une hausse constante depuis le milieu des années 1980 jusqu'au début des années 1990 qui s'est ensuite stabilisée pour finalement enregistrer une baisse depuis 2002 suite à la mise en œuvre de la LSJPA (Kong et AuCoin, 2008).

La délinquance juvénile est un phénomène principalement masculin et la situation québécoise n'est pas différente à cet effet. Au Québec en 1993, 87 % des contrevenants étaient de sexe masculin. Pour leur part, les filles étaient accusées pour 9 % des crimes contre les biens, 13 % des crimes de violence et 14 % des autres crimes. La prostitution entre dans la catégorie des autres crimes et les filles représentent 50 % des accusés pour ce crime. Pour le reste, les principales infractions commises par les filles sont le vol à l'étalage, l'introduction par effraction, le recel et le voies de fait simple (D'Amours, 1995).

### 3. PORTRAIT DE LA CLIENTÈLE EN MONTÉRÉGIE

Au Québec, les responsabilités confiées au directeur provincial dans le cadre de la LSJPA sont exercées par les directeurs de la protection de la jeunesse (Centre jeunesse de la Montérégie, 2005). Selon l'article 82 de la Loi sur les Services de Santé et Services



sociaux, la mission d'un centre jeunesse est : « d'offrir dans la région des services de nature psychosociale, requis par la situation d'un jeune en vertu de la Loi sur la Protection de la jeunesse ou de la Loi sur les Jeunes contrevenants. » (Centre jeunesse de la Montérégie, 2005, p.4). Les centres jeunesse des différentes régions administratives sont responsables d'offrir les services découlant de l'application des mesures ordonnées sous la LSJPA. Chaque centre jeunesse emploie des délégués à la jeunesse responsables de l'évaluation et du suivi des adolescents ayant commis une infraction sous la LSJPA. De plus, cet organisme est également responsable d'offrir des services de réadaptation pour les jeunes ayant eu une sentence de placement sous garde, ouverte ou fermée. La Montérégie est la région la plus peuplée au Québec après Montréal en termes de jeunes âgés de 0 à 19 ans. Le bassin de population des jeunes en Montérégie s'élève à 338 000 ce qui représente environ 19 % de la population de jeunes au Québec (Les centres jeunesse du Québec, 2006).

Au 31 mars 2008, le CJM desservait un total de 1347 adolescents en vertu de la LSJPA, ce qui représente 21 % de sa clientèle. Parmi eux, 1097 adolescents de 12 à 18 ans recevaient des services uniquement en vertu de la LSJPA et 250 autres adolescents recevaient des services à la fois en vertu de la LSJPA et de la Loi sur la Protection de la Jeunesse (LPJ). En 2007-2008, 105 jeunes ont été hébergés dans un centre de réadaptation en vertu de la LSJPA, ayant eu une peine de garde fermée (n=79) ou ouverte (n=26). Ces données sur la clientèle desservie au CJM sous la LSJPA proviennent du rapport annuel produit par le CJM en 2008. Un portrait plus élaboré de la clientèle décrivant les caractéristiques sociodémographiques et le statut juridique des adolescents contrevenants a été effectué en 2000 et représente la réalité des jeunes desservis en 1998-1999 sous le couvert de la LJC (Belpaire, Lambert et Nadeau, 2000). Parmi l'ensemble des jeunes desservis en 1998-1999, 81 % étaient de sexe masculin. Les adolescents âgés de 17 ans, plus nombreux dans l'ensemble, représentaient 23 % de la population. Le groupe des 17 ans prédominait aussi chez les adolescents (24 %), alors que chez les adolescentes, c'est le groupe des 14 ans qui était majoritaire (22 %). Ces adolescents avaient commis en moyenne trois délits; en majorité des infractions contre les biens (71 %), suivies des

infractions contre la personne (14 %), des infractions relatives aux drogues (7 %), des non-respect d'ordonnance (4 %) ou des infractions appartenant à la catégorie autres (4 %). Près du tiers des adolescents (29 %) s'étaient vus ordonner une mesure de travaux communautaires, le quart (25 %) avait reçu une mesure de probation spécifique et 22 % une mesure de probation non spécifique. Une minorité (13 %) des adolescents avaient reçu une mesure de mise sous garde, qu'elle soit fermée (6 %), ouverte (4 %) ou discontinuée (3 %). Finalement, les autres jeunes avaient eu des mesures telles qu'une amende (5 %), un remboursement (1 %), tandis que les autres (5 %) avaient eu un renvoi, une indemnité ou une libération conditionnelle.

#### 4. CARACTÉRISTIQUES DU CONTEXTE DÉLICTUEL

Tel que présenté précédemment, l'avènement de la LSJPA a entraîné une diminution du recours à la mise sous garde, cette peine étant dorénavant réservée aux adolescents ayant commis une infraction de violence, aux multirécidivistes ou à ceux ayant commis un bris d'ordonnance. Ainsi, le portrait de la clientèle hébergée en centre de réadaptation est susceptible de s'être transformé en accueillant surtout des adolescents ayant commis des délits de violence grave. Un des moyens de mieux connaître cette clientèle consiste à documenter les caractéristiques entourant le passage à l'acte violent. Wilkinson et Fagan, (2001) soutiennent que les événements violents méritent une attention particulière étant donné qu'ils diffèrent des autres infractions criminelles. Ces événements se distinguent entre autres par le fait qu'ils impliquent une interaction entre deux ou plusieurs individus où il y a un échange verbal et des actions posées de part et d'autre. Dans le même ordre d'idées, en se basant sur l'analyse de l'événement, les chercheurs parviennent ainsi à identifier plusieurs éléments se rapportant à l'agresseur, à la victime et à l'infraction permettant ainsi de distinguer différents types d'actes criminels et les conséquences qui y sont rattachées (Miethe, McCorkle et Listwan, 2006).

Les recherches s'intéressant à la criminalité sous l'angle des « carrières criminelles », fournissent souvent des informations sur la prévalence des infractions dans la population, la

fréquence des délits chez les individus, ainsi que le commencement, la fin et la durée de la carrière criminelle. Toutefois, ces recherches négligent d'autres aspects importants liés à l'acte délictuel et tout aussi pertinents à l'avancement des connaissances et à la prévention du crime. En ce sens, certaines caractéristiques propres au contexte du passage à l'acte telles que le lieu, le motif de l'agression, le niveau de préparation, la méthode utilisée, la présence de complices et la sélection de la victime doivent être considérés (Farrington, 1992). Dans une étude longitudinale portant sur le passage à l'acte criminel de l'adolescence à l'âge adulte, les auteurs Kazemian et Le Blanc (2003) appuient leurs recherches sur l'analyse stratégique décrite par Cusson (1986). Ce dernier considère le délit comme étant un comportement rationnel, orienté vers un but et modulé selon les opportunités et la réponse de l'environnement. Cette approche s'intéresse davantage à l'acte qu'à l'accusé et permet de s'intéresser à des caractéristiques telles que la préparation, l'exécution, l'objectif visé et la sélection de la victime. Cette approche tente ainsi d'identifier dans quelles circonstances les tendances criminelles d'un individu se traduisent en actes délictuels (Cusson, 1986).

Bien que très peu d'études se soient penchées sur le contexte délictuel entourant le passage à l'acte des adolescents ayant commis des délits avec violence, des sondages de victimisation permettent de recueillir des informations sur cet aspect à travers les perceptions des victimes. Aux États-Unis, le FBI dispose d'un système d'information à l'échelle nationale (NIBRS) colligeant des informations concernant les crimes commis. L'« Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention » (OJJDP) utilise ces données pour dégager certaines tendances en ce qui a trait à la délinquance juvénile. Les auteurs McCurley et Snyder (2004) ont utilisé ces données afin de tracer un portrait des victimes de la délinquance juvénile aux États-Unis. Aussi, Stevensen, Tufts, Hendrick et Kowalski (1998) du Centre canadien de la statistique juridique ont publié un rapport traçant un profil de la justice pour les jeunes au Canada. Ce rapport comporte un chapitre traitant des victimes de la violence chez les jeunes. Ces données canadiennes proviennent du Programme révisé de déclaration uniforme de la criminalité (DUCII) pour l'année 1997 et nous informent non seulement sur les caractéristiques des victimes, mais aussi sur leur

relation avec l'agresseur et l'endroit où s'est produite l'agression. Les prochains paragraphes présentent les données colligées par ces auteurs en ce qui a trait à certaines caractéristiques du passage à l'acte. Les résultats de d'autres études traitant de ce sujet sont également rapportés.

#### **4.1 Âge des victimes**

Une étude effectuée sur l'ensemble des situations d'infractions avec violence déclarées à la police aux États-Unis révèle que 19 % des victimes d'actes de violence autres que l'homicide, l'ont été aux mains d'adolescents (McCurley et Snyder, 2004). Par ailleurs, les adolescents qui commettent des délits de violence s'en prennent généralement à d'autres jeunes. En effet, selon les données du Centre canadien de la statistique juridique, en 1997, 56 % des victimes de violence perpétrée par un adolescent étaient des adolescents, 34 % étaient des adultes majoritairement âgés entre 18 et 34 ans et 10 % étaient des enfants de moins de 12 ans. Les données américaines présentées par McCurley et Snyder (2004), corroborent les données canadiennes puisque selon eux, 62 % des victimes des crimes commis par un adolescent sont âgés de moins de 18 ans et 38 % sont des adultes. De plus, dans 38 % des situations, les adolescents qui se livrent à des délits violents s'en prennent à des victimes de leur âge. Qui plus est, la majorité des victimes de voies de fait grave aux mains d'adolescents, étaient des adolescents (42 %) ou des adultes (46 %).

#### **4.2 Sexe des victimes**

Les données de l'étude menée aux États-Unis par McCurley et Snyder (2004) révèlent que pour 92 % des victimes de sexe masculin âgées de moins de 18 ans, l'agresseur était également de sexe masculin. D'ailleurs, selon cette même étude, 54 % des victimes de crimes avec violence commis par des adolescents sont de sexe masculin. Au Canada, cette proportion est de 62 %. Le type d'infraction le plus fréquent est le voies de fait simple, et ce, tous genres confondus. En effet, parmi l'ensemble des hommes victimes de violence, 51 % ont subi un voies de fait simple alors que cette proportion s'élève à 57 %

chez les femmes victimisées. Pour les victimes de sexe masculin le voies de fait grave vient en second lieu (21 %) suivi du vol qualifié (17 %). Quant à elles, les victimes de sexe féminin sont plutôt susceptibles d'être victimes d'agressions sexuelles (16 %) et de voies de fait grave (13 %) (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998).

#### **4.3 Relation avec la victime**

Il appert selon l'étude menée par Stevenson et ses collaborateurs (1998) que la majorité (74 %) des victimes d'infractions avec violence perpétrée par un adolescent connaissent d'une façon quelconque l'agresseur. En effet, l'agresseur était une connaissance de la victime dans 57 % des cas, un membre de la famille (13 %), ou un ami intime (4 %). Les auteures Kong et AuCoin (2008) rapportent que 63 % des adolescents et 67 % des adolescentes reconnus coupables d'une infraction contre la personne avaient agressé des amis ou des connaissances plutôt que des inconnus ou des membres de la famille. Il demeure néanmoins que 26 % des victimes aux mains des adolescents ne connaissaient pas leur agresseur. Les résultats de Franke, Huynh-Hohnbaum et Chung (2002) vont dans le même sens en affirmant que les adolescents sont davantage susceptibles de se bagarrer avec des amis ou connaissances (49,8 %), qu'avec un étranger (31,3 %) ou des membres de leur famille (5,7 %). Quant à elles, les adolescentes se bagarrent le plus souvent avec des amis ou connaissances mais rapportent se bagarrer avec un membre de la famille en second lieu (20,2 %) et avec toute autre personne en dernier (9,2 %). Cette tendance semble indiquer que les filles ont davantage tendance à se bagarrer avec des personnes avec qui elles sont en relation. Par ailleurs, la propension à sélectionner des victimes inconnues augmente avec l'âge de l'agresseur ce qui suggère que durant l'adolescence, les agressions sont davantage situationnelles et impliquent plus souvent le choix d'une victime accessible dans l'entourage (Franke, Huynh-Hohnbaum et Chung, 2002; Kazemian et Le Blanc, 2004).

Dans le même ordre d'idées, la relation existant entre la victime et l'agresseur adolescent varie selon l'âge de la victime et le type d'infraction. En effet, tandis que les

victimes adolescentes et jeunes adultes étaient le plus souvent une connaissance de l'agresseur (78 % et 63 %), les adultes âgés de plus de 30 ans victimes de crimes violents commis par un adolescent étaient plus souvent qu'autrement un membre de la famille (55 %). Puis, parmi tous les crimes commis par des adolescents, les victimes de voies de fait grave sont généralement une connaissance (65 %), parfois un membre de la famille (19 %) et moins fréquemment un inconnu (4 %). En définitive, un membre de la famille était la victime dans 43 % des cas de voies de fait simple ou grave perpétrés par un adolescent (McCurley et Snyder, 2004).

#### **4.4 Motifs**

Miethe et Drass (1999) soutiennent que durant l'adolescence, les crimes sont souvent décrits comme étant commis de façon impulsive et spontanée, en réponse à une situation, et ce, particulièrement lorsque commis en groupe. Ils correspondent donc davantage à un type de délinquance opportuniste et ne sont pas de nature utilitaire. Malek, Chang et Davis (1998) se sont intéressés aux motifs à l'origine des bagarres chez les adolescents. Les raisons les plus souvent évoquées sont la présence de conflits amoureux, d'argent ou autres, suivi des bagarres résultant de la moquerie. Viennent ensuite la catégorie « sans raison », les motifs liés aux gangs et ceux liés à la vengeance. D'autres adolescents ont rapporté s'être bagarrés parce qu'ils se sont fait entraîner à le faire tandis que la raison la moins évoquée est le trafic de drogue. Certains de ces motifs ont été associés à d'autres facteurs tels que l'utilisation d'une arme ou des blessures graves. Les bagarres liées à la drogue sont celles où la proportion de blessures graves était la plus élevée, suivie des conflits amoureux, des conflits d'argent et des raisons liées aux gangs. Les délits liés au trafic de drogue étaient également ceux où la présence d'une arme était la plus fréquente, suivis des motifs en lien avec les gangs, des motifs d'influence des pairs, de vengeance, de conflits autres et de la catégorie « sans raison ».

#### 4.5 Lieu de commission de l'infraction

Les données colligées par Stevenson et ses collaborateurs (1998) révèlent que les infractions de violence perpétrées par un adolescent en tant qu'agresseur se déroulent le plus fréquemment dans un endroit public (35 %), dans une résidence privée (26 %), dans un établissement scolaire (22 %) ou dans un commerce (17 %). Évidemment, certains types de délits sont davantage associés à des endroits spécifiques. En effet, les agressions sexuelles et les homicides se déroulent davantage à l'intérieur de domiciles privés tandis que le vol qualifié (61 %), le voies de fait grave (38 %) et simple (32 %) sont plus susceptibles d'avoir lieu dans un endroit public. Par ailleurs, selon l'analyse de Franke et ses collaborateurs (2002) portant spécifiquement sur les bagarres, les adolescents et les adolescentes se bagarrent en premier lieu à l'école (42,8 %). Puis, les adolescents se bagarrent en dehors de l'école ou du voisinage en second lieu (27,9 %) et à la maison en dernier lieu (7,7 %), contrairement aux adolescentes qui se bagarrent à la maison en second lieu (23,1 %) et dans le voisinage en dernier lieu (9,2 %). Bien que l'école soit le lieu privilégié des bagarres, cette tendance tend à diminuer avec l'âge allant de 50,0 % au début du secondaire à 34,7 % à la fin du secondaire (Franke, Huynh-Hohnbaum et Chung, 2002). À cet effet, Malek, Chang et Davis (1998), rapportent que parmi les différents lieux où des bagarres ont été rapportées, celles se déroulant loin de l'école et de la maison, enregistrent une fréquence plus élevée d'utilisation d'une arme que dans les autres endroits.

#### 4.6 Utilisation d'une arme

Aux États-Unis, parmi tous les crimes répertoriés, ceux impliquant un adolescent contrevenant constituent 20 % de tous les crimes reliés aux armes. Les données américaines révèlent qu'une arme était impliquée dans 13% des agressions sexuelles, des vols et des voies de fait graves commis par un adolescent (McCurley et Snyder, 2004). Au Canada, en 2006, chez les contrevenants juvéniles une arme a été utilisée dans 20 % des affaires de violence (Taylor-Butts et Bressan, 2008). Toutefois, en éliminant le voies de fait simple de l'ensemble des infractions de violence, la proportion de causes où une arme était présente

passé de 19 % à 41 % (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998). Parmi les événements impliquant une arme, les couteaux étaient utilisés près de la moitié du temps (48 %), suivis des objets contondants (29 %) et des autres objets tranchants ou pointus (10 %) tandis que les armes à feu étaient présentes dans 13 % des infractions armées (Savoie, 1999). Selon, Malek, Chang et Davis (1998) l'utilisation d'une arme blanche pour menacer ou blesser le rival caractérise 23 % des bagarres impliquant des jeunes du secondaire, tandis que les armes à feu sont présentes et utilisées pour blesser ou menacer dans 6 % des bagarres. Les infractions pour lesquelles une arme avait été utilisée impliquaient généralement des adolescents plus âgés, c'est-à-dire entre 15 et 17 ans (Taylor-Butts et Bressan, 2008).

#### **4.7 Blessures physiques**

En 1997 au Canada, 5 % des victimes de violence aux mains d'un adolescent ont subi des blessures graves nécessitant des soins médicaux, 47 % ont subi des blessures mineures et 49 % n'ont déclaré aucune blessure (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998). Le portrait fourni par McCurley et Snyder (2004) révèle que les événements dans lesquels une arme à feu avait été utilisée, ont engendré des blessures chez 23 % des victimes, comparativement à 43 % de victimes blessées dans des événements pour lesquels aucune arme à feu n'était impliquée. Finalement, les bagarres où une arme était présente sont associées aux événements ayant entraîné des blessures graves (Malek, Chang et Davis, 1998).

#### **4.8 Présence de complices**

Les données cumulées par McCurley et Snyder (2004) révèlent que les crimes de violence impliquant plus d'un adolescent représentent environ le tiers (32 %) des délits de violence. Parmi les délits de violence impliquant plus d'un agresseur, 17 % comptent deux ou plusieurs adolescents, tandis que 15 % des événements concernent au moins un adolescent agissant en complicité avec un ou plusieurs adultes. Bien que les délits commis



en groupe représentent une proportion considérable de tous les délits, les infractions contre la propriété sont presque deux fois plus souvent commises en groupe (McCurley et Snyder, 2004). Les infractions en groupe seraient davantage un phénomène de l'adolescence puisque la présence de complices diminue avec l'âge de l'adolescence à l'âge adulte. De plus, lorsqu'il y a présence de complices, le nombre de personnes impliquées diminue également avec l'âge. Finalement, les adolescents ont tendance à s'associer à des partenaires du même âge (Kazemian et Le Blanc, 2004; Le Blanc et Fréchette, 1991). En définitive, malgré le fait que les gangs encouragent dans certains cas le recours à de multiples complices pour perpétrer une infraction, le fait d'appartenir ou de fréquenter un gang n'est pas associé à la présence des complices lors d'infractions (Kazemian et Le Blanc, 2004).

#### **4.9 État d'intoxication**

L'état d'intoxication de l'agresseur peut avoir un effet sur le niveau de violence utilisé dans le passage à l'acte et ce, à cause de l'effet désinhibant de l'alcool et de la drogue. En ce sens, Kazemian et Le Blanc (2004) rapportent que l'état d'intoxication lors du passage à l'acte est beaucoup plus associé aux infractions de violence qu'aux infractions contre les biens. Le Blanc et Fréchette (1991) affirment que le degré d'intoxication durant le passage à l'acte augmente graduellement du début de l'adolescence jusqu'à l'âge adulte. Qui plus est, les adolescents qui consomment de l'alcool sont plus à risque de prendre part à un événement de violence que les adolescents sobres. À cet égard, l'alcool aurait un effet plus marqué chez les adolescents ayant déjà une propension à la violence (Felson, Teasdale et Burchfield, 2008). La consommation d'alcool et de drogue lors de la commission d'une infraction a été associée à un type de passage à l'acte désorganisé qui se caractérise entre autres par la recherche du plaisir et de sensations fortes, la présence du groupe de pairs et peu de planification (Kazemian et Le Blanc, 2004). Finalement, l'intoxication comme motif à l'origine d'une bagarre est fortement liée à l'utilisation d'une arme et des blessures graves (Malek, Chang et Davis, 1998).

## 5. PROFIL DES ÉVÉNEMENTS

Considérant que l'étude simultanée de plusieurs caractéristiques du passage à l'acte pour une variété d'infractions demeure indispensable à la description et éventuellement à la compréhension des dynamiques sous-jacentes au passage à l'acte, les auteurs Kazemian et Le Blanc (2003) ont analysé les formes et les trajectoires du passage à l'acte criminel de l'adolescence à l'âge adulte. Les données analysées proviennent d'une étude longitudinale menée auprès d'un échantillon d'adolescents judiciairisés ayant comparu devant le Tribunal de la jeunesse au cours des années 1974-1975. Les informations sur les caractéristiques du passage à l'acte ont été recueillies dans le cadre d'entrevues structurées. L'analyse factorielle effectuée a permis de distinguer deux principaux « modus operandi ». D'abord, le mode de passage à l'acte « organisé » regroupe des jeunes ayant un degré de préparation important. Ces derniers utilisent des instruments pour parvenir à leurs fins, ont des motivations davantage utilitaires, agissent avec un nombre limité de complices et ciblent des victimes inconnues. Par ailleurs, le mode de passage à l'acte « désorganisé » se caractérise par une prédominance de motifs hédonistes. Ces derniers sont peu préparés et utilisent moins souvent des instruments que les adolescents de l'autre groupe. De plus, ces jeunes agissent davantage sous l'influence de drogues ou d'alcool et sont accompagnés d'un groupe de complices, mais, tout comme le type « organisé », ils s'en prennent aussi à des victimes inconnues.

## 6. PROBLÉMATIQUE

Les transformations législatives des dernières années sont susceptibles d'avoir engendré des changements sur le type de clientèle désormais desservie par les centres jeunesse. Afin d'adapter les services offerts à cette population, cette organisation a besoin de connaître le profil des adolescents contrevenants qu'elle dessert. Il importe donc non seulement de décrire la clientèle desservie selon différentes caractéristiques telles que l'âge, le sexe, le type d'infraction et les mesures imposées mais aussi d'identifier ce qui caractérise au point de vue socio-judiciaire les adolescents ayant commis des infractions

avec violence, susceptibles d'être davantage représentés dans les services à intensité plus élevée. La réalisation d'un portrait, basé sur des données provenant du CJM permettra de mesurer l'ampleur de cette problématique et de décrire les caractéristiques de cette clientèle et ainsi fournir des données spécifiques et actuelles permettant de mieux cibler les besoins et d'ajuster les services de cet établissement à la lumière des informations rapportées.

Par ailleurs, une compréhension approfondie de la problématique de la violence chez la clientèle adolescente desservie dans les centres jeunesse nécessite bien plus qu'une description de la clientèle en termes de types de délits commis et de mesures imposées. Pour ce faire, plusieurs avenues peuvent être envisagées. Dans le cadre de cette étude, l'objet d'analyse est centré sur les éléments propres au contexte de l'événement de violence. Il apparaît essentiel de percevoir le passage à l'acte comme un processus, en reconnaissant qu'il prend place dans un environnement aux multiples facteurs. Il importe donc de tenir compte des circonstances entourant l'acte, telles que la sélection de la cible, le degré de préparation, la motivation, l'utilisation d'armes, le recours à l'intimidation, l'intoxication et la présence de complices, plutôt que de se limiter à une compréhension basée uniquement sur l'infraction qui ne considère que le type de délit (Drass et Miethe, 2001; Kazemian et Le Blanc, 2003; Meier, Kennedy et Sacco, 2001).

## **6.1 Analyse critique des écrits**

Les différentes études recensées traçant un portrait de la délinquance au Canada présentent des statistiques et des prévalences à l'échelle nationale et des données parcellaires pour les provinces. Par ailleurs, tel que démontré, la situation du Québec en matière de délinquance juvénile se distingue du reste du Canada. La délinquance en Montérégie risque d'avoir ses caractéristiques propres, en partie dû à son mélange de centres urbains importants situés près d'une grande métropole mais juxtaposés à des banlieues et à des villes rurales. Toutefois, le portrait de la clientèle actuellement disponible au CJM permet seulement de représenter la réalité des jeunes desservis sous la LJC en 1998-1999, limitant ainsi l'utilisation de ces données pour les besoins actuels de gestion et

de développement des programmes et services. De plus, étant donné la nature des données colligées, le type d'analyses effectuées dans ce portrait et le différent cadre légal d'intervention de l'époque, il est difficile d'effectuer certaines comparaisons avec des données plus récentes. Actuellement, aucune information n'est disponible par rapport au portrait de la clientèle desservie au CJM sous la LSJPA. Face à ce constat, l'établissement désire pallier à ce manque en effectuant, dans le cadre de l'évaluation d'implantation du programme d'intervention en délinquance et de l'élaboration de l'offre de service, un portrait global de la population desservie en vertu de la LSJPA au CJM.

Dans un autre ordre d'idées, la plupart des études qui se sont penchées sur les caractéristiques du passage à l'acte n'ont généralement considéré qu'une seule caractéristique et ce, pour un type d'infraction. Par exemple, Felson, Teasdale et Burchfield (2008) se sont penchés sur le lien entre la commission d'un acte de violence et l'état d'intoxication. D'autres auteurs s'étant intéressés à la violence chez les adolescents (Franke, Huynh-Hohnbaum et Chung, 2002; Malek, Chang, et Davis, 1998) ont basé leurs études sur les caractéristiques propres aux adolescents s'engageant dans des batailles excluant ainsi les autres types d'infraction de violence. Finalement, les autres études recensées (Kong et AuCoin, 2008; McCurley et Snyder 2004; Stevensen, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998; Taylor-Butts et Bressan, 2008) rapportent de façon descriptive des statistiques et des prévalences sur certains facteurs propres au contexte des infractions commises par des adolescents sans toutefois étudier si certaines tendances ou profils pourraient être identifiés. Constatant les lacunes des études disponibles, Kazemian et Le Blanc (2004) ont analysé les formes et les trajectoires du passage à l'acte criminel de l'adolescence à l'âge adulte en observant plusieurs éléments à la fois, permettant ainsi de tracer deux profils distincts de passages à l'acte. Toutefois, cette étude s'est intéressée au passage à l'acte délictueux de plusieurs types de délits, plutôt que de s'intéresser à un type de délit de manière plus spécifique.

## **6.2 Objectifs de l'étude**

L'objectif général de cette recherche est de décrire les caractéristiques socio-judiciaires de la clientèle desservie sous la LSJPA au CJM, en ciblant particulièrement les adolescents ayant commis des infractions graves contre la personne. Le premier objectif spécifique consiste à tracer un portrait de l'ensemble de la clientèle desservie au CJM en vertu de la LSJPA, et ce, en décrivant les caractéristiques sociodémographiques ainsi que le statut juridique de ces adolescents. Ensuite, le second objectif spécifique vise à vérifier si les adolescents recevant des services en raison de la commission d'un délit de violence grave se distinguent de la clientèle desservie sous la LSJPA n'ayant pas commis de délit de violence grave, et ce, si on les compare en termes d'âge, de sexe, de type et de durées de mesures imposées. Finalement, le dernier objectif spécifique consiste à décrire le contexte du passage à l'acte des infractions graves avec violence commises par les adolescents et d'identifier des profils d'événements.

## **6.3 Pertinence scientifique et sociale de l'étude**

La délinquance juvénile entraîne des coûts financiers importants. En effet, le Ministère de la Santé et des Services sociaux a dépensé 601,4 millions pour les jeunes en difficulté en plus des sommes administrées par le Ministère de la Justice et de la Sécurité publique et des dépenses municipales (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 1992). On estime que la mise sous garde d'un jeune contrevenant au Québec implique une dépense annuelle d'environ 94 000 dollars (Marcotte et Cloutier, 2002; Perreault, 1995). En considérant que la LSJPA ait eu un impact sur le type de clientèle desservie par les services de réadaptation en internat responsables de la garde ouverte et fermée, il importe d'élaborer des programmes spécifiques à la problématique de la violence.

Une meilleure connaissance des caractéristiques socio-judiciaires de la clientèle délinquante desservie au CJM permettra d'ajuster les services en conséquence. En ce sens, le fait de décrire la clientèle desservie selon des caractéristiques telles que le sexe, l'âge, les

mesures imposées et la durée de ces mesures sera très pertinent au point de vue administratif. Cette étude fournira à l'établissement, des données permettant de tracer le profil des jeunes se retrouvant dans les différentes intensités de services liées aux mesures imposées et permettra ainsi d'orienter l'offre de services en termes d'effectifs et de gestion des ressources de réadaptation, en fonction des besoins identifiés par ce portrait..

Par ailleurs, cette étude présente également une certaine utilité sur le plan clinique. En effet, si les conséquences anticipées de la LSJPA s'avèrent exactes, les centres de réadaptation doivent désormais ajuster les programmes d'intervention à cette nouvelle réalité. Afin de répondre au mandat de protection de la société, ils devront adapter leurs services pour favoriser la réadaptation d'une clientèle potentiellement plus importante de jeunes aux prises avec une problématique de violence, tout en considérant que la durée d'intervention sera limitée par la réduction des durées de garde. Qui plus est, si certains adolescents qui se retrouvaient auparavant en mise sous garde purgent désormais leur sentence dans la communauté, les programmes offerts à cette clientèle devront aussi être révisés pour favoriser la réadaptation de cette nouvelle clientèle. Ces ajustements devront donc tenir compte du fait que l'intervention prend place dans un contexte de mesures moins contraignantes et donc, où l'intensité de service s'actualise différemment qu'elle ne l'était au moment où les programmes d'intervention ont été développés. En ce sens, en documentant les types d'infractions commises par les adolescents contrevenants selon le sexe et l'âge, cette étude permettra de mieux représenter les types d'agir délinquants manifestés par la clientèle desservie. Bien que la recension des écrits fournisse certaines informations sur les tendances canadiennes au sujet de la délinquance juvénile, des informations propres au Québec et plus spécifiquement à la région montréalaise représentent des données pertinentes à considérer pour l'établissement.

Dans un même ordre d'idées, il sera utile sur le plan clinique et administratif d'identifier si les adolescents reconnus coupables d'infractions de violence grave se distinguent de ceux n'ayant pas commis ce type de délit. Tout d'abord, le fait de documenter l'ampleur de la problématique de violence parmi la clientèle permettra

d'envisager la nécessité de développer des ressources nécessaires pour répondre aux besoins de réadaptation de ces jeunes mais aussi au mandat de protection de la société auquel cet établissement doit également répondre. De plus, ce portrait comparatif permettra d'identifier ce qui caractérise ces jeunes en termes d'âge, de sexe, de fréquence et de variété de l'agir délictuel. Puis, les données recueillies visent également à représenter la réalité d'intervention en termes de type, de variété et de durées des mesures. Ces données sont essentielles dans l'élaboration de programmes d'intervention basée sur une évaluation des besoins, favorisant la considération des caractéristiques de la clientèle et de l'intervention pour construire un modèle réaliste.

Finalement, une meilleure compréhension du contexte dans lequel ces adolescents ont commis une infraction de violence permettra de documenter si les agir délictuels violents des adolescents contrevenants se caractérisent par certains éléments. Plusieurs auteurs soutiennent qu'une meilleure compréhension du contexte entourant les événements impliquant de la violence chez les adolescents permettra une meilleure compréhension de cette problématique et contribuera à orienter les efforts de prévention et d'intervention (Franke, Huynh-Hohnbaum et Chung, 2002; Kazemian et Le Blanc, 2003). Cette étude permettra donc l'exploration des profils de « modus operandi » et ainsi d'identifier s'il existe des caractéristiques communes propres au contexte des différents passages à l'acte violents des adolescents.

Sur le plan scientifique, d'après Farrington (1992), les recherches existantes regroupent ensemble toutes sortes de crimes et cet auteur est d'avis que les recherches futures devraient étudier les délits séparément, de façon plus spécifique. D'autres affirment que davantage de recherches sont nécessaires sur la violence chez les jeunes, et particulièrement des études permettant de distinguer les adolescents commettant des délits de violence des délinquants non violents (Hawkins, Herrenkohl, Farrington, Brewer, Catalano, Harachi et Cothorn, 2000). La présente étude va dans le sens des recommandations de ces auteurs.

## DEUXIÈME CHAPITRE

### MESURES ET MÉTHODES

#### 1. MÉTHODOLOGIE

##### 1.1 Participants

Un échantillon de jeunes a été formé à partir de la population de tous les jeunes contrevenants desservis par le CJM au 1er avril 2008 (N=1076). Étant donné que l'objectif de l'étude est de décrire la population recevant des services au CJM suite à l'ordonnance d'une mesure en vertu de la LSJPA, les adolescents en évaluation et en attente de recevoir une mesure ou non ont dû être exclus de l'échantillon. Pour ce faire, certains critères de sélection ont été appliqués à la population totale de jeunes desservis au CJM en vertu de la LSJPA. Les adolescents et adolescentes retenus devaient être non autochtones, être âgés entre 12 et 21 ans et s'être vus imposés une sanction extrajudiciaire ou une peine spécifique donnant lieu à une ou des mesures en vertu de la LSJPA. Le choix de la date du 1er avril est arbitraire et repose sur la stratégie et la date de début de cueillette des données. En effet, la requête informatique utilisée pour colliger les données est construite de façon à pouvoir considérer tous les usagers recevant un service à une date donnée, traçant ainsi un portrait à une date fixe plutôt que de considérer tous les individus suivis dans une année par exemple.

Ainsi, suite à l'application des critères de sélection, 39 autochtones, 7 adultes âgés de plus de 21 ans et 417 adolescents ou adolescentes recevant un service en vertu de la LSJPA (évaluation-orientation, suivi avant prononcé de peine) mais n'ayant pas encore de mesure active ont été exclus de l'échantillon. La taille de l'échantillon final est de 613 sujets âgés de 12 à 21 ans qui, suite à l'imposition d'une mesure en vertu de la LSJPA, reçoivent un service du CJM et ont été identifiés comme correspondant à ces critères à l'aide des données colligées par l'établissement.



## 1.2 Source des données

L'échantillon initial a été généré à partir des données colligées à l'intérieur du système informatique du CJM. Ce système portant l'appellation « Système clientèle jeunesse » a été implanté dans l'ensemble des centres jeunesse de la province suite à l'implantation du « Projet Intégration Jeunesse » souvent désigné sous l'acronyme « PIJ ». Au CJM, ce système a été implanté en avril 2003, date à partir de laquelle toutes les informations concernant l'utilisateur devaient désormais être directement saisies à l'intérieur du dossier informatique délimité par PIJ. Certaines informations concernant les services pré-implantation ont été transférées dans le système tandis que d'autres, datant d'avant l'implantation du système PIJ, sont conservées aux archives. Néanmoins, les données nécessaires à cette étude sont dorénavant toutes disponibles à travers le système PIJ.

Ce système permet la saisie de toutes les informations concernant l'utilisateur. On y retrouve des informations se rapportant aux caractéristiques sociodémographiques telles que le sexe, la date de naissance, la fratrie et le lieu de résidence. De plus, toutes les informations relatives aux services en cours et aux services reçus antérieurement sont également disponibles ainsi que les dates de début et de fin de services et par conséquent, la durée. Pour la clientèle LSJPA, les données relatives au type d'infraction, à la date de commission et aux antécédents sont également disponibles. Finalement, les données relatives aux peines imposées sont aussi colligées à cet endroit. Ce système informatique a l'avantage d'offrir la possibilité de générer des bases de données regroupant l'ensemble des informations disponibles à une date donnée, et ce, pour chaque jeune de l'échantillon.

De plus, ce système d'exploitation donne également accès aux différents rapports ordonnés par la cour et versés au dossier. Ainsi, parmi le sous-groupe d'adolescents ayant commis une infraction de violence, il a été possible d'identifier ceux pour qui un rapport prédécisionnel (RPD) avait été rédigé. Le RPD est une évaluation ordonnée par le tribunal pour adolescents et sa réalisation est confiée au directeur provincial qui mandate un délégué à la jeunesse pour sa rédaction (Ministère de la Santé et des Services sociaux,

2004). Le recours à ce type d'évaluation demeure donc à la discrétion du juge qui, selon les recommandations de la couronne, ou selon son propre jugement, considère que ce type d'évaluation sera pertinent à la démarche de détermination de la peine. Ainsi, ce rapport n'est pas fait automatiquement dans tous les dossiers. Par exemple, cette démarche pourrait ne pas être répétée pour certains jeunes récidivistes pour lesquels un RPD avait été rédigé pour d'autres accusations portées par le passé. Puis, il arrive que certains RPD soient livrés de façon verbale et ne sont donc pas disponibles pour consultation sous une forme écrite. Ce rapport vise à décrire la nature de l'accusation et les éléments se rapportant au contexte entourant le délit. Il comporte également une évaluation du jeune et de son milieu, une description du portrait différentiel de l'adolescent et des facteurs de risque auxquels il est confronté. Ce rapport doit prendre en considération le point de vue des victimes et conclure en émettant des recommandations concernant la décision de détermination de peine (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2004).

Les informations concernant la description du contexte du passage à l'acte, ont été recueillies dans les rapports prédécisionnels des adolescents concernés. Il s'agit donc pour ce dernier objectif d'une analyse de contenu des données disponibles. Pour ce faire, une grille de codification a été élaborée. Les informations contenues dans cette grille sont présentées dans la section décrivant les variables.

### **1.3 Variables**

#### **1.3.1 Variables socio-judiciaires**

Afin de colliger les informations nécessaires à l'élaboration du portrait de clientèle une base de données rassemblant toutes les informations descriptives a été élaborée. Pour chacun des sujets de l'échantillon, différentes variables ont été utilisées. D'abord, pour les caractéristiques sociodémographiques, l'âge et le sexe ont été traités. Pour la variable « âge », les valeurs extrêmes ont été recodées. Ainsi, les adolescents âgés de 12 ans ont été recodés à 13 ans et ceux de plus de 19 ans ont été recodés à 19 ans. Pour ce qui est du statut

juridique de ces adolescents, une description du profil général a été élaborée en fonction de différentes variables. D'abord, le type d'infraction pour lequel l'adolescent a reçu une mesure ou une sanction a été déterminé à partir de la liste exhaustive de toutes les infractions dont l'adolescent a été reconnu coupable<sup>1</sup> et pour lesquelles une mesure ou une sanction a été imposée. Afin de présenter un profil descriptif plus global, les infractions ont été regroupées selon les catégories identifiées par l'Institut canadien de la statistique juridique. Ces catégories sont les infractions contre la personne, les infractions à caractère sexuel, les infractions contre les biens, les infractions contre l'administration de la justice, les infractions relatives aux drogues, les infractions relatives aux armes, les infractions de la route, et les infractions autres. Les délits ayant mené à un service sont décrits selon les paramètres suivants : la fréquence des délits c'est-à-dire le nombre de délits commis pour chaque catégorie et au total ainsi que la variété des délits, c'est-à-dire le nombre de catégories de délits différents.

Puis, à l'intérieur de la description du statut juridique de ces jeunes, la « mesure imposée » est également étudiée. Pour chaque adolescent, le nombre de mesures imposées a été déterminé selon chaque type de mesure. Les différentes mesures imposées peuvent être regroupées en trois grandes catégories. D'abord, les adolescents pour lesquels le dossier est non judiciairisé ont reçu des sanctions extrajudiciaires. Puis, les adolescents dont le dossier a été judiciairisé se retrouvent dans la catégorie des peines dans la communauté ou des peines de garde. Les peines dans la communauté regroupent les mesures de peines spécifiques, de probation avec suivi, de probation sans suivi, de placement différé, de poursuite de la surveillance ou de Programme d'Assistance et de Surveillance Intensive (PASI). Finalement, les peines de garde regroupent les peines de mise sous garde et de surveillance, les peines de garde fermée, de garde ouverte et de placement discontinu. En plus de la fréquence des mesures, la variété des mesures a été considérée comme variable à l'étude. Finalement, la « durée de la peine » est également considérée et calculée en nombre de jours, pour chaque type de mesure.

---

<sup>1</sup> Les adolescents ayant reçu des sanctions extrajudiciaires n'ont pas été reconnus coupables d'un ou plusieurs délits, ils ont plutôt reconnu leur responsabilité. Néanmoins, afin d'alléger le texte, l'expression « reconnus coupables » sera utilisée autant pour les adolescents judiciairisés que pour ceux en sanctions extra-judiciaires.

### 1.3.1 Identification des adolescents ayant commis un délit de violence grave

Afin de répondre au second objectif de cette recherche, portant spécifiquement sur les adolescents ayant commis un délit de violence grave, des sous-groupes ont été créés en fonction du type de délit commis par chacun des adolescents. Pour ce faire, quatre groupes ont été créés à partir de la population initiale. Le type d'infraction commise représente le critère d'inclusion principal. Les infractions retenues comme appartenant à la catégorie des délits de violence grave sont le meurtre et l'homicide, la tentative de meurtre, l'infliction de lésions corporelles, le vol qualifié, l'enlèvement, la prise d'otages et la séquestration, l'extorsion et le voies de fait de niveau 2 (armée ou causant des lésions corporelles) et de niveau 3 (grave). Il est important de mentionner que le voies de fait simple, bien qu'il s'agit d'une infraction de violence, ne sont pas considérés comme appartenant à la catégorie des délits de violence grave afin de rassembler uniquement les jeunes ayant commis les infractions de violence les plus graves. De plus, les agressions sexuelles, bien qu'il s'agisse également d'une infraction de violence, ne sont pas considérées dans ce sous-échantillon. À cet effet, des études comparant le profil des adolescents agresseurs sexuels et des délinquants violents rapportent certaines différences sur le plan des caractéristiques personnelles de ces deux groupes d'adolescents (Le Blanc et Lapointe, 1999; Lafortune, 2001). En tout, 43 adolescents avaient été reconnus coupables d'infractions à caractère sexuel et ont donc été exclus sur la base de ce critère.

Le premier groupe est formé d'adolescents n'ayant commis aucune infraction de violence et compte 342 jeunes. Le second groupe inclut tous les jeunes ayant été reconnus coupables d'un voies de fait mais n'ayant pas commis de délit de violence grave (n=179). Le troisième groupe est constitué de jeunes ayant commis un délit de violence grave mais pas de voies de fait (n=46) alors que les jeunes du quatrième groupe ont commis à la fois un délit de violence grave et un voies de fait (n=46). Au total, c'est donc 92 jeunes qui ont été reconnus coupables d'une ou plusieurs infractions de violence et l'analyse des variables du contexte du passage à l'acte portera sur les infractions commises par ces adolescents.

### 1.3.2 Variables du contexte du passage à l'acte

Élaboré à l'aide d'un guide de rédaction précis, chaque RPD est susceptible de contenir le même genre d'information. On y retrouve des informations telles que le motif de référence et les sources d'informations consultées pour la rédaction du rapport. Une section couvre la conduite délictueuse et inclut des éléments tels que la délinquance actuelle de l'adolescent, sa perception et son attitude par rapport aux délits, la perception et les attentes de la victime, la délinquance antérieure et l'analyse de l'activité délictueuse globale. Une autre section porte sur les aspects psychosociaux et inclut des informations portant sur le milieu familial, le milieu scolaire, le travail, les relations et activités sociales, la consommation de drogue ou d'alcool et l'analyse de l'adaptation sociale. Finalement, la dernière section porte sur le niveau d'engagement dans la délinquance, le risque de récidive, la réceptivité à l'intervention et les recommandations (Ministère de la Santé et des Services sociaux, 2004). Pour les besoins de cette recherche, les parties du rapport traitant de la délinquance actuelle de l'adolescent, de sa perception face au délit et des aspects victimologiques ont été utilisés. Elles décrivent entre autres, la nature et la gravité de l'infraction en cause, les circonstances entourant cette infraction, la préméditation et la planification, la complicité, la reconnaissance de responsabilité ainsi que l'évaluation par la victime des torts causés par l'infraction.

Les données contenues dans le RPD pertinentes à cette étude ont été colligées à l'aide d'une grille. Cette grille de codification fut d'abord pré-testée sur différents dossiers jusqu'à sa version finale (Annexe 1). Ensuite, la technique de l'accord inter-juges a été utilisée où deux évaluateurs indépendants ont utilisé la grille jusqu'à l'obtention d'un accord inter-juges équivalent à 80 %. Une fois ce seuil atteint, la collecte de données a été effectuée dans les rapports à l'aide de la grille.

Tous les RPD rédigés pour les adolescents ayant été reconnus coupables d'infractions de violence ont été consultés. Parmi les 92 adolescents concernés, 28 avaient au moins un RPD portant sur le délit de violence, neuf adolescents en avaient deux et deux adolescents

en avaient trois, pour un total de 39 adolescents; 36 garçons et 3 filles et de 52 événements répertoriés. Étant donné que 11 adolescents avaient commis plus d'une infraction de violence pour lesquelles des RPD étaient disponibles, l'unité d'analyse est l'événement ( $n=52$ ) et non pas les adolescents impliqués dans ces événements ( $n=39$ ). Parmi les 53 adolescents ayant commis une infraction de violence mais pour lesquels aucun RPD n'était disponible pour le délit en cause, la plupart ( $n=42$ ) n'avaient aucun RPD au dossier tandis que les autres avaient un RPD au dossier mais ce RPD ne concernait pas le délit en cause ( $n=11$ ). Les analyses effectuées afin de déterminer si les adolescents pour lesquels un RPD était disponible et ceux pour lesquels il n'y avait pas de RPD au dossier pour le délit de violence en cause, ont révélé certaines différences. À l'exception du genre pour lequel aucune différence n'a été observée entre les deux groupes, les 39 adolescents dont un RPD a pu être analysé sont significativement plus âgés que ceux n'ayant pas de RPD, ils ont commis un plus grand nombre et une plus grande variété de délits et ils se sont vus imposés un plus grand nombre et une plus grande variété de mesures. De plus, ceux ayant un RPD au dossier sont plus nombreux à avoir commis, en plus d'un délit de violence grave, un délit de la route, un délit contre la personne ou un délit contre l'administration de la justice. Ces différences révèlent une délinquance plus sévère pour le groupe où un RPD était disponible. En ce sens, les différences s'expliquent probablement par le fait qu'un RPD soit davantage ordonné chez les adolescents récidivistes, afin d'évaluer leur type de délinquance et de recommander une intervention en conséquence.

Les variables servant à décrire le contexte du passage à l'acte des infractions de violence grave sont les suivantes. D'abord, le « lieu » de commission de l'infraction a été catégorisé selon que l'agression ait eu lieu dans une résidence privée, un espace public intérieur comme un centre de loisir, un établissement scolaire, un espace public extérieur comme un parc ou la voie publique ou un centre de réadaptation. Le moment de la journée y est inscrit selon que l'événement ait eu lieu durant le jour, le soir ou la nuit. Ensuite, le fait de perpétrer l'infraction seul ou avec un ou plusieurs complices est considéré. L'appartenance ou non à un gang a également été déterminée. L'état d'intoxication préalable à l'infraction est déterminé à l'aide de catégories variant de « non intoxiqué » à

intoxiqué à l'alcool, aux drogues douces ou aux stupéfiants. La préméditation de l'agression se divise en trois catégories allant de non préméditée à une préparation modeste ou élaborée. De plus, l'utilisation d'une arme durant l'infraction a également été considérée selon que ce soit une arme blanche, une arme à feu ou aucune arme utilisée. Finalement, le motif du passage à l'acte correspond soit à la catégorie « vol », « conflits, bagarres », « règlement de compte », « intimidation » ou « réaction à une contrainte, à un refus ».

Ensuite, les informations concernant la victime sont divisées selon l'âge (adolescent ou adulte) et le sexe de la victime et selon le nombre de victimes. Puis, la relation avec la victime a été qualifiée comme appartenant à la catégorie « membre de la famille », « amis », « entourage », « personne en autorité » (différente d'une figure parentale) et « inconnu ». Par ailleurs, les blessures causées à la victime et à l'agresseur varient d'« aucune blessure », à « blessures mineures », « blessures importantes » et « blessures majeures ». Finalement, la réaction de la victime appartient soit à la catégorie « neutre », « pardon », « peur », « colère », « désir de vengeance » ou « séquelles psychologiques ». La réaction de l'agresseur vis-à-vis de l'infraction est qualifiée comme ayant des remords et un désir de réparation, une reconnaissance des faits, la projection du blâme sur autrui, la non-reconnaissance ou la satisfaction.

#### **1.4 Stratégies d'analyse**

Afin de tracer un portrait de la clientèle desservie sous la LSJPA au CJM, les caractéristiques socio-judiciaires de ces adolescents sont d'abord décrites sous forme de pourcentages ou de moyennes. Aussi, des analyses comparatives sont effectuées à l'aide de Chi-carrés ou de tests de différences de moyennes pour révéler certaines tendances au niveau de l'âge et du sexe. Ensuite, les adolescents ayant commis un délit de violence grave sont comparés aux adolescents n'ayant commis aucun délit contre la personne, aux adolescents ayant commis un voies de fait mais pas de délit de violence grave et aux adolescents ayant commis un voies de fait et un délit de violence grave. Pour ce faire, des analyses de variance, avec comparaison à postériori (post hoc) ont été effectuées.

La description du contexte du passage à l'acte est présentée sous forme de prévalences pour chacune des variables à l'étude. Par ailleurs, des analyses de classes latentes ont été effectuées afin d'identifier si des profils d'événements se dessinaient à partir des données recueillies. Les analyses de classes latentes permettent d'identifier des sous-groupes homogènes ou qui semblent similaires à l'intérieur d'une population hétérogène. Cette méthode fournit une catégorisation des sujets avec des données catégorielles similaire à l'analyse factorielle effectuée sur des variables continues. Ces analyses ont été effectuées en utilisant le logiciel Latent GOLD 3.0. La décision concernant le nombre optimal de classes sont basées sur le « Best Information Criterion » (BIC). Plusieurs variables ont été retenues pour effectuer les analyses de classes latentes. Tout d'abord concernant le contexte, les variables « lieu », « armes », « préméditation », « motif » et « complicité » ont été retenues. Pour les variables concernant la victime, les variables retenues sont le « lien avec la victime », l'« âge de la victime », le « sexe de la victime » et les « blessures de la victime ». Certaines de ces variables ont dû être recodées en variables dichotomiques afin de maximiser le nombre de cas dans chacune des catégories. Ces variables ont été retenues pour différentes raisons. Tout d'abord, les informations disponibles ont été catégorisées de façon théorique comme appartenant davantage au contexte ou aux caractéristiques de la victime. Puis, seulement les variables pour lesquelles une donnée était disponible pour au moins 30 événements pouvaient être utilisées afin d'obtenir une certaine puissance statistique. Finalement, en incluant plusieurs variables dans les modèles, l'analyse a permis d'identifier lesquelles avaient davantage de poids pour déterminer la classification des événements dans les différentes catégories et ces dernières ont donc été retenues.

### **1.5 Limites de l'étude**

Il importe de mentionner que depuis le lancement du système PIJ au CJM, aucune étude ne s'est penchée de façon rigoureuse et systématique sur la validité des informations qui y sont contenues. La fidélité et la validité des données générées par le système PIJ n'ont donc pas encore été établies. Les données proviennent des informations colligées par les



différents intervenants impliqués dans le dossier du jeune et par conséquent, certaines informations peuvent être erronées. Néanmoins, l'objectif principal de PIJ est d'« assurer la qualité scientifique des données saisies par les intervenants afin d'en permettre l'exploitation à des fins de recherche » (PIBE, 2006). Par ailleurs, dans une démarche de validation des informations contenues dans PIJ, des rapports ont été produits pour chacun des centres jeunesse participant dont le CJM. Ce rapport recense les principales données manquantes et tente de répertorier certaines incohérences dans les données (Hélie, Lavergne, Leduc, Dubois et Pellan, 2006). À la lumière de cette analyse, les lacunes qui ont été relevées dans ce rapport ne concernent pas le type de données considérées dans la présente étude. Les données socio-judiciaires recueillies dans le cadre de cette étude sont des informations légales sur les mesures imposées, les durées de ces mesures et les caractéristiques des adolescents. Ces données sont donc saisies de façon rigoureuse dans le système et sont donc plus fiables que des données retranscrites dans le système.

## **TROISIÈME CHAPITRE**

### **LES RÉSULTATS**

#### **1. RÉSULTATS**

Ce chapitre est divisé en quatre parties, présentant les résultats en lien avec chacun des objectifs de l'étude. Tout d'abord, le portrait de la clientèle présente une description de la population à l'étude, en termes de caractéristiques socio-judiciaires. Ensuite, les adolescents ayant commis des infractions de violence grave sont comparés aux adolescents n'ayant pas commis d'infraction de violence grave afin d'identifier les similitudes et les différences entre ces groupes. La troisième partie décrit les caractéristiques propres au contexte du passage à l'acte. Finalement, la dernière partie présente une catégorisation des événements de violence selon certaines caractéristiques discriminantes.

##### **1.1 Portrait de la clientèle**

Cette partie présente les résultats se rapportant au premier objectif de cette étude. Les sections suivantes permettent donc de tracer un portrait de l'ensemble de la clientèle desservie en vertu de la LSJPA. Des informations sur les délits, les mesures et les caractéristiques des adolescents telles que l'âge et le sexe sont présentées.

###### **1.1.1 Description de l'échantillon**

L'échantillon est composé de 613 adolescents âgés en moyenne de 16,52 ans ( $s=1,53$ ). La grande majorité des jeunes de l'échantillon sont de sexe masculin (88,42 %). Ces derniers sont âgés en moyenne de 16,61 ans ( $s=1,50$ ) ce qui est significativement plus vieux ( $t=3,84$ ,  $p < 0,001$ ) que leurs homologues de sexe féminin dont l'âge moyen est de 15,83 ( $s=1,61$ ). La plupart des adolescents formant cet échantillon sont responsables de plus d'un délit et certains se sont vus imposés plus d'une mesure en lien avec ces délits.

### 1.1.2 Informations sur les délits

Les 613 jeunes s'étant vus imposés une peine et recevant des services en vertu de la LSJPA au CJM ont commis une moyenne de 4,31 délits chacun ( $s= 5,77$ ), appartenant à 1,78 catégories différentes. Pour ces deux variables, les 542 garçons de la population se distinguent significativement des 71 filles. En effet, les adolescents ont commis un plus grand nombre de délits que les adolescentes ( $t=3,53$ ;  $p < 0,001$ ) et les infractions commises par ces derniers indiquent une plus grande variété ( $t=5,34$ ;  $p < 0,001$ ) puisque les délits appartiennent, en moyenne, à près de deux catégories différentes. Le tableau 1 présente ces données en détail.

Tableau 1  
Fréquence et variété des délits selon le sexe

	Adolescents n=542		Adolescentes n= 71		Tous N= 613		Test T
	M	s	M	s	M	S	
Nombre de délits	4,52	5,96	2,70	3,74	4,31	5,77	2,50*
Catégories de délits	1,84	1,16	1,35	0,64	1,78	1,13	3,45**

\*\*\*  $p < 0,001$  \*\* $p < 0,01$  \*  $p < 0,05$  †  $p < 0,10$

Tel qu'indiqué au tableau 2, les infractions contre les biens sont les délits les plus fréquemment commis par les adolescents, où un peu plus de la moitié d'entre eux (52,69 %,  $n=323$ ) ont été reconnus coupables de ce type d'infraction. Parmi l'ensemble des adolescents, 36,70 % ( $n=225$ ) ont commis un voies de fait simple tandis que 15,01 % ( $n=92$ ) ont commis un délit de violence grave. Les infractions relatives aux drogues arrivent au troisième rang des délits les plus commis, avec un peu moins du tiers des adolescents (27,24 %,  $n=167$ ). Près du quart des adolescents (23,82 %,  $n=146$ ) ont commis un délit en lien avec l'administration de la justice. Finalement, les délits à caractère sexuel (7,01 %,  $n=43$ ), les délits relatifs aux armes (6,20 %,  $n=38$ ), les autres types de délits (5,38 %,  $n=33$ ) et les infractions de la route (4,07 %,  $n=25$ ) ne concernent qu'une minorité de la population.

Tableau 2  
Prévalence de délits selon le sexe

Délits	Prévalence % (n)			$\chi^2$
	Tous= 613	Adolescents n=542	Adolescentes n=71	
Délits contre les biens	52,69 % (n=323)	54,06 % (n=293)	42,25 % (n=30)	3,51 †
Voies de fait simples	36,70 % (n=225)	35,61 % (n=193)	45,07 % (n=32)	2,42
Délits contre la personne				
Délits de violence grave	15,01 % (n=92)	15,13 % (n=82)	14,08 % (n=10)	0,05
Délits sexuels	7,01 % (n=43)	7,75 % (n=42)	1,41 % (n=1)	-
Délits relatifs aux drogues	27,24 % (n=167)	28,60 % (n=155)	16,90 % (n=12)	4,33*
Délits contre l'administration de la justice	23,82 % (n=146)	25,65 % (n=139)	9,86 % (n=7)	8,62**
Délits relatifs aux armes	6,20 % (n=38)	6,83 % (n=37)	1,41 % (n=1)	-
Délits autres	5,38 % (n=33)	5,54 % (n=30)	4,23 % (n=3)	-
Délits de la route	4,07 % (n=25)	4,61 % (n=25)	0,00 % (n=0)	-

\*\*\* p < 0,001 \*\*p < 0,01 \* p < 0,05 † p < 0,10

À l'intérieur des catégories d'infractions, quelques différences sexuelles ont pu être identifiées. D'abord, une certaine tendance indique que les adolescentes seraient proportionnellement moins nombreuses (42,25 %) que les adolescents (54,06 %) à avoir commis des infractions contre les biens ( $\chi^2=3,51$ ;  $p < 0,10$ ). Les délits les plus souvent commis par les adolescentes appartiennent à la catégorie du voies de fait simple avec 45,07 % des adolescentes reconnues coupables de ce type de délit, alors que 35,61 % des adolescents ont été reconnus coupables de ce type d'infraction. Néanmoins, cette différence n'est pas statistiquement significative. En ce qui concerne les délits de violence grave, il

n'y a pas de différence entre les prévalences observées chez les adolescentes (14,08 %) et chez les adolescents (15,13 %). Les délits relatifs aux drogues sont significativement plus fréquents chez les adolescents (28,60 %) que chez les adolescentes (16,90 %) et ce, de façon statistiquement significative ( $\chi^2=4,33$ ;  $p < 0,05$ ). De plus, la prévalence des adolescentes ayant commis une infraction contre l'administration de la justice (9,86 %) est beaucoup moindre que celle des adolescents (25,65 %), ce qui les distingue de façon significative ( $\chi^2=8,62$ ;  $p < 0,01$ ). Pour les autres catégories d'infraction, la proportion d'adolescentes dans chaque catégorie était beaucoup moindre que celle des adolescents, mais les faibles prévalences ne permettaient pas d'effectuer des analyses statistiques.

Le tableau 3 présente la moyenne de délits perpétrés par les jeunes selon les catégories de délits. Pour chacune des catégories, seuls les jeunes ayant commis au moins une infraction se rattachant à la catégorie donnée ont été considérés. Les délits contre l'administration de la justice affichent la moyenne d'infractions la plus élevée ( $M=3,89$ ,  $s=4,34$ ). Les causes impliquant des délits contre les biens ciblent également un nombre élevé de délits de cette nature, chaque cause impliquant en moyenne 3,11 délits ( $s=3,45$ ). Les délits sexuels affichent le nombre d'infractions le moins élevé dans l'ensemble des catégories. D'ailleurs, les adolescents ayant commis des infractions d'ordre sexuel ont commis significativement moins de délits ( $M=2,63$ ;  $s=2,61$ ) que les adolescents n'ayant pas commis ce type d'infraction ( $M=4,43$ ;  $s=5,94$ ) et cette différence est statistiquement significative ( $T=1,98$ ,  $p < 0,05$ ). Les infractions d'ordre sexuel sont la seule catégorie pour laquelle cette relation a pu être observée. Finalement, les jeunes ayant commis un délit de voies de fait en ont commis au moins deux ( $M=2,07$ ,  $s=2,51$ ) ce qui situe ce délit parmi les plus élevés.

Le nombre peu élevé de filles dans certaines catégories ne permettant pas une analyse séparée selon le sexe, des analyses plus détaillées ne figurant pas au tableau 3 ont pu être effectuées pour deux catégories d'infractions. D'abord, le nombre moyen de délits contre les biens est significativement moins élevé chez les adolescentes ( $M=1,77$ ,  $s=1,10$ ) que

chez les adolescents ( $M=3,25$ ,  $s=3,57$ ), tel que l'ont révélées des analyses détaillées (Mann-Whitney  $z=-3,60 < 0,001$ ). Par ailleurs, les adolescentes ont commis en moyenne, un nombre de voies de fait ( $M=2,59$ ,  $s=3,11$ ) plus élevé que les adolescents ( $M=1,98$ ,  $s=2,40$ ), et ce, de façon statistiquement significative (Mann-Whitney  $z=-2,25 < 0,05$ ).

Tableau 3  
Nombre moyen de délits commis par catégories et au total parmi les jeunes ayant commis chaque type de délit.

Délits (sans zéro)	n	Tous = 613			
		Catégorie		Total	
		M	s	M	s
Délits contre les biens	323	3,11	3,45	6,03	7,01
Délits Voies de fait simple	225	2,07	2,51	5,96	7,56
contre la Délits de violence grave	92	1,66	1,63	7,25	8,82
personne Délits sexuels	43	1,56	0,88	2,63	2,31
Délits relatifs aux drogues	167	1,52	0,93	5,28	6,67
Délits contre l'administration de la justice	146	3,89	4,34	10,14	8,60
Délits relatifs aux armes	38	1,21	0,84	7,21	6,72
Délits autres	33	1,33	0,92	11,48	11,03
Délits de la route	25	1,52	1,05	13,00	12,99

Le nombre de délits commis augmente de façon statistiquement significative avec l'âge ( $F=2,98$ ,  $p < 0,01$ ), débutant à une moyenne de 1,84 ( $s=1,07$ ) à 13 ans et culminant à 5,36 ( $s=7,75$ ) à 18 ans. La figure 1 nous renseigne sur l'âge des adolescents pour chacune des catégories d'infractions. Cette figure indique une certaine constance au niveau de l'âge médian, se situant à 17 ans pour la majorité des délits. Par contre, les jeunes reconnus coupables de délits à caractère sexuel sont plus jeunes (médiane=16 ans), tandis que les jeunes ayant été reconnus coupables de délits de la route et des délits « autres » sont plus âgés (médiane= 18 ans). De plus, l'étendue de l'âge pour l'ensemble des infractions est plutôt constante, allant d'un minimum de 13 ans à un maximum de 19 ans, sauf en ce qui concerne les délits de la route et les délits « autre » où l'âge minimum est plutôt de 15 ans. Finalement, mis à part les infractions de la route et la catégorie des délits « autre », les autres catégories de délits suivent exactement la même tendance par rapport à l'âge.

Étant donnée la faible représentation des adolescentes dans chacune des catégories, des analyses statistiques ont pu être effectuées pour évaluer les différences sexuelles uniquement pour les catégories de délits contre les biens et le voies de fait simple. Dans les deux cas, les adolescents sont plus vieux que les adolescentes. Pour les délits contre les biens, l'âge médian des adolescents (17,0 ans) est plus élevé que celui des adolescentes (15,50 ans), et ce, de façon statistiquement significative (Mann-Whitney  $z=-3,60$ ;  $p < 0,001$ ). Les adolescents coupables de voies de fait (17,0 ans) sont significativement plus âgés (Mann-Whitney  $z= -2,25$ ;  $p < 0,05$ ) que les adolescentes reconnues coupables de la même infraction (16,0 ans).

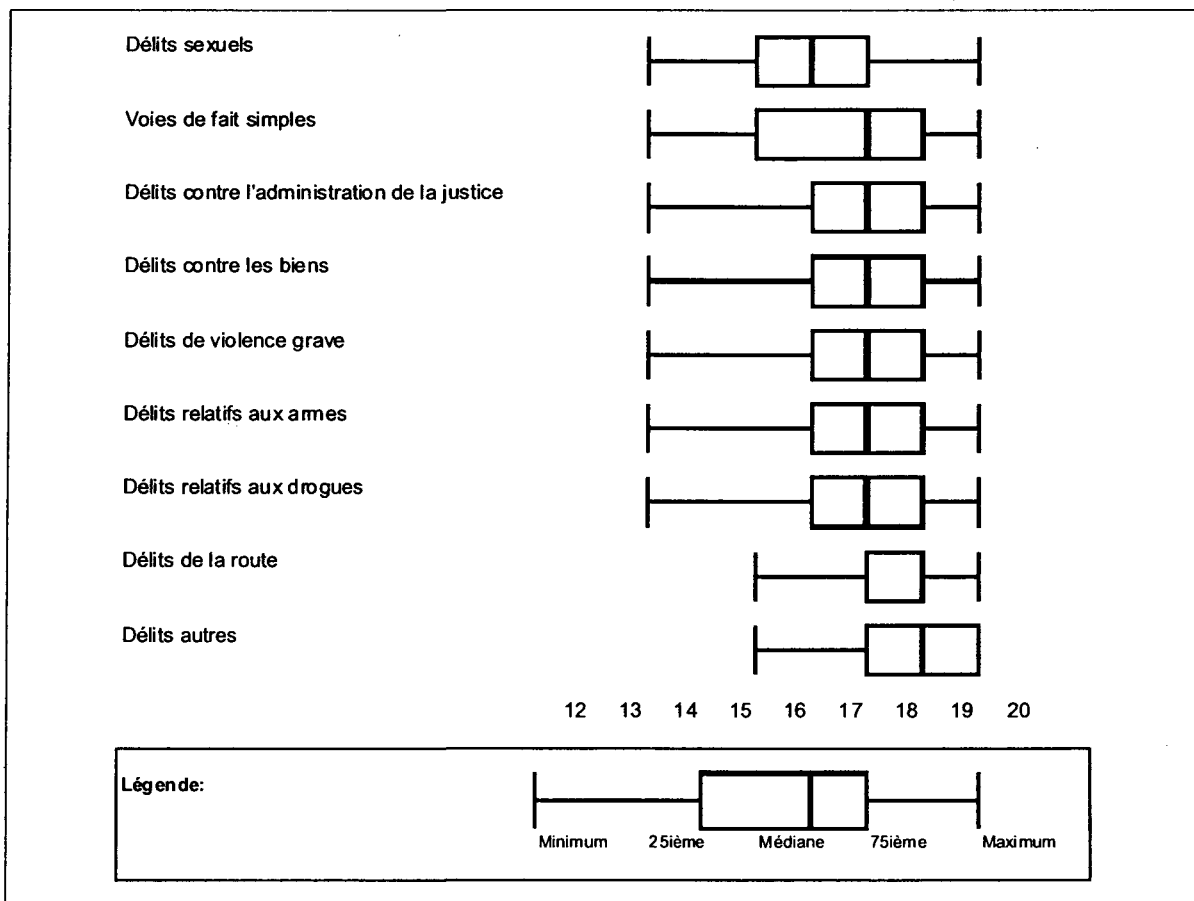


Figure 1  
Âge médian selon le délit

### 1.1.3 Informations sur les mesures

Différentes mesures ont été imposées aux jeunes de la population à l'étude. Au total, en incluant les conditions de liberté, de probation ou de surveillance, ces derniers ont reçu en moyenne, 8,07 mesures ou sanctions chacun ( $s=8,24$ ). Par ailleurs, une certaine variété peut être observée dans les types de mesures imposées puisqu'elles se rapportent à 2,37 types de mesures ou sanctions différentes, comme des sanctions extrajudiciaires, des peines spécifiques des peines de probation ou des peines de garde. Dans l'ensemble, les adolescents se démarquent significativement des adolescentes. En effet, ces derniers se sont vus imposés deux fois plus de mesures que les adolescentes ( $t=7,09$ ;  $p < 0,001$ ) et ces mesures étaient plus variées ( $t=4,34$ ;  $p < 0,001$ ). Qui plus est, en retirant les conditions des mesures, les différences sexuelles demeurent significatives tel que rapporté au tableau 4.

Tableau 4  
Fréquence et variété des mesures selon le sexe

Mesures		Tous = 613		Adolescents n= 542		Adolescentes n= 71		Test T
		M	s	M	s	M	s	
Avec conditions	Nombre	8,07	8,24	8,60	8,47	4,04	4,46	7,09***
	Catégories	2,37	1,23	1,79	0,86	1,41	0,67	4,34***
Sans conditions	Nombre	2,24	1,38	2,30	1,42	1,79	0,97	3,92***
	Catégories	1,74	0,85	1,79	0,86	1,41	0,67	4,34***

\*\*\*  $p < 0,001$  \*\* $p < 0,01$  \*  $p < 0,05$  †  $p < 0,10$

Le tableau 5 présente les différentes mesures imposées aux adolescents et aux adolescentes. Le tiers des jeunes (34,75 %) se sont vus imposés des sanctions extrajudiciaires tandis que pour la majorité des adolescents, (74,71 %) leur cause a été judiciaire. Les mesures les plus souvent imposées sont des peines dans la communauté (64,93 %). En effet, un jeune sur deux (52,04 %) s'est vu imposé une peine spécifique et près de la moitié des jeunes (47,47 %) ont eu une ordonnance de probation avec suivi, tandis que la probation sans suivi concerne plus du cinquième de la population (22,19 %).



Finalement, on a eu recours à une peine de garde pour seulement le dixième des jeunes (9,79 %).

Les analyses statistiques effectuées ont permis d'identifier des différences sexuelles quant aux mesures imposées. D'abord, le recours aux sanctions extrajudiciaires est près de deux fois plus fréquent chez les adolescentes (60,56 %) que chez les adolescents (31,37 %), constituant ainsi une différence statistiquement significative. Par ailleurs, il a été démontré que les peines dans la communauté sont plus souvent attribuées aux adolescents (68,08 %) qu'aux adolescentes (40,85 %), et ce, particulièrement pour les peines spécifiques et les probation avec suivi. Finalement, la proportion d'adolescentes ayant eu une mesure de garde (2,82 %) est inférieure à celle des adolescents (10,70 %) mais le nombre peu élevé d'adolescentes dans cette catégorie ne permet pas d'effectuer d'analyses statistiques pour cette donnée.

Tableau 5  
Prévalence des mesures selon le sexe

	Tous N=613		Adolescents n= 542		Adolescentes n=71		$\chi^2$
	%	n	%	n	%	n	
NON-JUDICIARISÉ							
Sanctions extra judiciaires	34,75 %	213	31,37 %	170	60,56 %	43	23,61 ***
JUDICIARISÉ							
Peine dans la communauté	64,93 %	398	68,08 %	369	40,85 %	29	20,45***
Peines spécifiques	52,04 %	319	57,01 %	309	35,21 %	25	9,11**
Probation avec suivi	47,47 %	291	50,92 %	276	21,13 %	15	22,35 ***
Probation sans suivi	22,19 %	136	22,51 %	122	19,72 %	14	0,28
PASI	3,26 %	20	3,69 %	20	0,00 %	0	-
Placement différé	2,28 %	14	2,40 %	13	1,41 %	1	-
Poursuite surveillance	0,49 %	3	0,55 %	3	0,00 %	0	-
Peine de garde	9,79 %	60	10,70 %	58	2,82 %	2	-
Garde et surveillance	1,31 %	8	1,48 %	8	0,00 %	0	-
Garde fermée	7,01 %	43	7,56 %	41	2,82 %	2	-
Garde ouverte	3,43 %	21	3,87 %	21	0,00 %	0	-
Placement discontinu	0,16 %	1	0,18 %	1	0,00 %	0	-

\*\*\* p < 0,001 \*\*p < 0,01 \* p < 0,05 † p < 0,10

Tel que rapporté au tableau 6, les jeunes s'étant vus imposés des sanctions extrajudiciaires ont eu en moyenne 1,46 mesures ( $s=0,74$ ), ceux ayant eu une peine dans la communauté ont en moyenne 2,41 mesures ( $s=1,24$ ) et les peines de garde impliquent 1,68 mesures en moyenne ( $s=1,21$ ). Afin d'assurer une constance dans les tableaux, les données concernant toutes les mesures ont été conservées malgré le fait que certaines catégories regroupent un faible nombre d'individus. Pour l'ensemble de ces sous-catégories, les moyennes se limitent à un. Des analyses statistiques ont été effectuées permettant d'identifier si des différences existent entre les sexes pour les catégories de mesures regroupant suffisamment de sujets. Aucune différence sexuelle n'a pu être observée entre la moyenne des mesures des adolescentes et celle des adolescents pour les sanctions extrajudiciaires et les peines dans la communauté.

Tableau 6  
Nombre moyen de mesures imposées par catégories parmi les jeunes ayant reçu ce type de mesure.

Mesures (sans zéro)	n	Tous (N=613) M	s
NON-JUDICIARISÉ			
Sanctions extrajudiciaires	213	1,46	0,74
JUDICIARISÉ			
Peine dans la Communauté	398	2,41	1,24
Peines spécifiques	319	1,34	0,64
Probation avec suivi	291	1,21	0,47
Probation sans suivi	136	1,04	0,21
PASI	20	1,15	0,37
Placement différé	14	1,00	0,00
Poursuite surveillance	3	1,00	0,00
Peine de garde	60	1,68	1,21
Mise sous garde et surveillance	8	1,13	0,35
Fermée	43	1,42	0,91
Ouverte	21	1,43	0,81
Placement discontinu	1	1,00	-

La figure 2 présente la durée médiane de chaque mesure. Les mesures de surveillance et les sanctions extrajudiciaires ont les durées médianes les plus courtes avec trois mois. Viennent ensuite le placement différé et la peine de garde avec une durée médiane de six mois. Néanmoins, un certain pourcentage des adolescents en mise sous garde ont eu une peine de garde de plus de six mois tel que le démontre l'encadré où le 75<sup>ième</sup> percentile est à dix mois. Les peines spécifiques ont également une durée médiane de six mois, ce qui est plus court que les probations sans suivi (9 mois) et les probations avec suivi (12 mois). La durée du Programme d'assistance et de surveillance intensive (PASI) et les peines de probation avec suivi sont celles où les mesures sont les plus longues avec une durée médiane d'un an. La comparaison des durées de mesures selon le sexe n'a pu être effectuée que pour les sanctions extrajudiciaires étant donné le nombre peu élevé d'adolescentes dans les autres catégories de mesures et aucune différence significative n'a été observée pour cette catégorie.

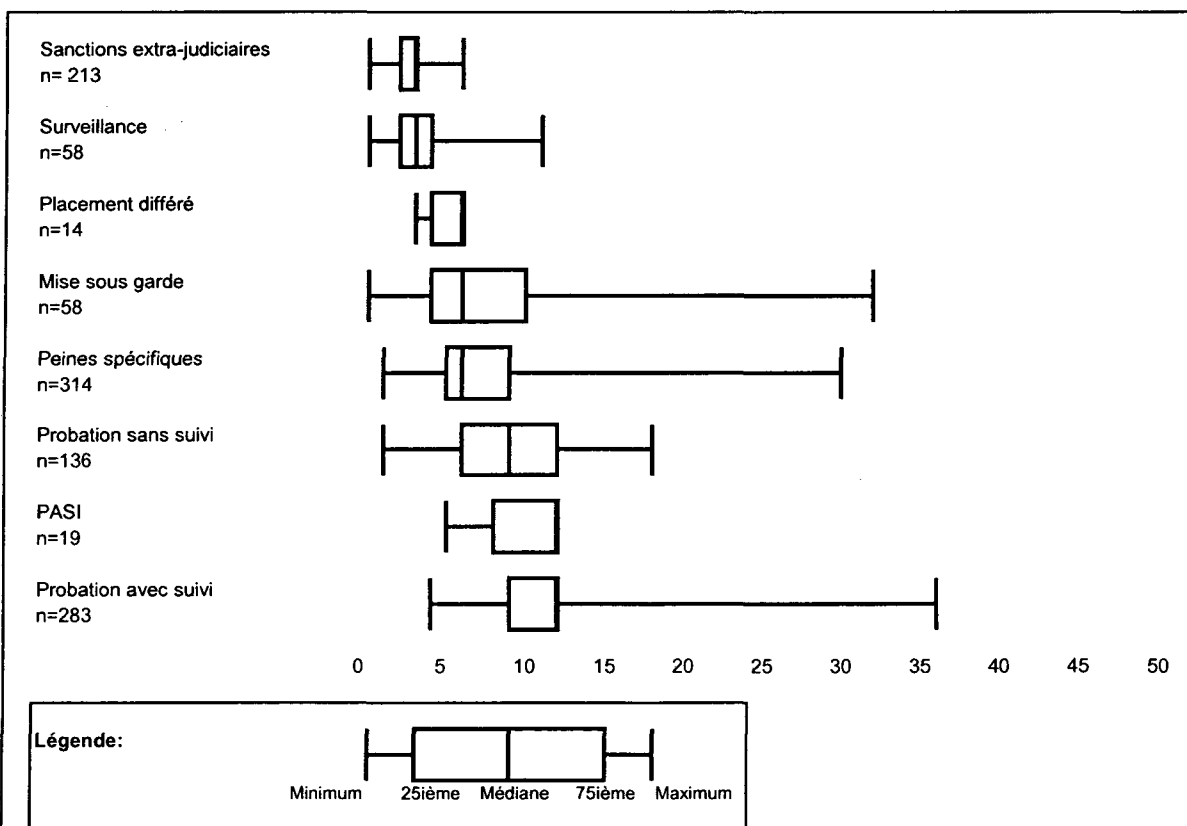
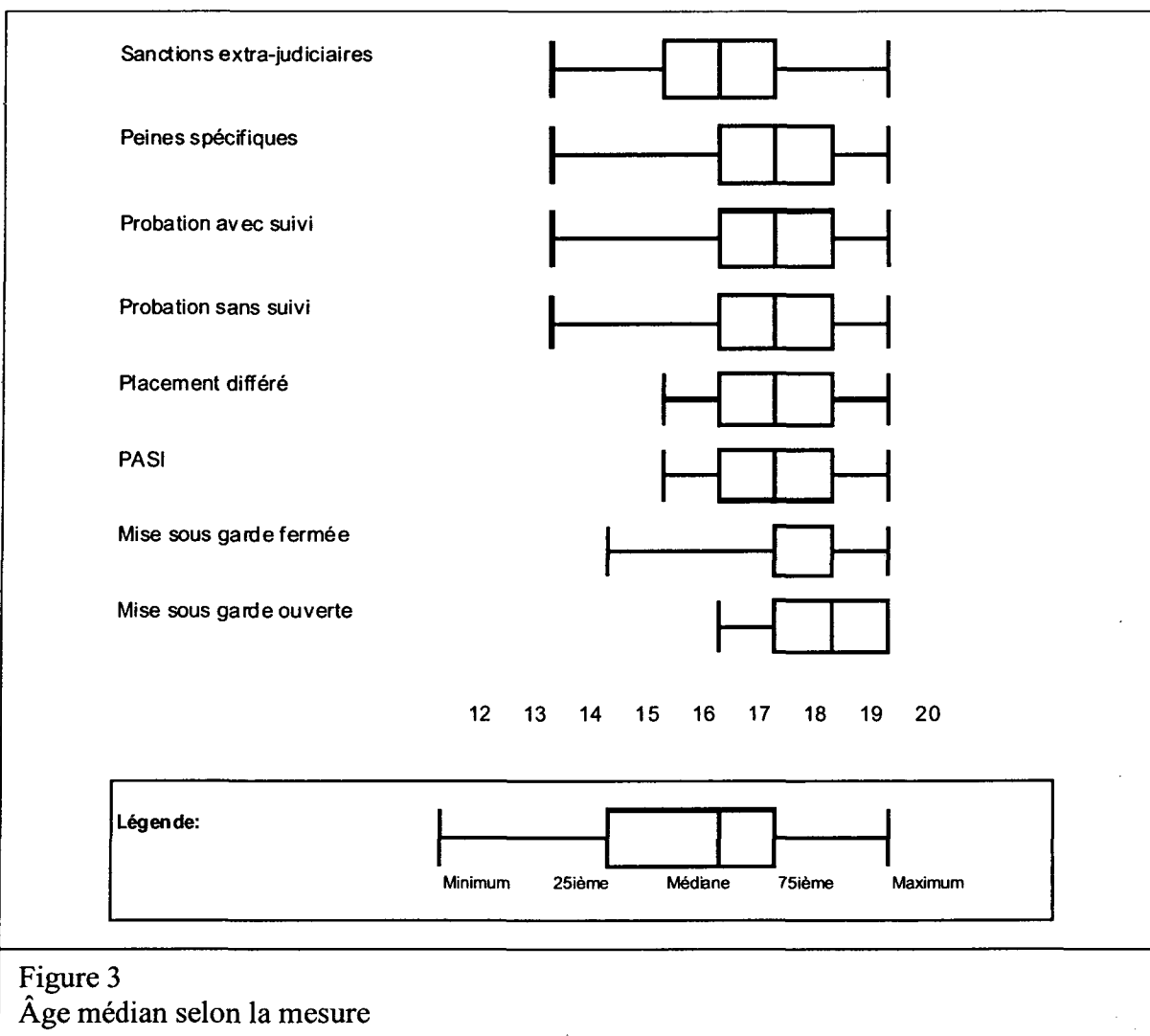


Figure 2  
Durée médiane des mesures

La figure 3 présente l'âge médian des adolescents pour chaque type de mesure qu'ils se sont vus imposés. Pour la majorité des mesures, l'âge des jeunes se situe à 17 ans à l'exception des sanctions extrajudiciaires où l'âge médian est de 16 ans et de la mise sous garde ouverte où l'âge médian est de 18 ans. Des différences sexuelles ont été observées pour les sanctions extrajudiciaires où les adolescentes sont significativement plus jeunes que les adolescents avec un âge médian de 15 ans comparativement à 16 ans (Mann-Whitney  $z = -8,53 < 0,001$ ). Pour les autres mesures, les différences sexuelles n'ont pu être mesurées étant donné le faible nombre d'adolescentes dans les autres catégories de mesures.



## 1.2 Comparaison des adolescents selon la présence d'un délit de violence

À partir du même échantillon grâce auquel le portrait a été réalisé, des sous-groupes d'adolescents ont été créés en se basant sur la présence et le degré d'infractions de violence. Les groupes ainsi créés ont ensuite été comparés selon le sexe, l'âge, les délits commis et les mesures imposées.

### 1.2.1 Description des groupes selon les types de délits commis

En se basant sur la nature des délits commis, quatre groupes d'adolescents ont pu être créés. Tout d'abord, les adolescents non violents (55,79 %, n=342) n'ont pas commis d'infraction contre la personne. Ensuite, le second groupe est composé des adolescents ayant commis au moins un délit de voies de fait (29,20 %, n=179). Le troisième groupe concerne les adolescents ayant commis au moins un délit de violence grave (7,50 %, n=46) sans toutefois avoir commis de voies de fait simple. Finalement, le dernier groupe compte tous les adolescents ayant commis au moins un voies de fait simple et un délit de violence grave (7,50 %, n=46). Donc, parmi l'ensemble des jeunes desservis en vertu de la LSJPA, la majorité (55,79 %) n'ont pas commis de délit contre la personne et la grande majorité (84,99 %), n'ont pas commis de délit de violence grave.

### 1.2.2 Différences identifiées entre les quatre groupes

Parmi ces quatre groupes, certains se distinguent des autres groupes de façon significative, et ce, sur presque l'ensemble des variables analysées. D'abord, les adolescents et les adolescentes se répartissent de façon proportionnelle entre les différents groupes. Par ailleurs, les adolescents ayant commis un voies de fait et un délit de violence grave se distinguent significativement des autres groupes sur différentes variables. Ils sont significativement ( $F=2,05$ ;  $p<0,05$ ) plus âgés ( $M=16,93$ ;  $s=1,41$ ) que ceux du groupe non violent ( $M=16,54$ ;  $s=1,50$ ) et ils ont été reconnus coupables d'un plus grand nombre d'infractions ( $M=10,74$ ;  $s=10,02$ ) comparativement aux trois autres groupes pour lesquels

les moyennes se situent entre 3,29 et 4,74 et cette différence est significative ( $F=25,84$ ;  $p<0,001$ ). Qui plus est, les infractions commises concernent une plus grande variété de délits ( $M=3,74$ ;  $s=1,36$ ) lorsque comparés aux trois autres groupes dont les moyennes varient entre 1,39 et 1,93, cette différence est significative ( $F=88,61$ ;  $p<0,001$ ). Les mesures imposées à ces adolescents sont significativement ( $F=16,19$ ;  $p<0,001$ ) plus nombreuses ( $M=3,39$ ;  $s=1,78$ ) que celles des adolescents appartenant aux autres groupes dont les moyennes varient entre 1,99 et 2,40. Les adolescents violents se voient d'ailleurs imposés une plus grande variété de mesures ( $M=2,54$ ;  $s=1,07$ ) que leurs homologues qui ont en moyenne entre 1,61 et 1,98 mesures différentes et cette différence est statistiquement significative ( $F=19,43$ ;  $p<0,001$ ). Finalement, la durée moyenne des mesures de ces jeunes ( $M=320,32$ ;  $s=175,36$ ) est significativement plus longue ( $F=11,95$ ;  $p<0,001$ ) que les autres adolescents dont les mesures varient de 197,70 à 241,20 jours.

Les adolescents ayant commis des infractions de violence grave seulement se distinguent de ceux n'ayant commis aucun délit contre la personne, et ce par une plus grande variété de délits ( $M=1,93$ ;  $s=1,25$ ) comparativement à 1,39 types de délits ( $s=0,68$ ) et une plus grande variété de mesures ( $M=1,98$ ;  $s=1,00$ ) comparativement à 1,61 types de mesures ( $s=0,69$ ). Ce groupe d'adolescents se caractérise également par le fait d'avoir des mesures plus longues ( $M=241,20$ ;  $s=119,66$ ) que ceux n'ayant commis aucun délit contre la personne ( $M=201,43$ ;  $s=135,24$ ) et ceux n'ayant commis que des voies de fait ( $M=197,70$ ;  $s=115,08$ ).

Les adolescents n'ayant commis seulement que des voies de fait sans avoir commis de délit de violence grave se distinguent du groupe d'adolescents n'ayant commis aucun délit contre la personne. En effet, ces adolescents ayant commis des voies de fait mais aucun délit de violence grave ont commis un plus grand nombre de délits ( $M=4,74$ ;  $s=6,26$ ) que les adolescents non-violents ( $M=3,29$ ;  $s=3,89$ ), qui appartiennent à davantage de catégories d'infractions ( $M=1,98$ ;  $s=1,13$ ) lorsque comparés à leurs homologues ( $M=1,39$ ;  $s=0,68$ ) n'ayant commis aucune infraction contre la personne. De plus, ce groupe d'adolescents s'est vu imposé un plus grand nombre de mesures ( $M=2,40$ ;  $s=1,68$ )

comparativement à une moyenne de 1,99 mesures chez les non-violents ( $s=1,01$ ), et ce, dans davantage de catégories de mesures ( $M=1,74$ ;  $s=0,89$ ) que leurs comparses n'ayant pas commis d'infraction contre la personne ( $M=1,61$ ;  $s=0,69$ ). Le tableau 7 présente en détail, les données de chaque groupe.

Tableau 7  
Caractéristiques socio-judiciaires selon la nature des infractions retenues

Total n=613	Non-violents n=342	Voies de fait seulement n=179	Violence grave seulement n=46	Voies de fait et violence grave n=46	F	Post hoc <sup>2</sup>
	M (s)	M (s)	M (s)	M (s)		
Âge	16,54 (1,50)	16,34 (1,59)	16,63 (1,61)	16,93 (1,41)	2,05*	3>1
Nombre de délits	3,29 (3,89)	4,74 (6,26)	3,76 (5,68)	10,74 (10,02)	25,84***	3>0,1,2 1>0
Variété de délits	1,39 (0,68)	1,98 (1,13)	1,93 (1,25)	3,74 (1,36)	88,61***	3>0,1,2 2>0 1>0
Nombre mesures <sup>3</sup>	1,99 (1,01)	2,40 (1,68)	2,30 (1,40)	3,39 (1,78)	16,19***	3>0,1,2 1>0
Variété mesures <sup>1</sup>	1,61 (0,69)	1,74 (0,89)	1,98 (1,00)	2,54 (1,07)	19,43***	3>0,1,2 2>0 1>0
Durée mesures	201,83 (135,24)	197,70 (115,08)	241,20 (119,66)	320,32 (175,36)	11,95***	3>0,1,2 2>0,1

\*\*\*  $p < 0,001$  \*\* $p < 0,01$  \*  $p < 0,05$  †  $p < 0,10$

Le tableau 8 indique que les quatre groupes d'adolescents se distinguent par le type de mesures qu'ils se sont vus imposés. En effet, une proportion significativement plus grande d'adolescents non violents (40,06 %,  $n=137$ ) se sont vus imposés des mesures de sanctions extrajudiciaires. Par ailleurs, les peines dans la communauté caractérisent

<sup>2</sup> 0= Non violents 1= Voies de fait seulement 2= Délit de violence grave seulement 3= Voies de fait et délit de violence grave

<sup>3</sup> Pour cette variable, les conditions n'ont pas été comptabilisées.

davantage les adolescents ayant commis des infractions de violence. D'ailleurs, le pourcentage de peines dans la communauté croît progressivement avec la gravité des délits contre la personne et atteint 93,48 % (n=43) chez le groupe des adolescents reconnus coupables de voies de fait et de délit de violence grave. Finalement, la proportion d'adolescents ayant eu une peine de garde est beaucoup plus élevée dans le groupe de jeunes ayant été reconnus coupables de voies de fait et de violence grave (45,65 %, n=21).

Tableau 8  
Prévalence selon les catégories de mesures

Total n=613	Non-violents n=342	Voies de fait seulement n=179	Violence grave seulement n=46	Voies de fait et violence grave n=46	Coeff. Pearson $\chi^2$
	% (n)	% (n)	% (n)	% (n)	
Sanctions extra judiciaires	40,06 % (137)	35,20 % (63)	23,91 % (11)	4,35 % (2)	25,40***
Peines dans la communauté	59,65 % (204)	65,36 % (117)	73,91 % (34)	93,48 % (43)	22,30***
Peines de garde	3,80 % (13)	9,50 % (17)	19,57 % (9)	45,65 % (21)	85,89***

\*\*\* p < 0,001 \*\*p < 0,01 \* p < 0,05 † p < 0,10

### 1.3 Caractéristiques du contexte délictuel

Cette partie décrit les tendances observées par rapport aux caractéristiques du contexte du passage à l'acte. Sont présentées les caractéristiques se rapportant à l'agresseur, au contexte et à la victime ainsi que les conséquences de l'agression.

#### 1.3.1 Description du contexte du passage à l'acte

Afin de décrire les éléments se rapportant au contexte du passage à l'acte des adolescents ayant été reconnus coupables de délits de violence grave, tous les RPD rédigés pour ces adolescents ont été consultés, pour un total de 52 événements répertoriés. Ces 52 événements ont été perpétrés par 36 adolescents et 3 adolescentes. Étant donné que



l'ensemble des jeunes ayant commis un délit de violence grave (n=92) n'avaient pas tout un RPD, la description des événements de violence rapportée ici ne concerne que les événements perpétrés par les 39 adolescents pour lesquels la rédaction d'un RPD avait été ordonné.

### 1.3.2 Caractéristiques se rapportant à l'agresseur

Les adolescents ayant commis les agressions de violence répertoriées étaient âgés de 15,94 ans en moyenne (s=1,43) au moment du délit. Le plus jeune était âgé de 12,32 ans alors que le plus vieux avait 17,67 ans. Parmi ces adolescents, la grande majorité (86,54 %) avaient déjà reçu des services en vertu de la Loi sur la protection de la jeunesse dû à des troubles de comportement et/ou à différentes problématiques familiales compromettant leur sécurité et leur développement.

Dans presque tous les dossiers analysés, les données concernant l'implication de ces adolescents dans un gang n'ont pu être colligées de façon systématique puisque cette information est rarement inscrite dans les RPD. Afin de considérer qu'un adolescent est membre d'un gang, l'intervenant doit évaluer si le profil de ce dernier correspond à un nombre minimum de critères précis confirmant l'adhésion à un gang. Ces conditions sont: la participation directe ou indirecte de la personne à un crime de gang, un aveu de la personne, un rapport de surveillance de la police confirmant que la personne entretient des rapports avec des membres reconnus de gangs, le port de marques d'identification au gang, l'accomplissement de rituels initiatiques ou la possession d'articles et de symboles propres au gang comme des tatouages des armes ou des vêtements (SPCUM, 1993). Étant donné le processus spécifique menant à ce genre d'hypothèse, ce type d'information n'a été retracé que pour trois jeunes de l'échantillon pour lesquels l'intervenant soupçonnait l'affiliation à un gang.

### 1.3.3 Caractéristiques propres au contexte de l'infraction

Cette section regroupe les différentes variables recueillies se rapportant au contexte dans lequel s'est déroulé l'événement, regroupant le type d'infraction, le lieu, le moment de la journée, le nombre d'agresseurs impliqués dans l'événement, l'utilisation d'une arme, les facteurs précipitant, le motif de l'agression et l'état d'intoxication de l'agresseur.

Le tableau 9 rapporte que parmi les 52 événements analysés, le délit le plus fréquent est l'agression armée avec 48,08 % des délits (n=25). Viennent ensuite les délits entraînant des lésions corporelles avec 25,0 % (n=13) des délits commis. Les vols qualifiés sans arme à feu représentent 13,46 % (n=7) des événements. Finalement, la séquestration et le voies de fait sur un agent de la paix ont été perpétrées à deux reprises chacune (3,85 %), tandis que l'extorsion, le harcèlement criminel et le voies de fait grave sont les infractions les moins courantes, se retrouvant qu'une seule fois (1,92 %) parmi l'ensemble des événements analysés.

Tableau 9  
Prévalence des délits ayant donné lieu à un RPD

Infraction		n	%
Agression armée	Agression armée	5	9,62 %
	Voies de fait armées	20	38,46 %
	Sous-total	25	48,08 %
Lésions corporelles	Voies de fait et lésions corporelles	12	23,08 %
	Infliction de lésions corporelles	1	1,92 %
	Sous-total	13	25,0 %
Vol qualifié sans arme à feu		7	13,46 %
Voies de fait sur un agent de la paix		2	3,85 %
Séquestration		2	3,85 %
Voies de fait grave		1	1,92 %
Extorsion		1	1,92 %
Harcèlement criminel		1	1,92 %
Total		52	100,0 %

Tel que rapporté au tableau 10, les infractions de violence commises par les adolescents se déroulent dans une variété de lieux. Plus du quart des événements (26,0 %, n=13), sont perpétrés dans une résidence privée, notamment chez la victime. Douze événements (24,0 %) se sont déroulés dans des endroits publics extérieurs tels que les parcs. Le cinquième des événements répertoriés (20,0 %, n=10) ont eu lieu dans un contexte de centre de réadaptation en internat. Finalement, d'autres endroits souvent fréquentés par les adolescents ont également été le théâtre d'actes violents à quelques reprises. Les espaces publics intérieurs tels que les stations de transport en commun, les dépanneurs et la maison des jeunes ont été le lieu de 16 % (n=8) des événements tandis que le terrain des établissements scolaire représente 14 % (n=7) des événements.

Tableau 10  
Prévalence des endroits où le délit de violence a eu lieu

	n	%
Résidence privée	13	26,0 %
Espace public extérieur (parc, rue)	12	24,0 %
Centre de réadaptation	10	20,0 %
Espace public intérieur (centre de loisirs, métro)	8	16,0 %
Établissement scolaire	7	14,0 %
Total	50	100,0 %

Le moment de la journée où l'infraction a été commise était non précisé dans 50 % des événements (n=26). Pour les 26 événements où le moment était précisé, la majorité des actes (61,5 %, n=16) ont eu lieu en soirée, comparativement à sept (26,9 %) le jour et trois (11,5 %) la nuit.

L'information concernant le nombre d'agresseurs impliqués dans l'infraction était disponible pour presque tous les événements analysés (n=51). Plus de la moitié des événements (54,9 %) n'impliquent qu'un seul agresseur (n=28). Toutefois, les données recueillies indiquent qu'il arrive que l'infraction soit perpétrée par un seul agresseur mais que d'autres personnes connaissant l'agresseur soient sur les lieux au moment de l'agression sans toutefois prendre part à l'événement et n'ont dans ce cas, pas été

considérés comme complices. En contrepartie, 45,1 % (n=23) des infractions ont été perpétrées avec l'implication d'un ou plusieurs complices. Près du cinquième (17,7 %, n=9) des événements comptaient un complice, 13,7 % (n=7) des événements ont été perpétrés à deux complices et la même proportion (13,7 %, n=7) impliquaient trois complices et plus.

Le tableau 11 rapporte que sur l'ensemble des événements pour lesquels l'information était disponible (n=50) près des trois quarts (74,0 %, n=37) des infractions commises se caractérisent par l'utilisation d'une arme. Parmi les événements où il y a eu recours à une arme, la majorité (86,5 %, n=32) étaient des armes blanches. Par exemple, le couteau (de poche, de cuisine ou de chasse) a été utilisé dans 13 agressions, donc 35,1 % des agressions armées. Les autres armes répertoriées appartiennent davantage à la catégorie des objets contondants utilisés dans la vie quotidienne (n=10), comme par exemple, un exacto, des ciseaux, un coupe-papier, un tournevis, un marteau. D'autres objets se trouvant à portée de main ont également été utilisés tels qu'un manche d'aspirateur, un couvercle de poubelle, un bâton de base-ball, une porte et un contenant de lotion (n=5). Finalement, les autres armes utilisées (n=4) représentent des objets menaçants tels que des roches, une matraque, un bâton télescopique et une hache. Par ailleurs, dans cinq événements, une arme à feu a été utilisée au moment de l'agression. Toutefois, dans tous les cas, il s'agissait d'une fausse arme à feu ou plutôt d'une arme de calibre réduit tel qu'un fusil à plomb.

Tableau 11  
Prévalence des événements impliquant l'utilisation d'une arme

	n	%
Aucune	12	24,0 %
Arme blanche	32	64,0 %
Arme à feu	5	10,0 %
Total	50	100,0 %

Le tableau 12 rapporte que parmi les infractions répertoriées pour lesquelles cette information était disponible (n=51), la plupart (62,8 %, n=32) sont l'acte d'une réaction spontanée ou impulsive et n'avaient pas été préméditées. Provoquées suite à une rencontre fortuite ou étant le point culminant d'un conflit ponctuel, ces agressions n'étaient pas

prévues, planifiées ou anticipées par l'adolescent. Néanmoins, pour 13 événements (25,5 %), il y a eu une préparation modeste comme le fait de se prémunir d'une arme en prévision d'un conflit éventuel avec une personne désignée, ou de se rendre sur les lieux d'un événement en sachant qu'il y a une possibilité d'être impliqué dans une bagarre. Puis, sur l'ensemble des événements, six (11,8 %) avaient été soigneusement préparés seul ou avec des complices et ont été considérés comme étant prémédités.

Tableau 12  
Répartition des événements selon le niveau de préméditation

	n	%
Non-prémédité	32	62,8 %
Préparation modeste	13	25,5 %
Planification détaillée	6	11,8 %
Total	51	100,0 %

Ces données sont cohérentes avec les résultats concernant le motif de l'agression. En effet, la majorité des agressions ont été identifiées comme étant de nature réactive (61,54 %). Tel qu'indiqué au tableau 13, au total, 32 situations sont le résultat d'un geste impulsif (64,00 %). Seize événements sont le fruit de conflits ou de bagarres (32,00 %). Ces agressions éclatent habituellement suite à des altercations entre deux individus ou deux groupes où il y a eu échange de propos disgracieux et escalade des comportements jusqu'à l'agression. La même proportion d'événements (32,00 %, n=16) ont été causés suite à des réactions à une contrainte ou à un refus. Ces événements ont eu lieu dans un contexte où l'autorité parentale ou éducative impose une punition, une contrainte ou lors d'une arrestation policière.

Par ailleurs, 18 événements (36,00 %) ont des motifs instrumentaux et sont donc de nature davantage proactive. Parmi ces événements, sept agressions (14,00 %) ont été perpétrées afin de commettre un vol. Ces vols ont un caractère utilitaire puisqu'ils ont souvent été identifiés comme en lien avec la consommation de drogue. Puis, sept événements (14,00 %) sont des actes d'intimidation, de domination pour atteindre un statut.

Les délits perpétrés pour intimider une tierce personne sont des infractions où l'agresseur est le principal initiateur par un geste, tel que de cracher sur la victime ou de l'inciter à se battre. Finalement, les règlements de compte ont motivé quatre des événements à l'étude (8,00 %). Pour deux événements (4,00 %), le motif n'a pu être déterminé par l'analyse du RPD.

Tableau 13  
Répartition des événements selon le motif de l'agression

		n	%	Total	
Fonctions réactives	Conflit, bagarre	16	32,00 %	32	64,00 %
	Réaction à une contrainte, à un refus	16	32,00 %		
Fonctions proactives	Vol	7	14,00 %	18	36,00 %
	Intimidation, domination, statut	7	14,00 %		
	Règlement de compte	4	8,00 %		
Total		50	100,00 %	50	100,00 %

Des données concernant l'état d'intoxication de l'adolescent préalablement à l'agression étaient disponibles pour 23 événements et révèlent que parmi eux, 17,39 % (n=4) n'étaient pas intoxiqués au moment de l'agression. Les 82,60 % qui étaient intoxiqués avaient pour la plupart consommé de l'alcool (n=12), des stupéfiants, (n=6) le plus souvent de la cocaïne, et un jeune avait fait l'usage de marijuana.

#### 1.3.4 Caractéristiques se rapportant à la victime

La grande majorité (88,46 %) des événements ne concernent qu'une seule victime. Les victimes de ces infractions de violence sont le plus souvent de sexe masculin (69,23 %, n=36). Les femmes représentent 28,85 % (n=15) des victimes et un couple formé d'un homme et d'une femme ont été victimes lors d'un événement (2,0 %).

Pour huit événements, l'âge de la victime n'a pu être établi avec les données disponibles. Parmi les événements où l'âge de la victime était indiqué (n=44), les victimes

étaient le plus souvent de la même catégorie d'âge que leur agresseur puisque 52,27 % (n=23) d'entre elles sont des adolescents. Pour 45,45 % (n=20) des événements rapportés, un adulte a été la cible de l'agression, alors que dans une situation (2,27 %), les victimes étaient des septuagénaires. Des particularités sont à noter pour les femmes victimes, qui sont surtout des adultes (81,82 %), comparativement aux hommes victimes qui sont surtout des adolescents (65,63 %).

Tableau 14  
Sexe de la victime selon l'âge

	Homme		Femme		Couple		Total	
	n	%	n	%	n	%	n	%
Adolescent	21	65,63 %	2	18,18 %	0	0,0 %	23	52,27 %
Adulte	11	34,38 %	9	81,82 %	0	0,0 %	20	45,45 %
Aîné	0	0,0 %	0	0,0 %	1	100,0 %	1	2,27 %
Total	32	100,0 %	11	100,0 %	1	100,0 %	44	100,0 %

Tel qu'indiqué au tableau 15, parmi les événements documentés sur la relation avec l'agresseur (n=44), près des deux tiers des victimes étaient connues de l'agresseur (61,36 %; n=27). Parmi elles, la plupart provenaient de l'entourage de l'agresseur, comme des camarades de classe ou des gens du voisinage (44,44 %, n=12) ou avaient un lien d'autorité avec ce dernier (33,33 %, n=9) comme par exemple un intervenant du centre communautaire ou du centre de réadaptation. Les autres victimes connues étaient des membres de la famille (14,81 %, n=4), plus fréquemment la mère, ou des amis (7,41 %, n=2).

En contrepartie, dans 38,64 % (n=17) des événements la victime était inconnue. Parmi les victimes inconnues de l'agresseur (n=17), douze (70,59 %) sont des passants, des commis d'un dépanneur où un vol qualifié a été perpétré ou la cible d'un règlement de compte. Une autre victime inconnue de l'agresseur se trouvait dans son entourage (5,88 %) tandis que près du quart des victimes inconnues (23,52 %, n=4) étaient des personnes en autorité comme un agent de sécurité ou un policier.

Tableau 15  
Type de liens entre la victime et l'agresseur

	Inconnue		Connue		Total	
	n	% col.	n	% col.	n	% col.
Inconnu	12	70,59 %	0	0,0 %	12	27,27 %
Famille	0	0,0 %	4	14,81 %	4	9,09 %
Ami	0	0,0 %	2	7,41 %	2	4,55 %
Entourage	1	5,88 %	12	44,44 %	13	29,55 %
Autorité	4	23,53 %	9	33,33 %	13	29,55 %
Total	17	100,0 %	27	100,0 %	44	100,0 %

### 1.3.5 Conséquences et réactions suite à l'agression

Sur 51 événements documentés, suite à l'agression, les adolescents ayant perpétré les infractions en sont presque tous sortis sans séquelles physiques (96,08 %, n=49). Lors de deux événements (3,92 %), l'adolescent agresseur a eu des blessures, l'un d'entre eux a eu une blessure mineure n'ayant pas nécessité de soins médicaux et un autre a eu le nez cassé, ce qui représente une blessure importante ayant nécessité des soins médicaux.

Les conséquences observées chez les victimes sont plus lourdes. En effet, alors que dans près de la moitié des événements (47,83 %, n=22) la ou les victimes n'ont pas été blessées, 52,17 % des victimes ont eu des blessures suite à l'agression. Plus précisément, dans 19,57 % des événements (n=9), une victime a eu des blessures mineures comme des coupures superficielles, des ecchymoses et courbatures. Les victimes de 12 événements (26,09 %) ont eu des blessures importantes nécessitant des soins médicaux, comme des fractures, des coupures nécessitant des sutures, des dents brisées ou un choc ou blessures à la tête nécessitant une brève hospitalisation. Finalement, trois agressions (6,52 %) ont entraîné des blessures majeures nécessitant une chirurgie et pour lesquelles des séquelles subsistent. L'information concernant les blessures encourues chez les victimes n'a pu être documentée pour six événements.



Tableau 16  
Prévalence des événements ayant entraîné des blessures chez l'agresseur et la victime

	Agresseur		Victime	
	n	%	n	%
Aucune	49	96,08 %	22	47,83 %
Blessures mineures	1	1,96 %	9	19,57 %
Blessures importantes	1	1,96 %	12	26,09 %
Blessures majeures	0	0,0 %	3	6,52 %
Total	51	100,0 %	46	100,0 %

Dans plus de la moitié des événements (52,00 %, n=26), pour lesquels l'information a pu être colligée (n=52), les réactions des adolescents ayant commis l'infraction ont été catégorisées comme appartenant à la catégorie « reconnaissance ». Selon les données recueillies, les adolescents reconnaissent pour la plupart, leur responsabilité dans l'événement, mais à des niveaux différents. Ils admettent leur culpabilité mais certains ont été décrits comme minimisant leur implication ou la gravité de l'infraction, tandis que dans d'autres événements (18,0 %), les adolescents impliqués ont éprouvé des remords suite à l'agression et un désir de réparation. Par ailleurs, dans onze événements (22,0 %), les adolescents projettent le blâme sur autrui en expliquant par exemple que c'était à la victime de quitter les lieux pour éviter l'agression ou que « la victime a couru à son malheur ». Finalement, dans trois événements (5,77 %), l'adolescent nie sa responsabilité dans l'agression en maintenant être innocent.

L'analyse des RPD a permis de compiler les réactions des victimes de 29 événements sur les 52 (55,77 %). Douze victimes ont exprimé de la peur vis-à-vis leur agresseur, ce qui représente près de la moitié des événements pour lesquels l'information était disponible (41,38 %). Cette peur se traduit par une crainte qu'une telle situation ne se reproduise ou une prudence accrue face à certaines situations. Par ailleurs, sept victimes (24,14 %) disent ne pas avoir été affectées par l'agression et ne ressentir aucune émotion particulière vis-à-vis leur agresseur. Regroupés sous la catégorie « réaction neutre », ces derniers affirment espérer que leur agresseur reçoive de l'aide pour éviter qu'un tel événement ne se reproduise. Trois victimes ont exprimé de la colère face à leur agresseur (10,34 %) et sept

autres souffrent de séquelles psychologiques (24,14 %) telles qu'un syndrome de choc post-traumatique nécessitant un traitement pharmaceutique et un suivi psychologique, certains ayant également dû s'absenter du travail pour une période prolongée.

#### **1.4 Profil des événements**

Afin de déterminer si les données recueillies sur le contexte du passage à l'acte des 52 événements répertoriés permettent de tracer un profil d'agression, des groupes ont été créés suite à des analyses de classes latentes. Les premiers groupes ont été constitués à partir de variables se rapportant au délit, c'est-à-dire, l'endroit, l'utilisation d'une arme, le niveau de préméditation, la nature du motif et la présence de complices. Une seconde série de groupes a été formée à partir de variables se rapportant à la victime dont le genre et l'âge de la victime le lien avec l'agresseur et la présence de blessures durant l'événement.

##### **1.4.1 Variables se rapportant au délit**

À partir des variables sur le contexte du passage à l'acte, un modèle de classes latentes composé de deux classes a été sélectionné étant donné que c'est avec ce modèle qu'on a obtenu le BIC le plus bas (-112,47), comparativement à -99,92 (1 classe) et -93,34 (3 classes). De plus, la valeur de  $p$  (0,70) au test « bootstrap » est non significative donc on ne peut affirmer que le modèle à trois classes est meilleur que le modèle à deux classes. Qui plus est, « l'indépendance locale » des variables a été examinée en observant les résiduels bivariés. Pour cette analyse, tous les résiduels sont plus petits que 1 ce qui est excellent. Selon le test de Wald, toutes les variables à l'exception de la variable « armes » étaient significatives indiquant ainsi que ces variables contribuent à la classification des événements dans les catégories.

Ainsi, les deux groupes créés se distinguent selon les variables étudiées. Le premier groupe représente 52,5 % des événements. Ce groupe est formé d'événements s'étant déroulés davantage dans des espaces publics et à l'école (72,94 %) que dans une résidence

privée ou un centre de réadaptation (27,06 %). Ces événements impliquent pour la plupart une arme (71,37 %) et une préparation minimale ou élaborée (66,95 %). Les événements appartenant à cette catégorie répondent plus souvent à une fonction proactive (59,05 %) qu'à une fonction réactive (40,95 %). Finalement, ces événements se distinguent par le fait d'avoir été perpétrés avec la participation de complices (84,29 %) plutôt que de façon solitaire (15,71 %). Ce groupe pourrait être qualifié « événements publics proactifs avec complicité ».

Le second groupe compte 47,5 % des événements et diffère du premier sur certaines variables. Ces événements se sont davantage déroulés dans des résidences privées ou un centre de réadaptation (68,6 %) que dans un endroit public (31,4 %). Tout comme le premier groupe, ces événements impliquent souvent une arme (76,91 %). Ce groupe se caractérise également par la préméditation avec 94,93 % mais répondent plutôt à une fonction réactive (91,51 %). Finalement, pour la très grande majorité des événements dans cette catégorie (97,14 %), l'agresseur a agi seul, sans l'intervention de complices. Ce groupe pourrait être qualifié « événements privés réactifs sans complicité ».

Des analyses statistiques de type test de Student ont révélé que pour le contexte du passage à l'acte, les deux groupes se distinguent de façon significative en ce qui concerne la variété des délits. En effet, les adolescents du groupe « événements publics proactifs avec complicité » se caractérisent par une plus grande variété de délits commis ( $M=4,0$ ;  $s=1,27$ ) que ceux du groupe « événements privés réactifs sans complicité » ( $M=3,16$ ;  $s=1,63$ ) et cette différence est statistiquement significative ( $t=-2,07 < 0,05$ ). Toutefois, ces deux groupes ne se distinguent pas en ce qui concerne l'âge, le nombre de délits, le nombre de mesures, la variété ou la durée des mesures imposées.

De plus, d'autres analyses ont été effectuées afin de déterminer si selon le groupe d'appartenance, ces adolescents se caractérisaient davantage par la commission de certaines infractions ou par le recours à certains types de mesures. Ces analyses révèlent que les adolescents du groupe « événements publics proactifs avec complicité » sont

proportionnellement plus nombreux (81,48 %,  $n=22$ ) à avoir commis des infractions contre l'administration de la justice comparativement à 36 % ( $n=9$ ) chez les adolescents du groupe « événements privés réactifs sans complicité » et cette différence est significative ( $p=11,15 < 0,001$ ). Toutefois, les adolescents des deux groupes ne se distinguent pas quant à la proportion de jeunes ayant perpétré des infractions contre les biens. Par ailleurs, le faible nombre d'adolescents ayant commis des délits dans les autres catégories d'infractions n'était pas suffisamment élevé pour effectuer des tests de différences. Pour les mesures imposées, mis à part le fait qu'aucun adolescent de ces deux groupes n'ait eu de mesure de sanctions extrajudiciaires, ces deux groupes ne diffèrent pas quant à la proportion de mesures de garde et de mesures probatoires imposées.

#### 1.4.2 Victime

Puis, à partir des variables concernant la victime, un modèle, de classes latentes, composé de trois classes a été sélectionné comme étant le meilleur modèle. Tout d'abord, le BIC le plus petit équivaut à 2 classes (-81,88), comparativement au modèle à une classe (-68,33) et au modèle à trois classes (-67,14). La valeur du test bootstrap est significative ( $p=0,02$ ) ce qui indique que le modèle à trois classes est meilleur que le modèle à deux classes. Pour cette classification, le test de Wald indique que toutes les variables contribuent à la classification, bien que les variables « lien avec la victime » ( $\text{Wald}=13,00 < 0,05$ ) et « âge de la victime » ( $\text{Wald}=7,95 < 0,05$ ) soient plus significatives que la variable « sexe de la victime » ( $\text{Wald}=4,44 < 0,10$ ) et « blessures de la victime » ( $\text{Wald}=4,80 < 0,10$ ). Finalement, tous les résiduels bivariés sont inférieurs à 1, ce qui justifie davantage le choix du modèle à trois classes.

Les trois groupes ainsi créés présentent certaines particularités. Tout d'abord, le premier groupe concerne 26 événements et est nommé « adolescents de l'entourage blessés » car il est surtout formé de victimes provenant de l'entourage, de camarades d'école ou de voisins (62,98 %). Ces victimes sont des adolescents en grande majorité

(91,16 %) et presque exclusivement de sexe masculin (99,25 %). Près du tiers d'entre elles ont été blessées durant l'agression (72,49 %).

Le second groupe nommé « adultes inconnues ou figures d'autorité » concerne 17 événements. Ce groupe est plus souvent composé de personnes en autorité (75,40 %) ou d'inconnus (23,33 %). Ces victimes sont presque toutes des adultes (98,60 %) de sexe masculin (60,76 %) ou féminin (39,24 %). Ce groupe ne se distingue pas par le fait d'avoir été blessé (46,68 %) ou pas (53,32 %) durant l'événement.

Finalement, le troisième groupe concerne neuf événements et est nommé « femmes proches ou inconnues non blessées » est d'abord formé de proches de l'agresseur, membres de la famille ou amis (58,50 %), suivi d'inconnus (26,83 %). Les adultes et les aînés sont représentés en plus forte proportion (60,56 %) que les adolescents (39,44 %) et sont plus souvent des femmes (95,07 %). Ce troisième groupe de victimes se caractérise par le fait de ne pas avoir été blessé (97,37 %) durant l'agression.

Des analyses statistiques ont été effectuées afin de déterminer si les adolescents ayant perpétré les événements de violence se distinguaient selon certaines variables en lien avec le profil de victime auquel ils ont été associés. Ces analyses révèlent que peu importe le profil des victimes, les trois groupes ne se distinguent pas quant au nombre et à la variété des délits ni en ce qui concerne le nombre, la variété et la durée des mesures imposées.

## QUATRIÈME CHAPITRE

### FAITS SAILLANTS ET DISCUSSION

#### 1. FAITS SAILLANTS

##### 1.1. Caractéristiques délictuelles

Au printemps 2008, les adolescents contrevenants du CJM étaient âgés de 16,52 ans en moyenne. Ces derniers avaient commis une moyenne de 4,31 délits, ce qui est supérieur à la moyenne de trois délits observée en 1998-1999. Les délits les plus fréquemment commis par ces adolescents sont les délits contre les biens, perpétrés par plus d'un adolescent sur deux (52,69 %). D'ailleurs, les adolescents ayant commis un délit dans cette catégorie en ont commis en moyenne 3,11. Le voies de fait simple arrive au second rang des infractions les plus commises (36,70%), suivi des délits relatifs aux drogues (27,24%), des délits contre l'administration de la justice (23,82%) et des délits de violence grave (15,01%). Les délits contre l'administration de la justice sont ceux dont la moyenne de délits commise dans cette catégorie est la plus élevée avec 3,89 délits. Au Canada, le type d'infractions commises par les adolescents suit à peu près le même ordre, bien que les proportions varient. Au pays, les infractions contre la personne représentent 27 % des causes entendues. En Montérégie, la proportion de délits contre la personne était de 14 % en 1998-1999 et s'élève aujourd'hui à 56 %. Bien qu'à première vue, ces données semblent démontrer une augmentation marquée, ils ne représentent pas la même réalité. En effet, le portrait de 1998-1999 est basé sur l'ensemble des délits commis tandis que le portrait actuel considère uniquement les adolescents contrevenants comme unité d'analyse. Ces différences pourraient donc être expliquées par la différence de méthode dans le traitement des données qui diffèrent dans les études rapportées.

La catégorie des infractions contre l'administration de la justice compte la moyenne de délits perpétrés par catégorie la plus élevée. C'est donc dire que lorsqu'un adolescent commet un délit dans cette catégorie, il est susceptible d'en commettre plus qu'un ou de

récidiver. Par ailleurs, la catégorie des délits relatifs aux armes compte la moyenne la moins élevée par catégorie indiquant que ces délits ont moins tendance à être commis souvent ou répétés par un même adolescent. Dans un autre ordre d'idées, la catégorie des délits contre l'administration de la justice, des délits autres et des délits de la route comptent des moyennes de délits supérieures à dix, ce qui représente les moyennes les plus élevées, toutes catégories confondues. Ces données indiquent donc que les adolescents ayant commis ce genre d'infractions, ont commis un nombre élevé de délits. La commission de ce type de délits pourrait donc indiquer un niveau de fréquence élevé de délinquance. Par ailleurs, les adolescents ayant commis des infractions d'ordre sexuel ont commis peu de délits dans cette catégorie et la moyenne de délits toutes catégories confondues la plus basse, indiquant une fréquence moins élevée d'agir délinquant pour cette catégorie.

## **1.2 Caractéristiques sociodémographiques**

Les analyses effectuées au niveau de l'âge par rapport aux catégories de délits révèlent une certaine tendance pour près de l'ensemble des délits où l'âge médian se situe à 17 ans. Néanmoins, les délits sexuels sont commis plus jeunes, c'est-à-dire entre 15 et 17 ans avec une médiane à 16 ans. De plus, les délits de la route et les délits autres se commettent plus tard, vers 18 ans. Finalement, l'étendue d'âge des jeunes commettant des voies de fait simples est plus grande puisque ces derniers commencent plus jeunes, c'est-à-dire vers 15 ans, comparativement à 16 ans pour les autres infractions.

## **1.3 Caractéristiques socio-judiciaires de l'intervention**

Certaines tendances ont été observées quant aux types de mesures imposées aux adolescents du CJM. Les adolescents de l'échantillon se sont vus imposés en moyenne, 2,24 mesures appartenant à 1,74 catégorie différente, si on ne compte pas les différentes conditions de surveillance ou de probation imposées. Les adolescents ayant eu une peine dans la communauté sont ceux ayant le plus grand nombre de mesures différentes. Les peines les plus fréquemment imposées appartiennent à la catégorie des peines purgées dans

la communauté et sont purgées par les deux tiers des adolescents (64,93%), alors que le tiers (34,75%) ont eu des sanctions extrajudiciaires. Finalement, seulement un jeune sur dix (9,79%) a eu une peine de garde. La peine spécifique (52,04%) et la probation avec suivi (47,47%) sont les deux peines les plus fréquemment imposées. Puisque les données nationales ne sont pas comptabilisées de la même façon, il est difficile d'effectuer des comparaisons. Toutefois, certaines ressemblances peuvent être dégagées des données analysées. Au Canada, la peine la plus souvent imposée est la probation (67 %) avec une proportion similaire à celle observée au CJM (69,66 %). Dans un autre ordre d'idées, le recours à la mise sous garde était en 2006-2007, plus fréquent au Canada (17 %), qu'au Québec (11 %), et la situation en 2008 en Montérégie s'apparente à celle observée dans la province (9,79 %) (Thomas, 2008). Ce taux de près de 10 % équivaut aux données rapportées dans le rapport annuel du CJM de 2007-2008, mais est légèrement inférieur à celui rapporté dans le portrait de clientèle de 1998-1999, sous la LJC. Donc, le CJM a également connu une baisse du recours au placement sous garde suite à l'implantation de la LSJPA.

La durée des mesures imposées semble augmenter avec l'intensité de la mesure. En effet, parmi l'ensemble des mesures imposées, les peines les moins longues appartiennent à la catégorie des sanctions extrajudiciaires alors que les mesures les plus longues sont le PASI et la probation avec suivi. En Montérégie, la durée de mise sous garde la plus souvent imposée est de six mois mais varie principalement de quatre à dix mois. Au Canada, suite à l'implantation de la LSJPA, la proportion d'adolescents en mise sous garde pour une durée de six mois et moins a augmenté et représentait en 2006-2007, 89 % des cas, avec une moyenne de 72 jours et une médiane de 36 jours (Thomas, 2008). Il semblerait que la durée des mises sous garde soit plus longue en Montérégie que dans l'ensemble du Canada. Toutefois, les données nationales considèrent également les probations dans le calcul des durées, ce qui pourrait expliquer en partie cette dissemblance. Cette donnée n'étant pas disponible pour le Québec des comparaisons au niveau provincial ne peuvent être effectuées.



Pour la majorité des mesures, l'âge médian se situe à 17 ans. Toutefois, les adolescents ayant eu des sanctions extrajudiciaires sont plus jeunes, tandis que ceux ayant eu une peine de garde sont plus vieux. Cette différence pourrait s'expliquer de deux manières. Tout d'abord, les adolescents plus jeunes ont commis moins de délits en moyenne, ce qui indique une moins grande fréquence de récidive chez les plus jeunes délinquants, permettant de recourir aux sanctions extrajudiciaires pour ces derniers présentant encore, une délinquance moins marquée que les adolescents plus âgés. Puis, la moyenne d'âge augmente aussi selon la gravité de la délinquance, et ce, lorsque mesurée en fonction de la présence ou non d'un délit de violence grave. Selon les principes de la LSJPA, les peines de garde sont réservées aux adolescents ayant commis les infractions les plus graves et aux multirécidivistes. Si on observe que les adolescents qui ont commis un nombre élevé de délits ainsi que ceux qui ont commis des délits de violence grave sont plus vieux, il est donc compréhensible que les adolescents en mise sous garde soient plus vieux que ceux ayant eu d'autres types de peines. En effet, les adolescents plus âgés sont plus susceptibles d'être des récidivistes, alors que ceux qui en sont à leur première infraction jouiront d'une plus grande tolérance à leur égard (Savoie, 1999). D'ailleurs, parmi les jeunes ayant eu une peine de mise sous garde, 65,22 % d'entre eux ont commis un délit de violence grave, 9,50 % ont commis au moins un voies de fait et une faible minorité (3,80 %), n'ont pas commis de délit contre la personne.

Les adolescents ayant commis des délits contre la personne représentent encore, selon les données recueillies, une minorité de la clientèle suivie en délinquance au CJM (44,21 %). Bien que près du tiers des adolescents aient commis au moins un voies de fait simple (29,20 %), une minorité (15 %) ont commis un délit de violence grave et ils se distinguent des autres groupes. En effet, ces derniers sont plus vieux, ils ont commis un nombre plus élevé de délits, ils démontrent une plus grande polyvalence dans les catégories de délits perpétrés. De plus, ils se sont vus imposés davantage de mesures, appartenant à différentes catégories et ces mesures étaient d'une durée plus longue. Ces adolescents ayant commis des délits de violence grave ont moins souvent eu des sanctions extrajudiciaires et ont presque tous eu des peines dans la communauté. Ces données indiquent une gradation

dans la délinquance où le nombre de délits et la polyvalence augmente en fonction de la perpétration d'un délit contre la personne, et ensuite d'un délit de violence grave. Ces données corroborent avec les conclusions de Le Blanc (1999) qui soutient que les délinquants les plus actifs sont aussi, généralement violents et que les adolescents violents sont aussi, généralement les plus actifs.

## **1.4 Différences sexuelles**

### **1.4.1 Prédominance des adolescents**

Les données recueillies indiquent des différences importantes entre les adolescents et les adolescentes. Tout d'abord, les adolescents sont significativement plus âgés en moyenne que les adolescentes, ce qui correspond aux données nationales. Puis, au CJM, les adolescents ayant reçu une peine ou une sanction en vertu de la LSJPA sont beaucoup plus représentés (88,42 %), que les adolescentes, et ce, tous délits confondus. Cette prévalence suit la même tendance que celle observée à l'échelle nationale où la majorité des causes (81 %) ayant mené à une condamnation concernaient des adolescents (Kong et AuCoin, 2008). Toutefois, la proportion d'adolescentes condamnées est plus faible au CJM que dans le reste du Canada. Par ailleurs, les données équivalentes disponibles pour le Québec indiquent une proportion très similaire, avec 87 % des contrevenants étant de sexe masculin. Le portrait des jeunes desservis au CJM sous la LJC en 1998-1999 indique une proportion de 81 % d'adolescents desservis. Toutefois, cette donnée représente tous les adolescents pour lesquels une demande de service avait été effectuée au CJM et ne représente donc pas les jeunes ayant reçu une condamnation. Cette différence observée au CJM pourrait s'expliquer de plusieurs manières. Tout d'abord, la délinquance féminine pourrait être un phénomène moins répandu au Québec que dans l'ensemble du Canada, mais si tel était le cas, les études comparatives effectuées jusqu'à maintenant auraient été en mesure de mettre en lumière une tendance. Il se pourrait donc que, suivant la tendance paternaliste de l'intervention auprès des adolescentes contrevenantes, décrite par Lanctôt et Desai (2002), le Québec ait davantage recours aux services de protection pour intervenir

auprès de ces adolescentes qui manifestent des agir délinquants. Finalement, les données de Statistiques Canada présentent des proportions de causes devant les tribunaux alors que les données présentées ici considèrent les adolescents desservis comme unité de mesure, plutôt que de se baser sur le nombre de causes que chacun de ces adolescents a amené devant les tribunaux. Il est donc possible que cette différence dans le traitement des données explique en partie l'écart observé. Donc, en Montérégie, comme ailleurs, les condamnations chez les adolescents concernent en grande majorité les jeunes de sexe masculin mais les raisons à l'origine des écarts observés dans les taux rapportés demeurent à être clarifiées.

#### 1.4.2 Nature des délits et genre

Dans un autre ordre d'idées, les adolescentes se démarquent non seulement par le fait d'avoir commis un moins grand nombre de délits mais elles ont également commis des délits appartenant à moins de catégories différentes, lorsque comparées à leurs homologues masculins. En ce sens, au CJM, les adolescentes condamnées représentent une faible minorité et leurs agir délinquants sont moins fréquents et moins variés comparativement aux adolescents.

Certaines différences sexuelles ont aussi été observées quant à la proportion de délits perpétrés par les adolescents et par les adolescentes dans les différentes catégories d'infractions. En effet, les adolescentes commettent moins fréquemment des infractions contre les biens et lorsqu'elles le font, elles en commettent significativement moins que les adolescents. Elles commettent moins de délits relatifs aux drogues et de délits contre l'administration de la justice. Elles sont très peu nombreuses à avoir commis des délits dans les autres catégories et absentes dans la catégorie des infractions de la route. En 1997, au Canada, l'infraction la plus courante était le vol de moins de 5000\$, et ce, chez les deux sexes. Toutefois, au deuxième rang, les adolescentes commettaient des voies de fait simples et les adolescents des introductions par effraction (Stevenson, 1998). Dans la présente étude, l'ordre s'inverse, les adolescentes étant d'abord responsables de voies de fait simples et ensuite responsables de délits contre les biens, alors que le contraire est observé chez les

adolescents. En effet, près de la moitié (42,25 %) des adolescentes ont commis un voies de fait simple. Par ailleurs, les deux groupes ne se distinguent pas quant à la proportion de jeunes ayant commis des délits de violence grave. En définitive, les adolescentes ayant commis un voies de fait, en ont commis, en moyenne, un nombre significativement plus élevé que les adolescents. Une partie de ces délits perpétrés par les adolescentes pourrait provenir des plaintes portées par le personnel du centre jeunesse, qui, suite à une situation d'agression de ces adolescentes hébergées en vertu de la LSJPA, décident de porter plainte pour voies de fait, mais cette hypothèse demeure à être validée.

#### 1.4.3 Mesures imposées et genre

Les adolescentes se distinguent également des adolescents quant aux mesures qu'elles se sont vues imposées. Ces dernières ont eu la moitié moins de mesures et le type d'intervention était moins varié que chez les adolescents. Pour la majorité d'entre elles on a eu recours à des sanctions extrajudiciaires (60,56 %), et ce, deux fois plus souvent que chez leurs homologues masculins (31,37 %). Toutefois, chez celles ayant eu une sanction extrajudiciaire, le nombre et la durée des mesures imposées ne différait pas de celui des adolescents. Par ailleurs, les adolescentes ayant eu des sanctions extrajudiciaires sont plus jeunes que leurs homologues masculins pour qui on a eu recours aux mêmes mesures. De plus, significativement moins d'adolescentes ont été condamnées à des peines dans la communauté, mais celles qui l'ont été, n'ont pas eu moins de mesures que les adolescents. Finalement, près de 3 % des adolescentes ont eu une peine de garde comparativement à plus d'un adolescent sur dix.

Ces différences pourraient s'expliquer en partie par le fait que ces adolescentes ont commis, en moyenne, un nombre moins élevé de délits et une moins grande polyvalence dans les agir délinquants, ce qui indiquerait une délinquance moins importante, en termes de fréquence. Par ailleurs, Kong et AuCoin (2008) rapportent que les adolescentes se voient moins souvent imposées des peines de garde, et ce, même après avoir considéré le type d'infraction. En ce sens, il est pertinent de se demander si ces informations s'expliquent par

une tendance accrue à intervenir dans un contexte de protection auprès de ces adolescentes ou si c'est plutôt la gravité de la délinquance de ces adolescentes, comme l'absence d'antécédents, par exemple, qui expliquerait qu'on ait recours à des peines moins lourdes.

## **1.5 Caractéristiques du contexte délictuel**

### **1.5.1 Type d'arme**

Parmi tous les événements analysés, les plus fréquents étaient des agressions armées, représentant 48,08 % des événements, des voies de fait avec lésions corporelles (25,00 %) et des vols qualifiés sans arme à feu (13,46 %). En ce sens, cette donnée va de pair avec le fait que la majorité des infractions (75,00 %) ont été commises avec une arme. Selon Stevenson et ses collaborateurs (1998), au Canada, en 1997-1998, 41 % des infractions de violence autres que le voies de fait simple impliquaient une arme. L'écart entre la proportion observée et la proportion rapportée pourrait s'expliquer par le fait que les 52 événements analysés comptent parmi les plus graves, par leur nature, mais aussi parce qu'ils ont entraîné la rédaction d'un RPD. Dans la présente étude, parmi les événements où une arme fut utilisée, l'arme blanche représente 86,49 % des cas et regroupe principalement le couteau (35,14 %) et des objets contondants ou objets de la vie quotidienne à portée de la main au moment de l'agression (64,86 %). Cette proportion est très similaire à celle rapportée par Savoie, (1999) où 87 % des agressions armées ont été perpétrées avec un couteau, un objet contondant ou un autre objet. Néanmoins, dans la présente étude, les couteaux sont moins fréquemment utilisés que les autres objets, alors que le contraire est rapporté dans l'étude de Savoie (1999). Les agressions avec une arme à feu, représentent 10 % des infractions armées, ce qui est légèrement inférieur aux données nationales (13 %).

### **1.5.2 Caractéristiques de l'environnement**

Les événements recensés se déroulent surtout en soirée (61,54 %) et pour la plupart dans une résidence privée (26,0 %) ou dans un endroit public, à l'extérieur, comme un parc

(24,0 %). Stevensen et ses collaborateurs ont rapporté des données similaires puisque selon eux, les événements de violence se déroulent d'abord dans les endroits publics (35 %) et ensuite dans les résidences privées (26 %). Soulignons qu'un événement de violence grave sur cinq a été perpétré dans un centre de réadaptation. En effet, la grande majorité (86,54 %) des adolescents responsables des événements répertoriés ont déjà reçu des services en vertu de la LPJ. Certains d'entre eux ont pu avoir eu une ordonnance de placement et avoir agressé un agent de sécurité, un intervenant ou un autre jeune durant leur hébergement en centre de réadaptation. Notons que 32,0 % de tous les événements concernent des réactions suite à une contrainte, à un refus, dans un contexte où l'autorité parentale, éducative ou policière imposait une contrainte, une punition ou une arrestation.

### 1.5.3 Complicité et intoxication

Plus de la moitié des infractions ont été perpétrées sans la présence de complices (54,90 %), alors que les autres événements impliquent un ou plusieurs complices (45,10 %). McCurley et Snyder (2004) rapportent que le tiers (32 %) des crimes de violence sont perpétrés par plus d'un adolescent. Donc, la complicité n'est pas caractéristique de la délinquance violente à l'adolescence comme ce l'est pour les infractions contre les biens mais elle survient tout de même dans près de la moitié des événements. De plus, la majorité des infractions (64,0 %) sont perpétrées en réponse à une situation et sont donc davantage réactionnelles, expliquant le fait que 62,75 % des événements étaient non prémédités, c'est-à-dire qu'aucune planification ou préparation n'avait été effectuée. Ces données vont dans le même sens que les propos de Miethe et Drass (1999) qui soutiennent que durant l'adolescence, les crimes sont souvent décrits comme étant commis de façon impulsive et spontanée, en réponse à une situation. D'ailleurs, un parallèle eut aussi être fait avec les données sur le type d'armes utilisés qui sont souvent des objets disponibles à portée de la main. Néanmoins, malgré une prédominance de la délinquance dite réactive, une proportion non négligeable des événements (36,00 %) sont motivés par des fonctions proactives comme le vol, l'intimidation pour atteindre un statut ou le règlement de compte. D'ailleurs, plus du tiers

(37,25 %) des événements impliquaient une préparation modeste ou élaborée précédant l'agression.

La majorité (82,60 %) des adolescents pour lesquels l'information était disponible étaient sous l'effet d'alcool ou de drogue au moment de l'agression, la plupart ayant consommé de l'alcool ou des stupéfiants. Toutefois, ces données doivent être considérées avec précaution puisque cette information n'était pas disponible pour plus de la moitié des événements et il se peut que les dossiers dans lesquels l'information était mentionnée soient ceux où il y avait effectivement eu abus de substances, ce qui est susceptible d'introduire un biais. Nous pouvons donc affirmer que sur les 52 événements, au moins 19 avaient été perpétrés sous l'effet d'alcool ou de drogues.

#### 1.5.4 Victimes appréhendées

La majorité des événements concernent une seule victime, plus souvent des adolescents de sexe masculin (47,73 %). Selon McCurley et Snyder (2004), 54 % des victimes de crimes de violence chez les adolescents sont également des adolescents de sexe masculin, tandis que cette proportion est de 62 % au Canada (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998). Néanmoins, les femmes victimes aux mains d'adolescents étaient des adultes huit fois sur dix. Deux victimes sur trois étaient connues de l'agresseur et provenaient de l'entourage, du voisinage ou représentaient une figure d'autorité pour l'adolescent. Neuf pour cent des victimes étaient des membres de la famille, le plus souvent la mère. Stevenson et ses collaborateurs (1998) abondent dans le même sens. Ces derniers rapportent que près des trois quarts des victimes aux mains d'un agresseur adolescent connaissent l'agresseur, 13 % étant des membres de la famille. Le tiers des victimes étaient inconnues de l'agresseur. Ces derniers étaient des passants, des commis de commerce ou des personnes en autorité. Ces données corroborent avec Kazemian et Le Blanc (2004) qui soutiennent que durant l'adolescence les agressions impliquent plus souvent une victime accessible dans l'entourage.

Bien que les adolescents contrevenants soient pour la grande majorité, sortis indemnes des événements qu'ils ont perpétrés, les conséquences sur les victimes sont plus lourdes puisque plus de la moitié des victimes ont eu des blessures suite à l'agression (52,17 %), dont trois entraînant des blessures majeures avec séquelles. Cette prévalence correspond de près aux données nationales rapportant que 49 % des victimes n'ont déclaré aucune blessure, alors que 5 % auraient eu des blessures graves nécessitant des soins médicaux (Stevenson, Tufts, Hendrick et Kowalski, 1998). Dans un autre ordre d'idées, les réactions des victimes par rapport à l'agresseur se sont manifestées différemment pour les victimes. Le quart d'entre elles disent avoir des séquelles psychologiques ayant altéré leur fonctionnement dans la vie quotidienne, tandis que 41,38 % des victimes demeurent craintifs suite à l'agression. Une victime sur dix aurait manifesté de la colère, les autres demeurant plutôt neutre.

Plus de la moitié des adolescents contrevenants ont reconnu leur responsabilité dans l'agression. Toutefois, cette reconnaissance varie entre une admission de culpabilité en ce sens qu'ils ne nient pas leur participation, tandis que d'autres (18 %) éprouvent des remords et un désir de réparation. Toutefois, dans 22 % des événements, l'agresseur rejette le blâme sur autrui et dans trois événements, l'adolescent nie son implication et maintient être innocent.

## **1.6 Profil des événements**

### **1.6.1 Types d'événements**

Tel que rapporté précédemment, les adolescents ne se spécialisent peut-être pas dans un type de délits en particulier mais certains événements violents s'apparentent suffisamment pour déceler deux types d'agressions se distinguant par leurs caractéristiques. Les 52 événements répertoriés se répartissent d'ailleurs de façon presque équivalente dans les deux groupes. Les « événements publics proactifs avec complicité » représentent 72,94% des événements et se déroulent davantage dans les lieux publics comme l'école et



les espaces extérieurs, ils impliquent une arme, un certain niveau de préparation, ils sont perpétrés avec l'aide de complices et répondent à des motivations proactives. De plus, les adolescents responsables de ces événements ont commis une plus grande variété de délits que les adolescents ayant commis des infractions appartenant à l'autre groupe et ils sont plus nombreux à avoir commis des infractions contre l'administration de la justice. Ce type d'agression pourrait correspondre davantage au type « organisé » décrit par Kazemian et Le Blanc (2003), par le niveau de préparation, l'utilisation d'instruments et les motivations utilitaires. Toutefois, le type « organisé » agit avec un nombre limité de complices, ce qui n'est pas le cas des « événements publics proactifs avec complicité » où la majorité des événements ont été commis en solitaire.

Puis, les « événements privés réactifs sans complicité », regroupent 47,5% des événements et se déroulent plus souvent dans des résidences privées ou centres de réadaptation et se caractérisent par le fait d'avoir été perpétrés seuls. Toutefois, tout comme l'autre type d'agression, ces événements ont été préparés et impliquent une arme, mais répondent davantage à des motivations proactives. Ce type d'événements pourrait être associé au type « désorganisé » de Kazemian et Le Blanc, par la caractéristique commune de la présence de complices. Néanmoins, les autres caractéristiques du type « désorganisé » ne cadrent pas avec les « événements privés réactifs sans complicité ». Le fait que ces deux études soient parvenues à décrire deux types de «modus operandi » distincts indique que le contexte du passage à l'acte suit un déroulement dont les éléments sont liés. Toutefois, les différences rapportés dans ces deux modèles pourraient être expliquées par le fait que Kazemian et Le Blanc (2003) n'ont pas catégorisé les variables de la même manière, comme par exemple le motif, mais aussi par le fait que cette étude a analysé tous les types d'infraction et pas uniquement les délits de violence grave. En ce sens, il est possible que les événements de violence grave répondent à des modèles propres à ce type d'infraction, ce qui demeure toutefois à être validé par des recherches futures.

### 1.6.2 Types de victimes

Trois classes ont été créées pour différencier les types de victimes. Tout d'abord, le groupe des « adolescents de l'entourage blessés » formé de 62,98% des événements, proviennent de l'entourage et sont presque exclusivement des adolescents de sexe masculin, dont plusieurs ont été blessés. Puis, les « adultes inconnues ou figures d'autorité » (75,40%), sont des adultes, hommes ou femmes, inconnus ou en autorité, qui ont pu être blessé ou pas durant l'événement. Finalement, le groupe des « femmes proches ou inconnues non blessées » (58,50%) se caractérisent par le fait d'être des adultes, principalement des femmes, proches de l'agresseur mais aussi des inconnues qui n'ont pas été blessées durant l'agression.

## 2. CONCLUSION

À la lumière des éléments rapportés jusqu'ici, il est possible de dégager certaines forces et limites propres à cette recherche, en exposant les limites de l'étude inhérentes à la démarche et en présentant les apports de cette étude au plan scientifique et clinique pour ainsi être en mesure de proposer des pistes à étudier dans des recherches ultérieures.

### 2.1 Limites de l'étude

Sur le plan méthodologique, certaines limites à la validité interne de la présente étude ont été identifiées. Tout d'abord, au niveau de l'instrumentation, la grille élaborée pour recueillir l'information dans les RPD est un outil qualitatif, dont les construits et le choix des items ne reposent pas sur un modèle théorique établi. De plus, bien qu'un accord inter-juges satisfaisant ait été obtenu lors de la compilation de cette grille, la fidélité de cet outil pourrait présenter certaines faiblesses étant donné l'aspect qualitatif de la cueillette qui pourrait laisser place à la subjectivité de l'observateur. Puis, la faible représentation de certains sous-groupes, comme les filles ou certaines catégories de délits, limite la

puissance des analyses. En ce sens, les résultats de certaines analyses comparatives entre les groupes où la taille est faible doivent être considérés avec précaution.

Les limites à la validité externe concernent tout d'abord le fait que les données recueillies, bien qu'elles reposent sur la population de tous les jeunes retenus selon les critères établis, ne sont peut-être pas représentative de la réalité des jeunes québécois puisque le choix de la population ne se limite qu'à la clientèle d'un seul centre jeunesse. Qui plus est, les 52 événements répertoriés à partir des RPD disponibles ne représentent pas l'ensemble des événements de violence grave identifiés. Dans le même ordre d'idées, la faible taille de cet échantillon limite également les analyses pouvant être effectuées. Par conséquent, les constats tirés ne peuvent être généralisés à l'ensemble des événements de violence.

Par ailleurs, les données se rapportant aux caractéristiques socio-judiciaires utilisées pour répondre aux deux premiers objectifs de l'étude permettent de tracer un portrait descriptif de la clientèle et non un portrait clinique offrant un profil personnel, familial, ou social. De plus, la description du contexte du délit colligée dans les RPD demeure très factuelle puisque le RPD rapporte de façon assez sommaire les perceptions du jeune et de la victime. Ce rapport n'est donc pas basé sur une étude qualitative décrivant les motivations et circonstances du passage à l'acte. Cet aspect descriptif des données présentées ne représente pas une limite en ce sens que les analyses répondent aux objectifs fixés qui consistent à décrire la clientèle, en termes de caractéristiques sociodémographiques et judiciaires ainsi que le contexte du passage à l'acte, afin d'orienter l'offre de services en conséquence. Toutefois, il serait intéressant, dans une démarche ultérieure, d'étudier les caractéristiques du passage à l'acte de façon qualitative et suivant une méthodologie comparable à celle utilisée par Kazemian et Le Blanc (2003), et ce pour analyser les événements de violence grave.

De plus, le faible nombre d'événements recensés a permis de tracer un portrait des caractéristiques propres au contexte du passage à l'acte et d'en dégager certains types

d'événements. Toutefois, le recours à un échantillon plus large aurait permis de contrer la problématique du manque de puissance statistique pouvant potentiellement réduire la capacité d'identifier des différences entre les groupes pour les variables socio-judiciaires.

Puis, certaines données propres au contexte du passage à l'acte n'étaient pas suffisamment documentées pour bien représenter la réalité. En effet, il est possible que les données disponibles par rapport à l'intoxication des adolescents au moment de l'infraction ne représentent pas fidèlement la réalité puisque cette donnée était absente dans plusieurs dossiers. De plus, aucune donnée sur l'implication dans un gang n'a pu être colligée et il aurait été intéressant de comparer la nature des motifs de ces adolescents et de déterminer si un profil d'infraction les distingue des autres adolescents.

## **2.2 Apport au plan scientifique**

Sur le plan scientifique, cette recherche ajoute au bassin de connaissances actuelles de différentes façons. D'abord, elle permet d'identifier les différences existantes entre les adolescents commettant des délits de violence et les délinquants non violents. Puis, elle présente une typologie des événements de violence perpétrés par les adolescents. Les recherches existantes ayant eu recours à cette méthodologie regroupent ensemble toutes sortes de crimes d'où l'aspect innovateur de cette recherche qui a choisi de se pencher sur un seul type d'infraction. Malgré les limites identifiées, cette étude a permis d'explorer ce domaine de connaissances et de mieux décrire le contexte entourant les événements de violence à l'adolescence. De façon spécifique, les constats tirés permettent de mieux documenter cette réalité et éventuellement de mieux comprendre le phénomène de la violence chez les jeunes.

## **2.3 Apport au plan clinique**

La violence chez les jeunes est un sujet qui préoccupe la population, retient l'attention des médias et mobilise les différents acteurs et décideurs œuvrant au sein du

système de justice et dans les établissements offrant des services aux adolescents. Cette étude a permis de dresser un portrait de la délinquance juvénile en Montérégie mais aussi d'évaluer l'ampleur de la problématique de la violence parmi la clientèle adolescente en centre jeunesse. En ce sens, cette recherche représente un apport au plan clinique si l'on considère qu'une meilleure connaissance des caractéristiques des adolescents délinquants et des interventions judiciaires caractérisant cette population spécifique permettra de mieux représenter la réalité et d'orienter les services en fonction des constats tirés. Ainsi, les ressources nécessaires pour répondre aux besoins de réadaptation de ces jeunes mais aussi au mandat de protection de la société pourront être développées. La LSJPA a eu un impact sur le type de clientèle desservie par les centres jeunesse et il importe d'adapter les services dispensés à cette population en fonction de cette nouvelle réalité et ce portrait descriptif de la clientèle desservie pourra ainsi contribuer à mieux planifier l'offre de services.

Par ailleurs, une meilleure compréhension du contexte dans lequel les adolescents ont commis une infraction de violence permettra de reconnaître les cibles à privilégier dans le cadre d'interventions préventives et rééducatives. Ainsi, l'exploration des caractéristiques communes aux contextes de passage à l'acte violents des adolescents permettent d'envisager que les événements de violence prennent naissance dans un contexte où certains éléments s'associent davantage. Cette connaissance issue des différentes typologies d'événements et de victimes identifiés pourraient être utilisées dans l'élaboration de programmes de prévention et d'intervention spécifiques à la problématique de la violence.

## **2.4 Pistes d'ouverture pour des recherches ultérieures**

Les données présentées dans la partie traçant le portrait socio-judiciaire des adolescents contrevenants est utile mais parcellaire. En effet, maintenant que les différentes prévalences ont été documentées, il serait pertinent d'étudier les caractéristiques des adolescents en lien avec les types de délits commis. En ce sens, plusieurs variables propres à la personnalité ou au contexte familial de ces jeunes pourraient être explorés en fonction

des types d'infractions commises afin d'identifier si certaines caractéristiques personnelles pourraient être liées à la commission d'un délit spécifique ou inversement.

La présente étude a permis d'identifier que les événements de violence à l'adolescence s'organisent autour d'éléments communs identifiables qui varient selon le type d'événements. Afin de déterminer si les profils d'événements identifiés sont propres aux délits de violence, il serait pertinent de vérifier si ces profils d'événements peuvent être généralisés et associés à d'autres catégories de délits, comme les infractions contre les biens par exemple.

Tel que rapporté précédemment, la taille de l'échantillon utilisé ne permettait pas de lier les types d'événements identifiés à certaines caractéristiques judiciaires ou sociodémographiques propres à l'agresseur. En ce sens, il serait intéressant de répéter la démarche sur un plus vaste échantillon afin de déterminer si les profils d'événements correspondent à certains profils de délinquants. Dans le même ordre d'idées, il serait intéressant de déterminer si les adolescents qui récidivent et manifestent d'autres gestes de violence adoptent toujours le même profil d'événements. Une telle étude permettrait de déterminer si les caractéristiques du passage à l'acte appartiennent davantage à l'individu ou à la situation. En ce sens, certaines caractéristiques propres à l'individu telles que des variables sur la personnalité pourraient être explorées en lien avec le type de passage à l'acte adopté.



## RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Association des centres jeunesse Du Québec. (1998). *La stratégie du renouvellement de la justice pour les jeunes du gouvernement fédéral: Une injustice pour les jeunes*. Québec : Association des centres jeunesse du Québec.
- Bala, N. et Anand, S. (2004). The first months under the youth criminal justice act: A survey and analysis of case law. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 46, 251-271.
- Barreau du Québec (1998). *Mémoire du barreau du Québec sur la stratégie de renouvellement du système de justice pour les jeunes*. 57 p. Document téléaccessible à l'adresse < <http://www.barreau.qc.ca/pdf/medias/positions/1998/199809-justicejeunes.pdf> >.
- Bélanger, A. et Ouimet, M. (2006). *Étude des tendances de la criminalité féminine au Canada. L'hypothèse de la convergence est-elle véridique?* Manuscrit non publié, Université de Montréal, Faculté des arts et des sciences, école de criminologie.
- Belpaire, F., Lambert, M. et Nadeau, F. (2000). *Programme jeunes contrevenants. Rapport d'évaluation de la pratique existante au Centre jeunesse de la Montérégie*. Longueuil : Centre jeunesse de la Montérégie, Direction des services professionnels.
- Calverly, D. (2006). Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2003-2004. *Juristat*, 26(2), 1-21.
- Carrington, P.J. (2007). *L'évolution de la délinquance déclarée par la police chez les jeunes Canadiens nés en 1987 et en 1990*. Ottawa : Centre canadien de la statistique juridique.
- Canada, (2010). Code criminel, codification, chapitre C-46. 2010. Document téléaccessible à l'adresse < <http://lois.justice.gc.ca/PDF/Loi/C/C-46.pdf> >
- Canada, (1985). Loi sur les jeunes contrevenants, L.R.C. 1985, c. Y-1.
- Canada, (2002). Loi sur le système de justice pénale pour adolescents, L.C. 2002
- Groupe de travail fédéral-provincial-territorial sur la justice applicable aux jeunes (1996). *Examen de la Loi sur les jeunes contrevenants et du système de justice applicable aux jeunes au Canada*. Ottawa : Ministère de la Justice, 1996.
- Centre jeunesse de la Montérégie (2008). *Rapport annuel du CJM 2007-2008*. Longueuil : Centre jeunesse de la Montérégie. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.centrejeunessemonteregie.qc.ca/web/pdf/rapportAnnuel2007-2008.pdf> >



- Centre jeunesse de la Montérégie (2005). *Offre de service du Centre jeunesse de la Montérégie; Un coup de pouce pour l'avenir*. Longueuil : Centre jeunesse de la Montérégie Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.centrejeunessemonteregie.qc.ca/web/pdf/brochureOffreDeService.pdf>>
- Coalition pour la justice des mineurs (1999). *Un système de justice pénale pour les adolescents ou contre les adolescents? Commentaire sur le projet de Loi sur le Système de justice pénale pour les adolescents*. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.rojaq.qc.ca/memoirecoalition/MEMOIRECOALITIONFRANCAIS.htm>>
- Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse (1999). *Mémoire de la commission au comité permanent de la justice et des droits de la personne de la chambre des communes sur le projet de Loi C-3, Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents*. (s.l.) : Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse.
- Cusson, M. (1986). L'analyse stratégique et quelques développements récents en criminologie. *Criminologie*, 19(1), 53-72.
- D'Amours, Y. (1995). *Portrait de la criminalité et de la violence envers autrui chez les adolescents in le point sur la délinquance et le suicide chez les jeunes*. Québec: Conseil permanent de la jeunesse. Document téléaccessible à l'adresse <[http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/R95\\_delinq\\_suicide.pdf](http://www.cpj.gouv.qc.ca/fr/pdf/R95_delinq_suicide.pdf)>
- Drass, K. A. et Miethe, T. D. (2001). Qualitative comparative analysis and the study of crime events. In Meier, R.F., Kennedy, L.W. et Sacco, V.F. (dir.), *The process and structure of crime: Criminal events and crime analysis, advances in criminological theory* (pp. 125-140). New Brunswick, NJ, US: Transaction Publishers.
- Farrington, D.P. (1992). Criminal Career Research: Lessons for Crime Prevention. *Studies on Crime and Crime Prevention*, 1 (1), 7-29.
- Felson, R.B., Teasdale, B. et Burchfield, K.B. (2008). The influence of Being under the Influence. *Journal of Research in Crime and Delinquency*, 45 (2), 119-141.
- Franke, T., Huynh-Hohnbaum-A-, T. et Chung, Y. (2002). Adolescent violence: With whom they fight and where. *Journal of Ethnic and Cultural Diversity in Social Work*, 11(3/4), 133-158.
- Hawkins, J.D., Herrenkohl, T.I., Farrington, D.P., Brewer, D., Catalano, R., Harachi, T.W. et Cothorn, L. (2000). *Predictors of youth violence*. Juvenile justice Bulletin. U.S. Department of Justice, OJJDP, 11 pages. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/ojjdp/179065.pdf>>

- Hélie, S., Lavergne, C., Leduc, Y., Dubois, D. et Pellan, R. (2006). *Plate-forme informationnelle pour le bien-être de l'enfant; validation provinciale*. (s.l.) : Les centres jeunesse du Québec; groupe de travail.
- Howe, B.R. et Covell, K. (2001). Youth justice reform and the rights of the child : a step forward or backward? *Canadian journal of community mental health*, 20 (2), 91-106.
- Kazemian, L. et Le Blanc, M. (2004). Exploring patterns of perpetration of crime across the life course. *Journal of Contemporary Criminal Justice*, 20(4), 393-415.
- Kazemian, L. et Le Blanc, M. (2003). Le passage à l'acte criminel de l'adolescence à l'âge adulte: Analyse des formes et des trajectoires de modus operandi. *Revue Internationale De Criminologie Et De Police Scientifique*, LVI(4), 417-450.
- Kong, R. et AuCoin, K. (2008). Les contrevenantes au Canada. *Juristat*. 28 (1). 1-26.
- Lafortune, D. (2001). Abus sexuel juvénile et délinquance juvénile à la lumière des antécédents personnels et familiaux. *Revue Internationale De Criminologie et De Police Technique Et Scientifique*, 3, 299-317.
- Lancôt, N. et Desai, B. (2002). La nature de la prise en charge des adolescents par la justice : jonction des attitudes paternalistes et du profil comportemental des adolescentes. *Déviance et société*, 26 (4), 463-478.
- Le Blanc, M. (1999). Les comportements violents des adolescents. Un phénomène particulier. In Proulx, J., Cusson, M. et Ouimet, M. (dir.), *Les violences criminelles*, (p. 319 à 353). Québec : Les Presses de l'Université Laval.
- Le Blanc, M. et Lapointe, C. (1999). Aggression sexuelle chez les garçons: Comparaison des agresseurs, des agressés et des agresseurs agressés avec les autres adolescents en difficulté. *Revue Canadienne De Criminologie*, 41 , 479-512.
- Le Blanc, M. (2003). Évolution de la délinquance cachée et officielle des adolescents québécois de 1930 à 2000. In Le Blanc, M., Ouimet, M., et Szabo, D (dir.), *Traité de criminologie empirique* (p. 39-70). Montréal : Presses de l'Université de Montréal.
- Le Blanc, M. et Fréchette, M. (1991). Le passage à l'acte délictueux au cours de l'adolescence et de la jeunesse. *Revue Internationale De Criminologie Et De Police Technique*, 9(2), 145-173.
- Les centres jeunesse du Québec. (2005). *Bilan des directeurs de la protection de la jeunesse 2005*. Document téléaccessible à l'adresse <  
[http://www.acjq.qc.ca/public/a14178bc-45b5-4a12-b27e-38017be2da39/mes\\_documents/publications/2005-5\\_bilandpj05\\_complet.pdf](http://www.acjq.qc.ca/public/a14178bc-45b5-4a12-b27e-38017be2da39/mes_documents/publications/2005-5_bilandpj05_complet.pdf)>

- Les centre jeunesse du Québec. (2006). *Bilan des directeurs de la protection de la jeunesse 2006. Nos enfants, la richesse de tous, la responsabilité de chacun*. Montréal : Association des centres jeunesse du Québec. Document téléaccessible à l'adresse <  
[http://www.acjq.qc.ca/public/a14178bc-45b5-4a12-b27e-38017be2da39/mes\\_documents/publications/bilandpj06-lr.pdf](http://www.acjq.qc.ca/public/a14178bc-45b5-4a12-b27e-38017be2da39/mes_documents/publications/bilandpj06-lr.pdf)
- Les centres jeunesse du Québec. (2008). *Bilan des directeurs de la protection de la jeunesse/Directeurs provinciaux, 2008. Au nom de la loi, la bonne mesure au bon moment*. Montréal : Association des centres jeunesse du Québec. Document téléaccessible à l'adresse  
[http://www.acjq.qc.ca/public/a14178bc-45b5-4a12-b27e-38017be2da39/mes\\_documents/communiques/brochure\\_dpj08\\_finale.pdf](http://www.acjq.qc.ca/public/a14178bc-45b5-4a12-b27e-38017be2da39/mes_documents/communiques/brochure_dpj08_finale.pdf)
- Loeber R. et Schmalin, K.B. (1985). *The Utility of Differentiating Between Mixed and Pure Forms of Antisocial Child Behavior*. *Journal of Abnormal Child Psychology*, 13 (2), p.315.
- Loeber, R. et Dishion, T.,J. (1984). Boys Who Fight at Home and School : Family Conditions Influencing Cross-Setting Consistency. *Journal of Consulting and Clinical Psychology*, 52 (5), 759-768.
- Malek, M.K. Chang, B.H. Et Davis, T.C., (1998). Self-Reported Characterization of Seventh-Grade Students' Fights. *Journal of adolescent health*, 23, 103-109.
- Marcotte, J. et Cloutier, R. (2002). Comparaison des adolescents en troubles de comportement et des jeunes contrevenants selon leurs caractéristiques psychosociales et les services obtenus des centres jeunesse. *Revue québécoise de psychologie*, 23 (2) pp.47-72.
- McCurley, C. et Snyder, H. (2004). Victims of violent juvenile crime. *Juvenile Justice Bulletin*. (s.l.) Office of Juvenile Justice and Delinquency Prevention. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.ncjrs.gov/pdffiles1/ojjdp/201628.pdf>>
- Meier, R. F., Kennedy, L. W. et Sacco, V. F. (2001). Crime and the criminal event perspective. In Meier, R.F., Kennedy, L.W. et Sacco, V.F. (dir.), *The process and structure of crime: Criminal events and crime analysis, advances in criminological theory* (pp. 1-26). New Brunswick, NJ, US: Transaction Publishers.
- Miethe, T.D., McCorkle R.C. et Listwan, S.J. (2006). *Crime Profiles. The anatomy of Dangerous Persons, Places, and Situations. Third edition*. Roxbury: Roxbury Publishing Company.

- Miethe, T.D. et Drass (1999). Exploring the Social Context of Instrumental and Expressive Homicides : An Application of Qualitative Comparative Analysis. *Journal of Quantitative Criminology*, 15 (1), p.1-21.
- Milligan, S. (2008). Les services communautaires et le placement sous garde des jeunes au Canada, 2005-2006. *Juristat*, 28 (8), 1-24.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux, (1992). *La politique de Santé et de Bien-être*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux, (2004). *L'application de la Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents dans les centres jeunesse. Manuel de référence*. Québec : Gouvernement du Québec.
- Moyer, S. (2005). *Comparaison: Dossiers traités sous le régime de la Loi sur les jeunes contrevenants et dossiers traités pendant les six premiers mois d'application de la Loi sur le système de justice pénale pour adolescents*. Ottawa : Ministère de la Justice du Canada.
- Perreault, C. (1995). *Dix ans d'application au Québec de la Loi sur les jeunes contrevenants : essai d'intégration de données diverses*. Québec : Ministère de la Santé et des Services sociaux.
- PIBE, (2006). *Plate-forme informationnelle pour le bien-être de l'enfant. Fondements et Évolution*. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.pibe.qc.ca/index.aspx?page=fondements>>
- Savoie, J. (1999). La criminalité de violence chez les jeunes. *Juristat*, 19(13), 1-14.
- Société de Police de la Communauté Urbaine de Montréal, (1993). *État de situation des gangs de rue sur le territoire de la CUM*. Montréal : Société de Police de la Communauté Urbaine de Montréal.
- Sprott, J. B. (2000). *La Loi sur le système de justice pénale pour adolescents: Toile de fond*. Ottawa : Ministère de la Justice du Canada. Document téléaccessible à l'adresse <<http://www.justice.gc.ca/fra/pi/jj-yj/rech-res/pdf/hist-back.pdf>>
- Stevenson, K., Tufts, J., Hendrick, D. et Kowalski, M. (1998). *Un profil de la justice pour les jeunes au Canada*. Ottawa : Centre canadien de la statistique juridique. Document téléaccessible à l'adresse <<http://dsp-psd.communication.gc.ca/Pilot/Statcan/85-544-XIF/0019785-544-XIF.pdf>>
- Taylor-Butts, A. et Bressan, A. (2008). La criminalité chez les jeunes au Canada, 2006. *Juristat*, 28 (3), 1-17.

- Thomas, J. (2005). Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 2003-2004. *Juristat*, 25(4), 1-19.
- Thomas, J. (2008). Statistiques sur les tribunaux de la jeunesse 2006-2007. *Juristat*, 28(4), 1-24.
- Trépanier, J. (2004). What did Quebec not want? Opposition to the adoption of the youth criminal justice act in Quebec. *Canadian Journal of Criminology and Criminal Justice*, 46(3), 273-299.
- Trépanier, J. (2003). L'avenir des pratiques dans un nouveau cadre légal visant les jeunes contrevenants. *Revue de droit*, 34(1-2), 47-89.
- Wilkinson, D. et Fagan, J., (2001). A theory of violent events. In Meier, R. F. Kennedy, L.W. et Sacco, V.F. (dir.), *The process and structure of crime: Criminal events and crime analysis, advances in criminological theory* (p. 169-195). New Brunswick, NJ, US: Transaction Publishers.

**ANNEXE A**



## GRILLE DE CATÉGORISATION DES ÉLÉMENTS DU CONTEXTE DE PASSAGE À L'ACTE

Remplie par : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
 Numéros d'identification du jeune : \_\_\_\_\_ DDN : \_\_\_\_\_  
 Infraction : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_  
 Nombre de grilles remplies pour cet usager : \_\_\_\_\_

1. Lieu	(1) Résidence privée	(2) Espace public intérieur (centre loisir)	(3) Établissement scolaire (int. et ext.)	(4) Espace public extérieur (parc, rue)	(5) Centre de réadaptation	(6) Non déterminé
2. Moment	(1) Journée (6h AM)	(2) Soir (18h)	(3) Nuit (minuit)	(4) Non-déterminé		
3. Complice	(1) Seul	(2) 1 complice	(3) 2 complices	(4) 3 complices et plus	(5) Non-déterminé	
4. Gang	(1) Non-implication dans un gang			(2) Implication dans un gang		(3) Non-déterminé
	Statut au sein d'un gang, nom du gang :					
5. Intoxication	(1) Non-intoxiqué	(2) Alcool	(3) Drogues douces	(4) Stupéfiants	(5) Non-déterminé	
6. Préméditation	(1) Non-préméditée		(2) Préparation modeste	(3) Planification détaillée	(4) Non-déterminé	
7. Armes	(1) Non		(2) Arme blanche	(3) Arme à feu	(4) Non-déterminé	
8. Motif	(1) Vol	(2) Conflit, bagarre	(3) Règlement de compte	(4) Intimidation (domination, statut)	(5) Réaction à une contrainte, à un refus	(6) Non-déterminé
9. Nombre de victimes	(1) Une seule		(2) Deux	(3) Trois	(4) Quatre et plus	
10. Lien avec la victime	(1) Inconnu		(2) Connu		(3) Non-déterminé	
	(1) Inconnu	(2) Membre de la famille	(3) Ami	(4) Entourage (école, voisin)	(5) Personne en autorité	(6) Non-déterminé
11. Qualité du lien victime	(1) Inexistant	(1) Bon	(2) Ambivalent	(3) Conflictuel	(4) Non-déterminé	
12. Âge de la victime	(1) Enfant (0 à 12 ans)	(2) Adolescent (13 à 18 ans)	(3) Adulte (18 ans et plus)	(5) Aîné (60 ans et plus)	(6) Non-déterminé	
13. Sexe victime	(0) Homme		(1) Femme		(2) Non-déterminé	
14. Blessures agresseur	(1) Aucune	(2) Blessures mineures	(3) Blessures importantes (consultation médicale)	(4) Blessures majeures (avec séquelles)	(5) Non-déterminé	
15. Blessures victime	(1) Aucune	(2) Blessures mineures	(3) Blessures importantes (consultation médicale)	(4) Blessures majeures (avec séquelles)	(5) Non-déterminé	
16. Réaction de la victime	(1) Neutre	(2) Pardon	(3) Peur	(4) Colère	(5) Désir de vengeance	(6) Séquelles psychologiques
	(7) Non-déterminé					
17. Réaction de l'agresseur face au délit	(1) Remords, désir de réparation		(2) Reconnaissance	(3) Projection du blâme sur autrui	(4) Non-reconnaissance	(5) Satisfaction
	(6) Non-déterminé					
18. LPJ Serv. antérieurs	(0) Aucun		(1) Oui (fermé)		(2) Oui (concomitant)	